

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CONDITION DES ENFANTS TROUVÉS & ABANDONNÉS

Dans le droit français ancien et actuel

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 15 mars 1909, à 1 heure.

PAR

Prosper BLIN

Président : M. M. CHÉNON.

Suffragants : } MM. LE POITTEVIN, professeur.
HITIER, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE
DE MON ÉPOUSE

LA CONDITION
DES
ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS

DANS LE DROIT FRANÇAIS ANCIEN & ACTUEL

INTRODUCTION

Dans les sociétés primitives où la vie est rude, où les subsistances sont parfois rares, il peut y avoir danger (surtout si le pays est restreint et fermé comme une île) à ce que, suivant l'expression d'Alfieri, « la plante humaine foisonne ». La tribu intervient alors pour empêcher une augmentation trop considérable de la population par rapport aux ressources disponibles. L'intérêt général et l'intérêt particulier sont en cause. Ils agissent de concert pour faire de l'avortement et de l'infanticide des coutumes légales. Les pauvres êtres dont l'entretien eût été plus onéreux, les services attendus moins rémunérateurs, les jumeaux, les filles, les enfants difformes sont de préférence sacrifiés. A la Nouvelle-Zélande, autrefois les mères tuaient souvent leurs filles en leur enfonçant le pouce dans la partie supérieure du crâne (Bonwich

Tasmanians, 78-79). En Chine encore actuellement (au Japon jadis) une fille, avant de se marier, doit gagner par la prostitution ce qu'elle a coûté à sa famille (Duvyrier, *Touaregs du Nord*, 330).

Dans cet état primitif de barbarie, l'assistance n'existe pas. Les difficultés de la vie matérielle qui forcent les parents, en sacrifiant leurs propres enfants, à fouler aux pieds les sentiments d'affection naturelle, empêchent à plus forte raison de recueillir des enfants étrangers, abandonnés ou orphelins. Nul ne tient à s'enembarrasser, et souvent, par une sorte d'humanité, on les enterre tout vivants avec leurs parents (1).

Aucune mesure n'est prise non plus pour assurer le sort des enfants. Les père et mère sont libres de les élever ou non, en consultant leur commodité du moment ou en envisageant les bénéfices qu'ils pensent en tirer dans l'avenir.

Cependant, il ne faut pas exagérer ce sombre tableau, les idées d'humanité n'ont pas été totalement inconnues des sociétés antiques. Même chez les peuples primitifs, l'amour des parents pour les enfants existe et est parfois très profond. S'ils les sacrifient, ce n'est pas par inhumanité, mais bien par nécessité. La morale, les lois et la religion d'un peuple se plient aux nécessités de son existence. La *raison* qui, chez les peuplades dénuées de ressources, fait de l'avortement et de l'infanticide des

(1) En Tasmanie, si les parents viennent à mourir, on enterre avec eux leurs enfants tout vivants (Bonwich).

coutumes légales, condamne au contraire et prohibe ces mêmes coutumes dans les pays plus favorisés par la nature, renfermant en abondance toutes les choses nécessaires à l'accroissement et à la conservation de l'espèce humaine.

En Egypte, par exemple, où la fécondité de la terre, la douceur du climat rendaient l'existence facile, Diodore de Sicile (1) nous dit que « dans le but d'augmenter la population, dont l'accroissement est un élément de prospérité pour les campagnes et pour les villes, les parents sont tenus de nourrir tous leurs enfants... Aucun d'eux, ajoute-t-il, n'est réputé illégitime alors même qu'il doit le jour à une femme achetée à prix d'argent ».

Tous les enfants étaient, d'après un publiciste moderne, « égaux devant la mère » (2). La seule différence, c'est qu'il y avait des enfants qui n'avaient qu'une mère seule, lorsque d'autres avaient à la fois un père et une mère.

*
* *

La société moderne repose sur cette idée que tous les hommes et principalement tous les citoyens d'un même pays sont unis par un lien de solidarité. Si l'on se refuse encore à proclamer unanimement le droit à l'assistance, on n'hésite pas un instant à reconnaître le devoir d'assistance réciproque. Nous ne trouvons rien de semblable

(1) L. I, LXXX.

(2) Em. de Girardin, *La liberté dans le mariage par l'égalité des enfants devant la mère.*

dans les sociétés antiques, du moins à Rome. Les Romains professaient à l'égard des déshérités du sort la plus parfaite indifférence ; ils pratiquaient sur ce point la maxime si facile de leur comique favori :

*De mendico male meretur, qui ei dat quod edit aut quod bibat ;
Nam et illud quod dat, perdit, et illi producit vitam ad miseriam.*

Plaute, Trinummus, act. II, sc. 2.

Herbert Spencer, au début du livre II de *L'Individu contre l'Etat*, semble s'être contenté de paraphraser ces deux vers. Partant de ce fait « qu'il doit exister au milieu de nous une foule de misères qui sont le résultat de la mauvaise conduite et qui devraient toujours y être associés », il conclut que « séparer la souffrance de la mauvaise action, épargner aux hommes la punition naturelle d'une vie dissolue, c'est lutter contre la nature des choses » et qu'on a tort de contrarier « la loi d'après laquelle une créature qui n'est pas assez énergique pour se suffire doit périr ». Il en vient donc à faire le procès des philanthropes qui, « pour aider les enfants de gens indignes, désavantagent les enfants de gens méritants, en imposant à leurs parents des contributions locales toujours plus élevées ».

Ce sociologue qui, comme on le voit, ne fait point profession de sentimentalisme, eût pleinement approuvé l'insouciant égoïsme des Romains. Mais un jour les appétits non rassasiés de la multitude purent venir troubler cette philosophique quiétude du Sénat romain. Malgré

toute son assurance et sa foi dans le passé, il fut obligé d'instituer des distributions de blé et de jeux pour nourrir les corps et distraire les esprits. C'est la peur qui le guida et non point la compassion et la générosité.

On comprend alors que ces prodigalités ne s'appliquassent en général ni aux femmes ni aux enfants. Cependant Auguste, dans son désir de favoriser l'accroissement de la population, admettait souvent aux congiaires les enfants du plus bas âge, quoique, dit Suétone (*Oct. August.*, XLI), la coutume fût de ne les comprendre qu'à partir de onze ans.

Pline, dans son *Panegyrique* (XXVIII), nous dit que Trajan, réalisant une pensée de Nerva, organisa un système de secours, destinés à aider les parents pauvres et de condition libre à élever leurs enfants. La combinaison organisait à la fois une sorte de crédit foncier et d'assistance publique. La découverte de médailles, d'inscriptions (*tabulæ alimentariæ*) nous a donné sur cette institution des détails précis (1). L'empereur, dit M. Ernest Desjardins, prêtait à un faible intérêt (5 ou 2 1/2 0/0 suivant les villes) un capital considérable à des propriétaires de telle ou telle cité. Ceux-ci, en retour, hypothéquaient leur domaine pour une valeur égale à la somme prêtée, ayant soin de déclarer les hypothèques antérieures, et donnant en outre l'estimation d'ensemble et celle du détail des terres, afin que, cette valeur étant de beau-

(1) *De tabulis alimentariis disp. hist.* — *Dict. des antiq. gr. et lat.*, V° *Alimentarii pueri*.

coup supérieure à la portion hypothéquée, le capital de l'empereur fût à couvert. Cela fait, les propriétaires versaient le revenu de la somme prêtée, non entre les mains de l'empereur, mais dans la caisse municipale, pour qu'elle fût appliquée à l'entretien alimentaire des enfants pauvres des deux sexes. Dans la table de Veleia, Trajan prête 1.044.000 sesterces sur hypothèque à cinquante et un propriétaires de fonds dont l'estimation n'est pas moindre de 13 à 14 millions de sesterces ; l'intérêt à 50/0 de la somme prêtée, soit 52.000 sesterces, est consacré à l'alimentation de trois cents enfants pauvres, dont deux cent soixante-trois garçons légitimes, trente-cinq filles légitimes, un garçon et une fille illégitimes. » Les garçons recevaient par an 192 sesterces (48 francs environ), les filles 144 (36 francs); les enfants naturels avaient moins (1) (144 et 120 sesterces). L'assistance avait donc pour but d'aider à l'alimentation des enfants, mais non de les prendre tous à sa charge.

Ces libéralités furent imitées par de riches particuliers et continuées par les successeurs de Trajan. Adrien en fit profiter les garçons jusqu'à dix-huit ans et les filles jusqu'à quatorze (L. 14, Dig. XXXIV, 1). Ces subsides étaient bien insuffisants, et si l'on considère qu'ils ne s'adressaient presque exclusivement qu'aux enfants légitimes, nés de parents libres, et de préférence aux garçons, on devra reconnaître que Trajan et ses succes-

(1) V. Duruy, *Hist. des Romains*, t. I, p. 273, en note.

seurs ne se proposaient pas un autre but qu'Auguste par ses lois de *prole agenda* : la charité proprement dite n'y avait aucune part.

Constantin continua ces libéralités, en puisant jusque dans son trésor particulier. L'Eglise naissante donna un grand essor à ces efforts charitables. Les premiers chrétiens formaient entre eux une association très étroite, « et quand un enfant chrétien, garçon ou fille, reste orphelin, c'est une bonne œuvre si un frère privé de descendants l'adopte et le traite comme son enfant » (1). Les préjugés des païens qui accusaient les chrétiens d'immoler des enfants dans leurs mystères et de se repaître de leur chair, étaient, il faut le reconnaître, un obstacle. Aussi faut-il arriver jusqu'à saint Augustin pour trouver une allusion à ces sortes d'adoptions.

C'est au quatrième siècle seulement qu'on voit surgir, sous l'impulsion de l'Eglise, des établissements hospitaliers, inconnus de l'antiquité. C'est en Orient, à Sébaste, dans le Pont, vers 355, à Césaré, vers 372, que se firent les premières fondations (2) : les *nosocomia* pour les malades, les *brephotrophia* pour les enfants pauvres, les *orphanotrophia* pour les orphelins.

Les empereurs Anthémius et Léon (L. 32, Code Just., I, 3), puis Justinien (nov. 131, cap. 15), ébauchèrent pour ces hospices d'orphelins et d'enfants trouvés un commencement de législation. Les administrateurs sont con-

(1) *Constitutions apostoliques*, IV, 1.

(2) Saint Grégoire, orat. XLIII.

sidérés comme les tuteurs et les curateurs des enfants, mais ils sont dispensés de fournir les garanties de la tutelle (*satisfactio*). Car il serait inique, disent les empereurs, de blesser par des procédés pleins de défiance des citoyens que la crainte de Dieu pousse à élever, avec toute l'affection paternelle, de malheureux enfants sans parents et sans ressources. Si des biens adviennent aux enfants, les administrateurs en prennent possession en présence d'un « *tabularius* » ou après avoir passé un acte devant le *magister census* dans la capitale et devant les *moderatores* ou les *defensores locorum* dans les provinces. Si les biens sont de conservation onéreuse ou difficile, les administrateurs les aliènent après estimation et sont chargés de conserver le prix ou d'en faire emploi.

Enfin les enfants exposés auxquels la société avait pendant si longtemps refusé toute protection contre la mort, résultat de l'abandon, ou la servitude corruptrice suite des adoptions intéressées, sont placés par Justinien à la charge des évêques et de leur église, qui seront tenus de pourvoir à leur entretien conjointement avec le préfet. L'effacement du pouvoir civil devait laisser à l'Eglise, pendant la période barbare et une partie du moyen-âge, la direction pour ainsi dire exclusive de toutes les œuvres d'assistance.

*
* *

Aujourd'hui tout individu est muni, en naissant, d'une condition juridique qui fixe sa situation au point de vue

de la loi. Chez les Romains au contraire, chaque individu n'a, avant tout, qu'une situation de fait, et c'était cette situation, créée par l'état économique, par l'opinion et les mœurs, que le droit positif venait consacrer. La situation des enfants abandonnés n'offrait point un intérêt suffisant pour mériter des lois spéciales. Ils n'avaient jamais de biens propres et, quant à leur personne, la société, nous l'avons vu, s'en désintéressait.

Ils avaient donc une situation de fait, mais de condition juridiquement précise, nous doutons que les Romains leur en aient jamais reconnu.

Il s'agit aussi de savoir si l'enfant recueilli était rangé parmi les personnes libres ou parmi les esclaves.

On présume qu'à l'origine l'enfant exposé avait la condition d'esclave *de plano*, l'austérité des mœurs familiales devant faire supposer qu'il était un *partus ancillæ*.

On peut retrouver un vestige de cet ancien état de choses dans le passage de Sénèque suivant : « Les enfants exposés n'appartiennent à aucune classe de la société, ils sont esclaves. Le législateur a jugé qu'il en fût ainsi. »

Cependant il est certain qu'à l'époque de Sénèque l'enfant exposé n'était pas de plein droit esclave parce que la personne qui le recueillait n'avait pas besoin de l'affranchir, si elle voulait le traiter comme un fils. La vérité, c'est que, comme il s'agissait d'une situation de fait, l'adoptant, suivant les motifs qui l'avaient guidé,

avait la faculté de traiter l'enfant qu'il recueillait soit comme un fils soit comme un esclave. Telle est la signification de la loi de Constantin : *Retineat sub eodem statu quem apud se recolletum voluerit agitare, hoc est sive servum sive filium maluerit* (L. 1, Code Thod., V, 7).

CHAPITRE PREMIER

LA CONDITION DES ENFANTS TROUVÉS ET ABANDONNÉS AU BAS-EMPIRE.

I. — Constantin.

On a beaucoup discuté, beaucoup écrit pour savoir si la religion chrétienne avait seule apporté dans le monde romain des idées vraiment nouvelles. D'éminents auteurs ont soutenu que sans la religion nouvelle, une réaction naturelle se serait produite en dehors de toute idée religieuse contre la dissolution des mœurs arrivant à l'apogée. Dans son bel ouvrage sur *L'Histoire du droit et des institutions de la France*, M. Glasson fait en effet ressortir l'exagération qu'il y a à prétendre que toutes les améliorations du droit romain dans le sens de l'équité sont dues à l'influence du christianisme. Le droit était développé par les prêtres et les magistrats et ceux-ci étaient, au nom de l'ordre public et de l'intérêt de l'Etat reposant sur le polythéisme, les adversaires déclarés des chrétiens. Il semblerait en effet que dans l'éternelle lutte du bien et du mal, de la vertu contre le vice, le bien doive toujours l'emporter sur son redoutable adversaire et cela souvent après des siècles de lutte. Reconnaissons que s'il en était autrement, l'écroulement de l'humanité tout

entière ne tarderait pas à se produire sous la poussée formidable et irrésistible du désordre et du vice.

Le christianisme naissant, mis à la portée de tous, a incontestablement exercé sur le développement de la civilisation une salubre et considérable influence. « A l'orgueil des sages, le christianisme oppose la vertu de l'humilité et l'impuissance de l'homme sans la grâce divine ; à la sensualité et à la cupidité de la foule, la continence et la pauvreté volontaire. Le monde païen est attaqué en face dans son esprit et dans sa chair (1). »

Le sort fait aux enfants dans la société antique fournissait aux auteurs chrétiens d'heureux développements et leur procurait des effets de contraste qu'ils ne laissèrent pas échapper (2). Logiques avec leur doctrine, ils ne cessèrent de revendiquer des mesures dans l'intérêt de l'enfance malheureuse. Aussi obtinrent-ils des empereurs chrétiens de nombreuses concessions.

Sans vouloir revenir en arrière, rappelons seulement, pour être juste, que déjà Dioclétien, empereur païen, avait prohibé d'une façon absolue la vente des enfants, déjà déclarée par Caracalla illicite et improbe (L. 1, Code, VII, 16). Dioclétien n'admet même pas pour les parents l'excuse de la misère (L. 1, Code, IV, 43).

Lactance, précepteur de Crispus, fils de l'empereur, a fait parvenir jusqu'au trône impérial les protesta-

(1) Henri Martin, *Hist. de France*, tome I, livre V, « La gaule romaine », page 250.

(2) *Epist. cathol.*, 13 ; Saint Justin, *Apolo.*, I, 27 et 29.

tions des apologistes. « Comment admettre, dit-il dans son livre des *Institutions divines* dédié à Constantin (L. VI, Code, 20), que les pères aient le droit de faire mourir leurs enfants nouveau-nés ? C'est là une grande impiété ; car Dieu crée pour la vie et non pour la mort... Que dirai-je aussi de ceux qu'une fausse affection porte à exposer leurs enfants ? Peut-on considérer comme innocents ces parents qui jettent leurs enfants, leurs propres entrailles, en pâture à des chiens et les tuent ainsi plus cruellement encore que s'ils les étranglaient... Quand même il arriverait que l'enfant exposé trouvât quelqu'un qui se chargeât de le nourrir, le père serait-il moins coupable pour avoir livré son propre sang à la servitude et à la prostitution ? Oui autant tuer son enfant que de l'exposer... Il est vrai que ces pères homicides se plaignent de leur pauvreté et prétendent qu'ils ne peuvent suffire à élever plusieurs enfants ; mieux vaut en ce cas demeurer continant dans le mariage que de détruire par ses mains l'œuvre de Dieu... »

Constantin céda-t-il à ces exhortations pressantes et aux enseignements de l'Eglise ? S'inspira-t-il aussi des besoins de l'Empire menacé de dépopulation en face des invasions barbares ? En 315, il rendit l'édit suivant : « Que toutes les villes de l'Italie aient connaissance de cette loi, dont le but est de détourner la main des pères du parricide et de leur inspirer de meilleurs sentiments. Si donc quelque père a des enfants auxquels sa pauvreté l'empêche de donner des aliments et des vêtements, ayez

soin que notre fisc et même notre domaine leur en procurent sans délai ; car les secours à donner aux enfants qui viennent à naître ne comportent pas de retard. » (L. 1, Code Théod., XI, 27.) Ce système des secours publics distribués aux parents indigents avait le défaut d'imposer au budget impérial des charges que son état, peu prospère, ne lui permettait pas de supporter.

En 318 vient l'édit qui étend à l'infanticide la peine du *parricidium* (Code Just., IX, 17) Nous croyons que cet édit ne créa pas un droit nouveau. Une simple remarque confirme notre opinion. Cet édit de 318 est adressé à Verinus, Vicarius Africæ ; il est probable qu'il n'eut pour but que d'étendre à l'Afrique un état de droit qui existait déjà, sans texte précis, dans toute l'Italie. Cette supposition est permise, puisque c'est précisément ce qui arriva pour l'autre édit de 315, relatif aux secours publics, destiné primitivement à l'Italie seule. Cet édit fut, également en 318, étendu à l'Afrique. « Nous avons appris, dit l'Empereur (L. 2, Code Théod., XI, 27), que des habitants de cette province, pressés par le manque d'aliments, vendent ou donnent en gage leurs enfants ; nous voulons en conséquence que ceux dont l'indigence sera constatée reçoivent dans toute l'Afrique des secours de notre fisc, afin de ne pas se voir contraints à cette affreuse nécessité. »

Les ressources de l'empire ne permettaient pas d'exécuter ce beau programme. Constantin se résigna alors à des mesures qui sembleraient démontrer que le point

de vue auquel se plaçait l'empereur n'était pas le même que celui des auteurs chrétiens. Dans ses *Institutiones divines*, Lactance disait : « Autant tuer son enfant que de l'exposer ou de le vendre, pour le livrer à la servitude et à la prostitution. » Constantin n'est pas de cet avis-là. Il semblerait partir de cette seule idée que la population diminue et que l'empire a plus que jamais besoin de citoyens ; il se souciera peu du reste, pourvu que tous les enfants qui viennent à naître soient élevés. En 329, il autorise les parents réduits à une extrême misère à vendre leurs enfants nouveau-nés (L. 1, Code Théod., 8, — L. 2, Code Just., IV, 43) *adhuc sanguinolenti*, parce qu'il cherche surtout à enlever aux parents la tentation de l'avortement, de l'exposition et de l'infanticide. Si toutefois, malgré cela, les parents se sont laissés aller à exposer leurs enfants, Constantin veut à tout prix que ces enfants soient recueillis et élevés par quelqu'un, peu lui importe dans quel but. Comme il sait que le meilleur moyen d'encourager ces adoptions est d'assurer aux adoptants un réel intérêt, il décide, en 331, que celui qui aura recueilli un enfant exposé le conservera *in mancipio* : personne, pas même le père, ne pourra le réclamer. Le *nutritor* conserve l'enfant, ajoute le texte, *sub eodem statu quem apud se recollectum voluerit agitare, hoc est sive filium, sive servum eum esse maluerit* (L. 1, Code Théod., V, 7).

Ces mesures furent impuissantes à enrayer la dépopulation. La misère du temps multipliait les abandons,

trop souvent suivis de mort, malgré les avantages assurés aux adoptants.

Les empereurs Valentinien, Valens et Gratien, en 374, ajoutèrent une peine effective à la privation des droits paternels dont Constantin avait frappé les pères coupables d'abandon : ils assimilèrent l'exposition à l'infanticide. Voici le texte : « Que chacun nourrisse ses enfants ; si on les expose, on tombera sous le coup de la peine qui a été établie ; si des personnes remplies de miséricorde les recueillent, les maîtres ou patrons ne pourront plus les réclamer, car on ne doit plus pouvoir dire siens ceux qu'on a dédaignés lorsqu'ils allaient périr » (L. 2, Code Just., VIII, 52.)

De quelle peine est-il ici question ? Nous savons que l'infanticide est frappé des peines du *parricidium*, nous avons vu que l'enfant exposé avait contre l'auteur de son abandon l'action de *parlu agnoscendo* et le *remedium majori trimo petenti*. Mais aucune des lois que nous connaissons jusqu'ici ne prohibe l'exposition proprement dite.

Parmi les interprétations qui ont été tentées, celle contenue en germe dans une note d'Accurse *Grande Glose* (Comm. de la loi 2, Code, VIII, 52), paraît assez acceptable. Elle repose sur une distinction. Si l'enfant a été exposé dans un lieu fréquenté, le père ne peut pas être présumé avoir voulu lui donner la mort ; il a simplement cherché à déclinier la charge de son entretien. Comme tel, il tombe sous le coup de la disposition con-

tenue dans la loi I, § 4, *de agnosc. et alend. lib.* (Dig. XXV, 3), et sera puni *extra ordinem*. Si au contraire, l'enfant a été abandonnée dans un lieu solitaire où il est en danger de périr, l'exposant qui aura ainsi livré l'enfant à une mort certaine sera puni soit par la loi 15 *ad leg. Cornel. de Sicariis*, soit par la loi *Pompeia, de parricidiis* (Dig. XLVIII, 9) qui, par des extensions successives, lui a été rendue applicable. En résumé, au point de vue de la répression pénale, la jurisprudence, confirmée bientôt par les lois, aboutit à punir comme un parricide l'infanticide commis par les père et mère et comme un homicide le meurtre d'un enfant par un étranger ; de plus, en ce qui concerne la peine, elle assimile l'avortement et l'exposition à l'infanticide même et punit le tout de la peine capitale. Peut-être est-ce parce que ces dispositions étaient trop sévères et d'une application trop difficile qu'elles restèrent le plus souvent lettre morte.

*
* *

Les enfants faisant à l'origine partie du patrimoine du père, ce dernier a le droit de les vendre. Ce droit de vente, restreint d'abord par Romulus et par Numa, puis par la loi des XII tables, conserva principalement deux applications : l'une fictive, comme cérémonial de l'émancipation, l'autre réelle, pour indemniser la victime d'un dommage causé par le fils (Gaius, IV, § 75). Le père ne pouvait être tenu pour une somme dépassant la valeur de l'enfant ; il pouvait donc refuser de payer le

dommage en abandonnant son fils en compensation. L'abandon noxal, bien que tombé en désuétude, ne fut définitivement aboli que par Justinien.

Le louage des services du fils, le *mancipium*, fut toujours toléré. Cependant le jurisconsulte Paul, ayant des tendances progressistes, dit que la vente des enfants n'était plus admise qu'en cas d'extrême misère, *extremæ necessitatis aut alimentorum gratia*.

Dioclétien et Maximien allèrent plus loin : remplis de bonnes intentions, ils abolirent absolument la vente des enfants (L. 1, Code, IV, 43). Si l'on songe à la misère générale qui pesait alors sur l'empire romain, on se convaincra que c'était encourager indirectement l'exposition et l'infanticide. Aussi lorsque Constantin chercha des expédients propres à enrayer le mal, il dut en premier lieu rapporter la défense de ses prédécesseurs. Mais, pour des raisons déjà exposées, il n'autorisa que la vente des nouveau-nés *adhuc sanguinolenti*, en cas d'extrême misère du père (L. 2, Code, IV, 43). Ce dernier d'ailleurs n'abdiquait pas ses droits, il se réservait de les faire renaître un jour en fournissant à l'acheteur un autre *mancipium*, ou en l'indemnisant de ce qui lui avait été payé.

Le souci de la liberté de l'enfant était si vif que ce dernier, ainsi que toute personne, avait la même faculté de rachat. Il y avait une grande analogie entre le cas de l'homme qui avait acheté un enfant nouveau-né pour utiliser ses services et l'homme qui avait recueilli dans

la rue un enfant exposé dans l'intention de profiter de son travail. Quant à Justinien, il reproduit au code la constitution de Constantin, mais en ayant soin de la faire précéder de celle de Dioclétien qui, en principe, prohibait la vente des enfants. De cette façon, tout le monde avait satisfaction : les principes d'abord, et ensuite les besoins sociaux.

Pour engager à recueillir les enfants abandonnés, Constantin avait permis de leur donner la condition qu'on voudrait, même celle d'esclave ; toujours dans le même but, pour que le bienfaiteur fût assuré que les services ultérieurs de l'enfant l'indemniserait des frais consacrés à sa nourriture et à son entretien, il lui garantit la conservation de l'enfant, malgré toute réclamation du père ou du maître. Voilà le but de la loi 1 (Code Théod., V, 7). Il ne faut donc pas nous étonner de la voir reproduite par Justinien au Digeste, puisque cet empereur défendit de réduire les enfants abandonnés en servitude et assura leur liberté, malgré les entreprises des personnes qui les avaient recueillies, malgré les réclamations de leurs maîtres et patrons.

Il ne faut pas oublier que toutes ces lois avaient pour but accessoire, en dehors de la protection de la liberté des enfants, de prévenir les expositions.

La peine de mort prononcée contre les parents était un moyen préventif suffisant. Peine exorbitante, elle ne s'applique pas aux maîtres et patrons. En les privant pour l'avenir de leur droit de propriété, on cherchait à les retenir par l'intérêt.

Lorsqu'un maître ou un patron revendique l'enfant d'une esclave qu'il a autrefois fait exposer, c'est dans le but de le reprendre en esclavage et d'utiliser ses services. Or, de deux choses l'une : ou la personne qui a recueilli l'enfant l'a élevé comme son fils, comme une personne libre, ou bien elle s'en est servi comme d'un esclave. Dans le premier cas, l'intérêt de l'enfant exige qu'on le laisse à son père adoptif, près duquel il vivra libre. Dans le deuxième cas, l'enfant doit également rester à celui qui l'a recueilli, pour l'indemniser par ses services de ce qu'il a coûté à élever. Justinien devait d'autant plus prononcer contre les maîtres la déchéance de leurs droits qu'il avait lui-même ordonné de laisser libres les enfants recueillis ; il ne pouvait donc admettre que les anciens maîtres, par leur réclamation, vinssent les réduire en esclavage (nov. 153, præf.).

Au contraire lorsque c'est le père qui réclame l'enfant qu'il a autrefois abandonné, c'est apparemment qu'il est revenu à de meilleurs sentiments et qu'il veut lui faire auprès de lui une situation heureuse. Si, en conséquence, l'enfant a été réduit en servitude par celui qui l'a recueilli, nul doute qu'après enquête la demande du père ne doive être admise. Si au contraire l'enfant a été élevé comme libre, le juge devait avoir comme but l'intérêt de l'enfant. Cependant il est à présumer que si le père présentait des garanties suffisantes, le juge devait faire droit à sa réclamation.

Par la force même des choses, les pères adoptifs

avaient, au moins jusqu'à la réclamation du père naturel, un entier pouvoir sur les enfants recueillis. Pouvoir du *dominus*, s'ils leur avaient donné la condition d'esclave ; pouvoir du *pater*, s'ils les avaient élevés comme personnes libres. Donc au dernier terme de l'évolution législative romaine, sous Justinien les enfants trouvés et abandonnés sont protégés directement par la loi à la fois contre les parents qui les ont rejetés et contre les bienfaiteurs qui les ont recueillis : ils sont déclarés libres et *sui juris*, maîtres de leur personne et de leurs biens.

II. — Modifications ultérieures dans la condition des enfants.

Les modifications pouvant survenir par la suite dans la condition de l'enfant se présentent sous deux formes :

- 1° Par le fait des personnes qui l'ont recueilli ;
- 2° Par le fait des maîtres ou des parents.

La situation matérielle dans laquelle vivait l'enfant formait une quasi-possession d'état, qui allait servir de point de départ aux actes juridiques destinés à amener dans cette situation une modification.

Si l'enfant avait été placé au rang d'esclave par celui qui l'avait recueilli, nous pensons que ce dernier devait user de l'affranchissement pour le rendre à la liberté. Si au contraire, l'enfant avait été élevé en personne libre, comme un fils, il devait vraisemblablement jouir des effets juridiques attachés à la situation de fait qui lui avait été donnée.

La question de savoir si le bienfaiteur de l'enfant pouvait le faire entrer légalement dans sa famille par l'adoption semble plus théorique que pratique. Les formalités de l'adoption étaient un obstacle, puisqu'elles exigeaient la participation du *pater familias* (avant Justinien *mancipatio* suivie d'une *addictio* en faveur de l'adoptant ; depuis Justinien, déclaration du père devant le magistrat). Or le père de l'enfant est inconnu : on ignore même s'il possède ou non la puissance paternelle.

Mais puisque la puissance paternelle cesse, en fait, par l'abandon (sauf le droit de réclamation ultérieure), les enfants présumés libres sont provisoirement *sui juris*. Rien ne s'oppose donc à ce qu'ils soient adrogés. Si par la suite le père ou le maître établit sa qualité et revendique son droit, l'adrogation cessera comme elle cesserait par une émancipation. Mais cette résolution n'aura pas d'effet rétroactif : l'adrogeant conservera les biens acquis par l'adrogé à son profit.

Lorsque l'enfant n'avait été ni réduit en esclavage ni adrogé, nous avons dit qu'à l'origine il avait été assimilé presque complètement à un fils de famille et que, sous Justinien, il fut déclaré *sui juris*, qu'il put alors, une fois pubère, se marier librement, contracter, recevoir par donation ou testament, transmettre ses biens soit à sa postérité, soit à des étrangers (L. 3, Code, VIII, 52).

En pratique, on ne lui nommait un tuteur que s'il y avait un intérêt, si par exemple il lui était advenu des biens.

Pour le second cas, il faut distinguer : 1° Si l'enfant exposé est né de parents libres ou de parents esclaves ; 2° s'il a été élevé par la personne qui l'a recueilli comme un esclave ou comme une personne libre. Alors quatre combinaisons possibles :

1° L'enfant né d'une femme esclave a été élevé comme libre. Le maître qui voudra le revendiquer devra intenter l'action préjudicielle ayant pour objet la *vindicatio in servitute*. L'enfant restera provisoirement libre, jusqu'à ce que le maître ait établi son droit. L'enfant, ne pouvant défendre lui-même sa liberté contestée, sera représenté par son bienfaiteur qui jouera le rôle d'*assertor libertatis*. Celui-ci aura d'ailleurs l'exception de dol contre le maître pour se faire rembourser, avant la remise de l'enfant, les dépenses occasionnées par son entretien (L. 1, Code, VIII, 52).

2° L'enfant né libre a été réduit en esclavage. Le père agira alors par l'action préjudicielle ayant pour objet la *proclamatio in libertatem*. Il se portera *assertor* et s'il fait la preuve de son droit, il recouvrera l'exercice de sa puissance en remboursant les dépenses, sauf compensation avec les services que l'enfant aura pu rendre.

3° L'enfant né libre a été élevé comme personne libre. Si le bienfaiteur refuse de restituer l'enfant, le père pourra, à son choix user du *præjudicium de patria potestate* ou intenter une action en revendication (L. 1, § 2, Dig., VI, 1).

4° L'enfant né d'une femme esclave a été gardé comme

esclave par une personne qui l'a recueilli. Son maître primitif suivra les règles ordinaires de la *rei vindictio*.

Nous savons qu'Alexandre Sévère interdit toute revendication aux maîtres et patrons par l'ordre ou du consentement desquels l'exposition avait eu lieu, interdiction qui, pour des motifs d'intérêt public, fut étendue par Constantin aux pères mêmes. Si l'exposition a eu lieu à l'insu et contre le gré du père ou du maître, si par exemple elle a eu lieu à la suite d'un *furtum*, le père et le maître conserveront le droit de réclamer l'enfant. Mais lorsque l'enfant a été enlevé et que le ravisseur l'a fait passer pour exposé, aucune indemnité n'est due au voleur pour ses dépenses (L. 1, Code, VIII, 52). Si le ravisseur a vendu l'enfant comme esclave à un tiers, il faut distinguer si ce tiers est de mauvaise foi, auquel cas il est assimilé au voleur et n'a pas droit au remboursement, ou s'il est de bonne foi, auquel cas l'acquéreur aura l'exception *doli mali* pour se faire rembourser ses dépenses par le maître ou le père revendiquant, sauf à faire entrer en compensation les services rendus par l'enfant. Le père conservera donc toujours le droit de réclamer l'enfant qu'il avait exposé (1) comme il avait le droit de revendiquer l'enfant qu'il avait vendu *sanguinolentus*. Mais le juge avait un certain pouvoir d'appréciation à l'égard de la réclamation exercée par le père.

La restitution de l'enfant et sa liberté, lorsqu'elle est

(1) Les parents, en exposant les enfants, leur attachaient des marques ou des signes leur permettant de les retrouver plus tard.

en question, sont-elles soumises à la condition préalable du remboursement ? Pour répondre à la question, il faut reprendre les quatre hypothèses précédentes.

Que l'enfant né d'une *ancilla* ait été élevé comme personne libre ou maintenu en esclavage, le maître revendant devra tout d'abord rembourser la somme fixée par le juge. L'enfant sera libre jusqu'au remboursement effectué (L. 122, Dig., L. 17).

Si un enfant né libre et élevé comme tel est réclamé par son père, celui-ci devra aussi, au préalable, effectuer le remboursement (1).

Si un enfant né libre a été réduit en esclavage, sa liberté ne sera pas subordonnée au remboursement. « La liberté, dit l'empereur Trajan dans un rescrit qu'il adressait à Pline, ne doit pas être achetée au prix des aliments. » (Lib. 10, Epist. 71.) L'enfant ne pourra pas même être gardé comme une sorte de gage garantissant la restitution ; car le droit civil nous dit : *libertas inæstimabilis res est* (L. 106, Dig., 50, 17).

Quelle est, d'autre part, l'étendue de cette obligation de rembourser ? Comprendra-t-elle les dépenses voluptuaires et les dépenses nécessaires et utiles ?

Ici le juge aura un large pouvoir d'appréciation et statuera *ex æquo et bono*, d'après les facultés du réclamant. En théorie et d'après les principes généraux en matière de revendication, les dépenses voluptuaires seront écar-

(1) Quintilien, *Déclam.* CCLXXIX.

tées, parce qu'autrement le bienfaiteur pourrait, dans le but de mettre obstacle à la réclamation, faire des dépenses que le père ou le maître ne pourrait restituer.

Tous les textes supposent que le réclamant est le père ou le maître et qu'il revendique l'exercice de sa puissance ou de sa propriété. Mais la mère après le décès de son mari ou après le divorce, le père ou la mère d'un enfant issu *ex concubinalu* ne possédaient pas la puissance paternelle ; pouvaient-ils néanmoins réclamer leur enfant, s'il avait été exposé à leur insu ?

Si la loi refusait à ces parents la *patria potestas*, elle leur reconnaissait cependant à l'égard de leurs enfants des devoirs, et en conséquence des droits, résultant de la parenté naturelle. C'est ainsi qu'elle les chargeait de la garde matérielle, de l'instruction et de la direction morale de leurs enfants. Mais ces attributions, fondées sur l'intérêt seul des enfants, sont soumises aux restrictions que cet intérêt comporte ; elles pouvaient donc, si l'intérêt de l'enfant l'exigeait, être retirées aux parents pour être confiées à d'autres. Le juge statuant suivant l'équité et prenant pour guide l'intérêt des enfants, devait donc accorder ou refuser la restitution, suivant les circonstances.

Cette nouvelle manifestation de l'évolution s'est donc présentée dans l'ordre suivant :

A l'origine le père, en vertu de sa *patria potestas*, était toujours admis à réclamer son enfant : il revendiquait tout simplement un droit. Par la suite, le père perdit en

principe la *patria potestas* sur l'enfant qu'il avait fait exposer : Constantin en avait tiré cette conséquence que le père ne pourrait plus réclamer cet enfant. Enfin, malgré la perte de sa *patria potestas*, le père put cependant obtenir la restitution de l'enfant, non plus cette fois en arguant d'un droit qui lui est propre, mais en invoquant l'intérêt de l'enfant.

Les enfants pouvaient également avoir un grand intérêt à rechercher leur véritable état. En établissant leur filiation, ils retrouvaient une famille et devenaient aptes à recueillir la succession de leurs agnats et de leurs cognats. En établissant leur ingénuité, ils sortaient de l'esclavage où ils avaient pu être réduits.

Pour établir sa filiation, l'enfant élevé comme libre agira par le *præjudicium agnoscendo* (Sénatus-Consulte Plancien et Hadrien, L. 1 et suiv., Dig. XXV, 3).

Retombera-t-il sous la puissance de son père s'il réussit ? Tout porte à croire que non. Indépendamment de la raison d'analogie qui, à partir de l'époque où il fut interdit au père de revendiquer l'enfant qu'il avait exposé, s'opposait à ce que la réclamation de l'enfant produisit indirectement un résultat auquel le père ne pouvait arriver en agissant lui-même, les principes du droit romain étaient contraires à ce que la *patria potestas* fut ainsi imposée au père contre son gré.

Mais quand le droit prétorien eût rangé parmi les héritiers siens les enfants devenus *sui juris*, les enfants exposés, à l'exception de ceux qui avaient été adrogés par

leur bienfaiteur et non émancipés, purent venir à la succession avec les enfants restés en puissance, à condition d'apporter leurs biens propres dans la masse commune.

Si le père est mort et si les héritiers sont déjà entrés en possession, le nouveau venu dans la famille ne sera pas cependant écarté définitivement de la succession. Si l'on décide qu'il restait sous la puissance de son père, n'ayant pas été exhérédé, il invoquera l'omission dont il a été l'objet (L. 29, Dig. XL, 4). Si l'on décide au contraire que la puissance paternelle avait cessé, l'enfant arrivera à la succession par la *bonorum possessio contra tabulas* (L. 2, pr. Dig. XXXVII, 11), ou, s'il a été exhérédé, recourra à la *querela inofficiosi testamenti*.

CHAPITRE II

PÉRIODE FRANQUE.

Les lois barbares sont peu fécondes en documents sur la condition des enfants trouvés et abandonnés. Leurs analogies relativement à l'enfance nous permettent de les réunir dans un tableau d'ensemble. On peut supposer que l'état essentiellement guerrier des anciens Germains fut une des causes pour lesquelles l'idée de protection l'emporta sur l'idée de pouvoir. Les enfants parvenus à l'âge de porter les armes (*ætas legitima*), à douze ans chez les Saliens, à 15 ans chez les Ripuaires, devenaient libres de pourvoir à leur existence comme bon leur semblait. Cependant lorsqu'ils restaient dans la maison de leur père, ils continuaient à vivre sous son autorité. Ils avaient toutefois les moyens d'éluder cette autorité en sortant de la communauté familiale.

« Le meurtre des nouveau-nés, dit Tacite (*Germ.*, XIX) est un acte que l'esprit public flétrit et réprouve ; et les bonnes mœurs ont là plus d'empire que n'ont ailleurs les bonnes lois. » Le même auteur fait honneur aux Germains de ne pas limiter le nombre de leurs enfants et aux femmes de nourrir elles-mêmes leurs descendants (XX).

Un *wergeld* spécial punissait les violences faites à une femme enceinte, même esclave, et à l'enfant simplement conçu. Il ne faudrait pas croire, toutefois, que l'augmentation du *wergeld* de la femme enceinte fût uniquement due à une idée de protection. « La femme est une valeur, dit M. Viollet (*Précis*), surtout la femme féconde, pouvant enfanter, ou la femme enceinte ; or c'est la femme nubile ou la femme grosse qui est l'objet de ce *wergeld* plus élevé, souvent triple du *wergeld* de l'homme. L'idée de protection n'est donc point l'idée première dominante : on se fait indemniser d'une valeur considérable perdue. Voilà tout ! » Les peuples primitifs ne considèrent la femme et l'enfant que pour leur valeur pécuniaire et en raison des services matériels qu'ils peuvent rendre.

L'avortement était puni de la mort, de l'esclavage ou d'une simple amende suivant les cas, chez les Wisigoths (1), les Bavares (2), les Alamans (3), les Francs-Saliens (4), les Francs-Ripulaires (5).

On faisait généralement une distinction suivant que le fœtus était animé ou non.

Le titre XXVI de la loi salique prévoit le meurtre d'un enfant qui n'a pas douze ans et le punit d'une peine qui est beaucoup plus forte que le meurtre des autres ingénus ; il érige en délit le fait de couper les cheveux aux

(1) VIII, t. IV, liv. XVI (Hænel).

(2) VII, 18, 19, 21 (Pertz), III.

(3) LXXVII (Pertz), III.

(4) XXIV (Behrend).

(5) XIII-XXXVI, 10 (Peyré).

enfants, en les exposant ainsi à être considérés comme des enfants d'esclaves.

Les enfants trouvèrent deux appuis, l'un dans le droit romain, l'autre dans l'influence canonique. Les vieux usages romains avaient amené un progrès facile à constater dans les lois romaines des peuples barbares : le tuteur était devenu progressivement un protecteur.

La loi des Wisigoths marque un progrès sur les autres lois barbares et sur le Code théodosien, auquel elle a emprunté une grande partie de ses dispositions. C'est ainsi que les parents ne peuvent ni vendre leurs enfants ni les donner en gage. L'exposition est prohibée : les parents sont forcés par le juge de racheter leur enfant à celui qui l'a recueilli en lui donnant en échange un esclave. S'ils n'ont pas effectué d'eux-mêmes ce rachat, ils sont condamnés à un exil perpétuel ; s'ils sont trop pauvres pour en payer le prix, l'auteur de l'exposition devient esclave à la place de l'enfant. Si l'enfant d'une esclave a été exposé à l'insu du maître, celui ci pourra le réclamer en payant le tiers de sa valeur ; mais si c'est à sa connaissance, l'enfant restera à celui qui l'a élevé. Si les parents ne paient pas celui à qui ils ont donné leur enfant à nourrir, l'enfant restera en esclavage (1).

Parallèlement aux législations civiles, le droit canonique atteignait les coupables de crimes contre l'enfance par ses excommunications et ses pénitences dont l'en-

(1) *Lex Wisigoth.*, V, IV.

semble formait de véritables Codes. « Les manœuvres destinées à procurer la stérilité, l'avortement, quel que soit le mode usité, sont punies de une à trois années de pénitence, avec des jeûnes fréquents ; la peine est plus ou moins élevée suivant que le fœtus a ou n'a pas atteint le terme de quarante jours. Le prêtre doit distinguer encore s'il s'agit d'une femme poussée à ce crime par une extrême pauvreté, ou si c'est seulement dans le but de cacher une faute. S'agit-il du meurtre d'un enfant après sa naissance, dix années de pénitence peuvent être ordonnées, et la peine est toujours augmentée dans le cas où l'enfant n'est pas baptisé. On punit également les négligences en ayant amené la mort. Le chrétien qui a vendu son enfant est tenu de le racheter et de faire une pénitence de sept semaines ; s'il ne le peut pas, la pénitence est de vingt-huit semaines. Certains pénitentiaux accordent cependant, en raison d'une grande pauvreté, la vente pour sept ans (1). »

La Bible contenait aussi nombre de recommandations en faveur des orphelins (2). Dès le commencement du sixième siècle, les Pères de l'Eglise, dans tous les conciles, se préoccupent de toutes les questions d'assistance.

Les évêques réunis à Tolède, en 589, enjoignent aux juges (canon XVII) de s'employer avec les ecclésiastiques pour empêcher les pères et mères de faire mourir

(1) M. L. Lallemand, *Hist. des enfants abandonnés*, p. 93 et 94. Pour l'indication des textes, même auteur.

(2) Isaïe, 1, 17. — Deut., X, 18, etc.

les enfants dont ils sont surchargés ; ils nous apprennent que l' « abominable coutume de tuer les enfants pour ne pas les nourrir » est très répandue (1). Des hôpitaux sont fondés, mais paraissent réservés aux malades et aux étrangers. Ce n'est qu'en 787 que l'archiprêtre Datheus fonde à Milan le premier établissement affecté spécialement à l'enfance abandonnée : cet asile, d'après Muratori (2), était destiné surtout à empêcher les parents de tuer les enfants dont ils ne voulaient pas divulguer la naissance. Ces enfants exposés dans les églises étaient confiés à des nourrices ; on les formait ensuite à l'apprentissage d'une profession, et, une fois élevés, ils restaient libres.

Au siècle précédent déjà, nous lisons dans un passage de la vie de saint Magnebodius, évêque d'Angers (606-654), cité par Ducange : *Xenodochia et brephotrophia diversaque mansionum habitacula ædificare procuravit*.

En 794, le canon 40 du concile de Francfort-sur-le-Mein enjoint aux évêques de faire élever les filles orphelines par des femmes chrétiennes.

Avec les Carolingiens, l'autorité civile se raffermir et l'idée de tutelle sociale se lie à celle de pouvoir social. Sous l'inspiration de l'Eglise et sous l'influence des reminiscences romaines, les empereurs se déclarèrent les défenseurs, les tuteurs des faibles et des incapables. La protection qu'en vertu du vieux droit germanique, les

(1) Guérin, *Somme des conciles*, t. 1, p. 491.

(2) *Antiquités italiennes*, t. 3, p. 537.

rois accordaient aux mineurs et aux orphelins prit dès lors un développement nouveau et extraordinaire. Dans une lettre qu'il adresse au roi Clovis, saint Remy lui dit : « *Cives tuos erige, afflictas releva, Viduas fove, orphanos nutri* », etc. (Dom Bonquet, t. IV, p. 51).

Il serait curieux de relever dans la collection des capitulaires tous les passages où les droits et les devoirs de l'Etat, au sens moderne du mot, sont dorés et déjà affirmés. Nous y trouvons des dispositions multiples et souvent renouvelées, ayant pour but de veiller aux intérêts des veuves, pupilles et pauvres qui se présentent en justice (1), de les recommander à la sollicitude des comtes (2) et des évêques (3), d'invoquer en faveur des orphelins l'idée de solidarité chrétienne (4), de veiller au salut spirituel des enfants, en rendant, sous peine d'amende, le baptême obligatoire dans l'année de la naissance (5), etc...

Le meurtre de l'enfant est assimilé à l'homicide. L'empereur rappelle aux époux que le mariage a été institué par Dieu, et ne doit pas être *causa luxuriæ, sed causa patius filiorum ad petendum* (6). Un passage de Benedictus Levita (Capit. II, 4), emprunté par lui à l'*Exode* (XXI-7), donne à penser que de son temps le père avait

(1) Cap. pr. 819, c. 3.

(2) Cap. 823, c. 6 (I, p. 635).

(3) Cap. Charles le Chauve, 857.

(4) Cap. Charles le Chauve, 851, c. 3.

(5) Cap. 789, c. 49 (I, p. 253).

(6) Benedictus-Levita, cap. liv. II, c. 230.

le droit de vendre sa fille et l'auteur de la vie de saint Julien (1) reconnaît ce même droit à une mère veuve. C'est que la misère de ces temps était affreuse. Le père qui avait la ressource de se vendre lui-même devait à plus forte raison pouvoir vendre ses enfants. C'était là un moyen de leur sauver la vie. Mais cette vente n'était qu'un pis-aller toléré par la crainte d'un mal plus grand encore.

Charles le Chauve, par un capitulaire de 864 (2), destiné à compléter les dispositions d'un capitulaire de Charlemagne de l'an 803 (3), rendit le rachat toujours possible et fixa le remboursement à un sixième en sus du prix d'achat. La même nécessité impérieuse conduisit non seulement à permettre, mais encore à encourager publiquement l'exposition et l'abandon des nouveau-nés (4).

L'exposition se faisait soit dans les carrefours, soit à la porte des maisons, soit au seuil des églises. Il y avait même, dans quelques villes, notamment à Trèves, une sorte de tour pour recueillir ces enfants. Les formalités à remplir lorsqu'on avait trouvé un enfant exposé étaient prévues en droit romain par les empereurs Honorius et Théodose et réglementées par les synodes de Vaison (442), d'Arles (452) et d'Agde (505). Nous trouvons dans

(1) Labbé.

(2) Baluze, II, p. 192.

(3) Baluze, I, p. 760 (Angésise, liv. III, ch. 29).

(4) *In Synodo matisicensi*, cap. 6.

les formules de Sirmond (XI) une *Epistola collectionis*, par laquelle les *matricularii* (1) attestent qu'ils ont recueilli un enfant exposé, et que, d'après la loi romaine, ils l'ont vendu moyennant un certain prix à une personne de bonne volonté, laquelle consent à l'élever pour en tirer des services ultérieurement et qui n'en sera dessaisi que moyennant indemnité.

Quelle était, d'après la loi salique, la condition de l'enfant exposé dont le père et la mère étaient inconnus ? M. de Savigny (2) croit qu'il était libre de choisir la loi qu'il voulait, en se fondant sur un texte de la loi des Lombards : *homo in adulterio natus vivat qualem legem voluerit* (*adulterium* signifiant ici le simple concubinage). Pardessus croit que chez les Francs celui qui avait recueilli et élevé un enfant délaissé était maître de le considérer soit comme esclave, soit comme libre, et que, dans ce dernier cas, une adoption supposée plaçait l'enfant sous la loi de l'adoptant (3). Il pense que les règles contenues dans la formule XI^e de Sirmond et XLVIII^e de Mabillon, quoique déduites du droit romain, devaient être observées, soit lorsque c'était un homme régi par la loi salique qui avait recueilli un enfant réclamé ultérieurement par un romain, soit dans le cas inverse. La personne qui possédait l'enfant ne pouvant être accusée de

(1) Nom qui désigne les pauvres inscrits sur les registres de paroisse.

(2) M. de Savigny, *Hist. du droit romain au moyen-âge*, t. I, § 39.

(3) Pardessus, *Loi salique*, dess. II.

l'avoir enlevé indûment puisqu'elle avait fait constater son titre de possession et ayant la faculté de le considérer comme esclave, si elle le jugeait à propos, il était équitable que celui qui réclamerait cet enfant payât une indemnité pour les soins et pour la nourriture (1).

Rappelons, pour terminer, qu'à côté des adoptions individuelles, empruntant la forme d'une vente, et pouvant cacher un espoir de gain aussi bien qu'une pensée de charité, il y avait les hospices et asiles fondés par la charité chrétienne. Ces établissements (2), ouverts aux orphelins, aux enfants abandonnés, aux voyageurs, aux pauvres et infirmes, aux malades et aux vieillards, étaient placés sous l'autorité de l'Eglise et entretenus par les aumônes des fidèles « *in animæ remedium et peccatorum remissionem* ».

(1) Pardessus, *Loi salique*, dess. VII.

(2) *Collection d'Angésise*, liv. II, XXIX (Baluze, I, p. 746).

CHAPITRE III

LE MOYEN-ÂGE.

L'Eglise appliquant la morale chrétienne se considère comme engagée vis-à-vis de l'enfance faible et abandonnée. En même temps qu'elle assure à ces enfants une protection efficace, elle leur applique les règles romaines dont elle a su apprécier la sagesse. Elle en fait ses clients selon l'expression du droit romain primitif. Son intervention n'est pas sans valeur, si l'on considère l'époque de violence et de corruption que fut la période franque. En proie elle-même à une crise terrible sous les Mérovingiens, il n'est pas probable qu'elle ait pu alors améliorer sensiblement la situation des orphelins. Mais sous le règne des Carolingiens, l'ordre et la paix intérieurs rétablis, c'est alors que l'action protectrice de l'Eglise se fit sentir. D'accord avec les évêques, Charlemagne pose le principe contenu dans le capitulaire de 802 (1) qui contient les instructions générales adressées aux *missi dominici*. L'empereur se déclare, après Dieu et les saints, le protecteur et le défenseur de tous les orphelins. Il charge ses *missi* de leur venir en aide et de leur faire rendre bonne et prompte justice.

(1) Baret, t. I, p. 93, n° 33.

Il ordonne aux comtes d'avoir à les défendre.

Ces décisions impériales proclament nettement l'idée de protection publique, elles sont bien certainement le résultat des démarches incessantes du clergé près du grand empereur. Ce sont d'ailleurs les évêques qui se chargent de veiller eux-mêmes à leur exécution et de réclamer au besoin l'intervention des autorités impériales en faveur de l'enfance abandonnée. Il faut remarquer aussi que les *missi* étaient souvent des abbés et des évêques.

Avec le temps cette protection ecclésiastique des orphelins prédominera sur la protection royale. En effet cette dernière se disloquera et sera bientôt annihilée par la féodalité. L'Eglise et particulièrement les abbayes ; telles seront bientôt en fait les seuls refuges pour les enfants abandonnés.

L'Eglise puisera les ressources nécessaires à l'entretien subsidiaire de ces enfants dans les dîmes ecclésiastiques. Nous constatons en effet qu'un capitulaire de 801 fait des dîmes trois parts : 1° une pour la fabrique ; 2° une pour les pauvres ; 3° une pour les prêtres. En outre, le 16^e canon du 3^e concile de Tours (813) prescrit aux évêques de faire distribuer le produit des dîmes aux prêtres, aux pauvres et aux besoins de l'Eglise. Tout porte donc à croire que les secours que l'Eglise destinait aux enfants abandonnés étaient prélevés sur la part des pauvres et *miserabiles personæ*.

Les capitulaires avaient donc posé le principe que la

protection des enfants trouvés et abandonnés incombait à l'autorité publique. Pouvait-on appliquer ce principe sous la féodalité ? Qu'était-ce que l'autorité publique sous ce régime de complet démembrement ? Pouvait-on avoir une notion exacte de cette autorité ? Non assurément. Cependant, malgré l'ignorantisme de cette époque brutale, l'idée de droit n'est pas absolument inséparable de l'idée de devoir et l'exercice de l'un entraîne l'obligation de l'autre. Les seigneurs qui avaient le droit de commander et d'exercer la justice furent en conséquence tenus de protéger les orphelins et les enfants abandonnés. C'est Beaumanoir qui l'affirme nettement au chapitre des « baux et gardes » ; il dit en substance ce qui suit (1) : « *Li Seigneur* sont tenu à garder le droit de tous ceux qui sont sous-aage » et plus loin au chapitre des « sous-aagiés » : « *Li sires* doit garder les sous-aagiés que l'en ne leur face tort ne grief ; et s'il ont muebles ne vilenages, li sires doit regarder qu'il soient mis resnablement en aus nourrir et souffisamment, et le remanant garder à leur pourfit. »

L'exercice du droit de justice faisait donc au seigneur un devoir de protéger l'enfant sans ressource ; mais on eut bien souvent l'occasion de constater que cette obligation était bien négligée. Les officiers municipaux eux-mêmes ne furent pas plus zélés que les seigneurs hauts-justiciers. Nous en trouveront une preuve éclatante dans

(1) N° 520. — Cf. n° 533, 567.

la suite de cette étude. L'Eglise continuant son œuvre offrait à ces pauvres enfants une protection subsidiaire bien plus efficace. Sa doctrine et ses traditions ne lui permettaient point, bien qu'assistés des seigneurs, de les écarter du rayon de ses aumônes. Ce n'est pas à l'époque où son influence grandissait de plus en plus qu'elle allait se désintéresser des malheureux.

Dans le très ancien droit coutumier de Normandie, nous voyons les pupilles placés sous la protection de l'Eglise parallèlement à la protection du duc. Les orphelins ont le même droit que les veuves en ce qui concerne l'assistance ecclésiastique à titre subsidiaire lorsque justice leur est refusée par le juge séculier.

Les conventions relatives à la situation des mineurs sont souvent constatées par les officiaux et les curés. Les clercs étaient chargés de cette rédaction. Par suite les juges d'Eglise étaient compétents pour interpréter et faire exécuter ces conventions.

A la fin du ^{xiii}^e siècle, la royauté contesta vivement ces prérogatives aux cours de chrétienté. Elle s'était ressaisie de l'autorité publique. Il était assez naturel que ses officiers, encouragés par les légistes, ne voulussent point laisser aux seigneurs et aux clercs cette grosse part d'autorité pupillaire.

Philippe le Bel, dans une lettre à l'archevêque de Sens, revendique pour les juges royaux les connaissances de ces causes (1). Cependant en 1329 les prélats réclamèrent

(1) Du Breuil, 32.

encore, mais vainement, le maintien de la compétence des juges d'Eglise, quant aux orphelins (1) (dispute de Vincennes).

Par suite de l'intervention des juges royaux, la tutelle dative, sur les bases du droit romain, fit à nouveau son apparition. Les canonistes aussi bien que les légistes ne l'ignoraient pas. Le tuteur fut rendu responsable et obligé à donner des sûretés pour garantir sa gestion.

Avant que l'autorité royale ne se fut attribué le droit de protéger les orphelins, une autre institution leur avait, elle aussi, accordé sa bienveillance. Cette institution était l'association communale ou paroissiale. Souvent ces associations agissaient de pair avec les seigneurs hauts-justiciers. Leur protection était d'ailleurs basée sur le même principe, le droit d'épave. C'était logique, car, comme le seigneur, c'est l'association qui était appelée à profiter plus tard des services de l'abandonné. De nombreux textes viennent confirmer cette intervention. Nous citons le suivant, extrait de la très ancienne coutume de Bretagne (2). « Et aussi doivent estre touz enffans pourvez sur les biens du pere ou de la mere, au cas que ils n'ont san ne escient de se savoir pourvoirs (pour) la nécessité de eulx ; et au cas qu'il n'auroient rien, justice les doit faire pourvoirs sur leurs prochains lignages et sur leurs biens. Et si l'en ne savait sur qui, comme enffanz qui sont getez, les gienz de la

(1) V. P. Fournier, *op. cit.*, p. 81,

(2) Art. 268 ; Planiol, p. 259.

paroisse par les trésoriers doivent faire la pourvéance là où seraient ceulx enffanz (trouvez), et est tenue justice à les pourfforcier à ce faire si mestier ait quar touz cressians doivent aider à touz autres au perill comme dit est ailleurs, et qui ne leur aiderait ils en pourraient perillier, et ce seroit pechié. »

Un autre texte, non moins important, est une charte de 1343 destinée à terminer une contestation survenue entre « le maieur et esquevins et la ville d'Amiens d'une part et les maistres, frérez et serveurs de l'ostelerie d'Amiens d'autre part », contient l'accord suivant : toutes les fois que des enfants abandonnés seront recueillis à Amiens, le maire et les échevins les enverront par leurs sergents à l'Hôtel Dieu pour y être nourris, à moins que les administrateurs n'aiment mieux, comme cela se pratiquait jadis, les faire élever au dehors « pourvu qu'ils soyent nourry suffisamment ». En échange l'échevinage prend l'engagement de donner à l'hôpital les « courtoisies et amosnes sur le même pied que par le passé » (1).

En résumé la condition des orphelins, pendant le haut moyen-âge (10^e et 11^e siècles), est très précaire. Pas de tutelle organisée pour eux. S'ils ont des biens, ils sont exposés à s'en voir dépouiller par un parent ou un ami sans scrupule.

S'ils n'ont rien, personne ne s'intéresse à eux. A moins d'être recueillis par des personnes charitables, ils sont

(1) *Recueil des monuments inéd. du Tiers-Etat*, t. 1, p. 499-502.

exposés à mourir de faim. Les institutions qui les ont protégés peuvent être citées dans l'ordre suivant : 1° C'est d'abord l'Eglise qui, de sa pleine autorité, les protégera ; 2° Ce sont ensuite, sous les Carolingiens, les pouvoirs publics qui, bientôt désagregés par la féodalité, ne produiront plus aucun effet appréciable ; 3° Ce sont ensuite les seigneurs hauts-justiciers et parallèlement à eux les communautés. Enfin ce sera la royauté reconstituée sur de nouvelles bases qui s'en chargera. En fait la royauté ne s'habitue pas facilement à cette charge et au cours du chapitre suivant, nous la verrons rejeter ce fardeau sur les hospices et les hôpitaux généraux. L'Eglise seule, en raison de l'immutabilité de ses principes, continuera aux enfants abandonnés sa protection subsidiaire, et son œuvre charitable persistera à travers les siècles sans jamais s'altérer.

Par la suite, les hôpitaux chargés des enfants abandonnés feront quelquefois eux-mêmes une distinction. A part les cas de fondations ou de conventions spéciales, en principe, ils ne recevaient pas les enfants trouvés. *Pueri inventi non recipientur in domo nostra*, disent les statuts de l'Hôtel-Dieu-le-Comte, de Troyes (art. LXXXIX).

Les lettres patentes de 1362 et 1445 confirment que l'hôpital du Saint-Esprit-en-Grève ne recevait que les « enfants approuvés estre nés en loyal mariage et non autres » sans cela « si les revenus dudit hôpital étaient employés à nourrir et à gouverner lesdits enfants bâtards,

illégitimes, dont pourrait advenir qu'il y en auroit une si grande quantité, parce que moult gens s'abandonneroient et feroient moins de difficultez de eulx abandonner à pescher quand ils verraient que tels bastards seraient nourris d'avantage ». « Seconde cause de la fondation est pour nourrir pauvres enfans orphelins et orphelines qui n'ont père ni mère, ne aultres amy^z charneulx ou aultres qui soient tenuz à leur nourriture. Non pour les trouvez que par les églises ou paroisses ou par les rues de la dicte ville sont geetez ou delaissez. Car iceux trouvez estoient et sont secouruz aulcunement par les paroisses, églises, rue ou ils sont trouvez. »

(1) M. S. Bib. nat. (*Fonds. franç.*, n° 11.778).

CHAPITRE IV

LA MONARCHIE JUSQU'À SAINT VINCENT DE PAUL.

L'exposition est universellement pratiquée bien qu'étant en principe prohibée. On trouve en effet des arrêts prononçant contre les coupables la peine du fouet, l'amende honorable, le bannissement. Il est fait cependant une distinction entre l'abandon dans une église, sur une place publique, devant la porte d'une maison religieuse et l'exposition dans un lieu isolé. La peine est arbitraire et laissée à l'appréciation des juges (1). Toutefois, en présence de cette tradition qui fut en vigueur au moment des Edits de Henri II et de Henri III, on trouve surtout au XVIII^e siècle la trace d'une autre théorie d'après laquelle l'exposition était tolérée, les enfants devaient être recueillis par qui de droit. « C'est vraisemblablement pour éviter un plus grand mal et de peur que ces Médées en lubricité ne deviennent encore des meurtrières de leur fruit, comme trop souvent il arrive (2). »

Nous savons que Justinien avait mis à la charge des paroisses les enfants trouvés. Les églises continuèrent à

(1) V. Bouchel, arrêt du 24 octobre 1576.

(2) *Hist. de la fondation des hôpitaux du Saint-Esprit et de Notre-Dame de la Charité de Dijon* (1649, p. 44).

appliquer à leur entretien une partie des aumônes des fidèles. Mais sauf le cas où elles avaient leur source dans un titre de fondation, ces libéralités n'étaient que facultatives. Le manque de ressources forçait souvent les églises à éluder cet entretien par une vente en bonne forme. On voit souvent d'ailleurs des enfants trouvés recueillis par des chanoines et élevés dans les paroisses comme enfants de chœur. C'est de l'un d'eux que Gresset, dans son joli conte du *Lutrin* vivant, disait :

Ces jouvenceaux ont leur gîte ordinaire
Chez dame Barbe ; elle leur sert de mère
Et de soutien ; le public est leur père.

.....
Barbe le voit, s'attendrit ; mais que faire ?
Elle était pauvre, et l'étoffe était chère ;
D'une autre part le chapitre était gueux ;
Et puis d'ailleurs, le petit malheureux,
Ouvrage né d'un auteur anonyme,
Ne connaissant parents ni légitime,
N'avait en tant dans ce stérile lieu
Pour se chauffer que la grâce de Dieu.

Quand on essaya d'établir une organisation plus régulière, on songea à mettre les dépenses de ce service à ceux qui avaient le pouvoir sur les terres. « Le fait de l'exposition des enfants, dit M. l'avocat général de Saint-Fargeau, est un fait de police ; c'est un trouble de l'ordre public ; c'est au seigneur à y pourvoir. Et en lui réservant son recours contre tous ceux que peut concerner la charge de la nourriture et de l'entretien des enfants exposés, il paraît indispensable de l'obliger à en avancer les frais. » Les Seigneurs jouissaient en général des

droits d'épaves, de possession du trésor trouvé, de déshérence et de bâtardise. En vertu des maximes : *Ubi emolumentum, ibi onus*, et : *Par esse debet ratio commodi et incommodi*, les seigneurs se virent chargés de l'entretien des enfants trouvés dans l'étendue de leur justice, ces enfants constituant pour eux une sorte d'épave onéreuse (1).

Cet usage contre lequel les seigneurs protestaient naturellement, fut confirmé par plusieurs arrêts, notamment par un arrêt du Parlement de Paris en date du 13 août 1552 à propos du chapitre de Notre-Dame de Paris.

Les lettres patentes de Charles VII, du 4 août 1445, confirmatives de la formation de la confrérie du Saint-Esprit-en-Grève, portent que : « ja soit ce que de toute ancienneté cent ait accoutumé pour les dits enfants ainsi trouvés et inconnus, quêter en l'église de Paris, en certain lit étant à l'entrée de ladite église, par certaines personnes, qui des aumônes et charités qu'ils en reçoivent, ils les ont accoutumés gouverner et nourrir, en criant publiquement aux passants par devant le lieu où iceux enfans sont, ces mots : *failes bien à ces pauvres enfans trouvés*.

Le chapitre de Notre-Dame s'occupait donc de ces malheureux enfants, mais était-ce en qualité de seigneur haut-justicier, ou bien en vertu d'un titre de fondation,

(1) Bacquet, *Des droits de justice*, ch. XXXIII. — Boutaric, *Traité des droits seigneuriaux*, ch. III.

ce qui aurait affranchi les autres seigneurs justiciers de toute contribution ? Ces derniers le prétendaient, mais ils virent leur prétention repoussée. Ils furent condamnés conjointement, jusqu'à concurrence de 960 livres par année, à participer proportionnellement à la dépense nécessitée par l'entretien, la subsistance et l'éducation des enfants trouvés dans l'étendue de la ville et des faubourgs de Paris.

Dans toutes les villes où il y avait des hôpitaux ayant des revenus suffisants, les seigneurs essayèrent de faire retomber sur ces établissements la charge des enfants trouvés. Parfois une transaction intervenait : l'établissement se chargeait des enfants et le seigneur payait une redevance (1). Ailleurs le seigneur faisait adjuger au rabais la nourriture des enfants. C'est ainsi qu'il fut décidé par un arrêt de la Tournelle du 19 juillet 1561 (Carondas, Pand., Liv. II, ch. VII). Un arrêt du Parlement de Paris du 4 mars 1579 décidait qu'à défaut d'hôpitaux destinés à la réception et nourriture des enfants trouvés, ceux-ci seraient nourris par le curé de l'église et les ecclésiastiques qui percevaient des dîmes sur le territoire et, s'ils n'avaient moyens suffisants, par le seigneur et la communauté du lieu (2).

Dans d'autres pays, en Dauphiné par exemple, les seigneurs ne jouissaient pas des droits ci-dessus mentionnés : en conséquence, ils n'avaient pas la charge des

(1) Merlet, *Archives de la maison de Dieu de Châteaudun*.

(2) Choppin, livr. II, *De maribus Parisi*.

trouvés. C'étaient les villes qui se chargeaient de leur entretien : elles procédaient très souvent, elles aussi, par voie d'abonnement avec les hôpitaux existants. En Provence, les seigneurs, qui possédaient les droits de dés hérence et de bâtardise, s'étaient déchargés de cette dépense sur les communes. « Sur quoi peut être fondée une exemption si favorable pour eux et si onéreuse aux communautés, inconnue dans les autres provinces ? disent dans un mémoire les recteurs de l'hôpital général de la ville d'Aix. Elle ne l'est ni sur le droit romain qui est le droit commun du pays, on n'y trouve aucun texte qui impose aux communautés une semblable charge ; ni sur notre droit statutaire, il ne dispose point sur cette matière ; ni sur des titres ou privilèges particuliers qui dérogent à la loi générale, ils ne fussent pas demeurés inconnus jusqu'à présent et on n'en trouve aucune trace. »

Et en réponse à l'article 73 de l'ordonnance de Moulins, portant que chaque communauté nourrirait les pauvres, les recteurs disaient encore : « Inutilement opposait-on que la cité doit nourrir l'enfant trouvé, sous prétexte qu'il naît pour elle. Le seigneur n'est pas moins membre de la cité que les vassaux ; il serait même plus vrai de dire que l'enfant trouvé naît pour lui, puisqu'il lui succède, puisque son travail augmente le produit de ses directes, de ses tasques, sa consommation, celui de ses banalités, etc. » Ils font ressortir, en outre, l'injustice qu'il y a à exempter les ordres du clergé et la

noblesse d'une imposition qui ainsi pèse uniquement sur le tiers-état.

La même anomalie existait en Bretagne, mais elle avait l'avantage de reposer sur un texte précis. Les coutumes générales s'exprimaient, en effet, ainsi : « Tous enfans doivent être pourvez sur les biens du père ou de la mère au cas qu'ils n'ont sens, ne sçavoir pourvoir à leur nécessité ; et au cas qu'ils nauroient rien, Justice les doit faire pourveoir sur les biens de leurs prochains lignagers. Et si l'on ne sçavoit sur qui faire pourveoir les enfans comme s'ils avaient esté jettez ou exposez, les gens de la paroisse où ils sont trouvez leur doivent faire pourveance par les thésauriers et fabricqueurs d'icelle, et y doivent être contraints par Justice (1). »

Les trésoriers en charge faisaient marché avec une nourrice pour la nourriture et l'entretien de l'enfant trouvé, sauf à faire par la suite approuver ce marché par le général composé de douze anciens trésoriers dont les comptes avaient été rendus précédemment. Une répartition de la somme dépensée était ensuite faite entre chaque contribuable.

Dans le Nord de la France et dans les Flandres, les orphelins étaient également placés sous la garde du corps municipal, qui leur nomme des « advœz et tuteurs » spéciaux (2) « suivant li usages de la Cité d'Amiens (art. 66),

(1) Rédact. de 1539 et de 1580.

(2) *Coutumes de Saint-Omer*, art. 9 à 11.

li enfant qui sont orphelins de père et de mère sont à la ville, à conseiller et au maieur et as eskiévins ».

A Metz, « il est enjoint d'envoyer aux escolles pour y apprendre leur créance, lire et escrire s'ils y sont trouvez propres, tous pauvres jeunes enfants, masles ou femelles, orphelins ou autres. Lorsqu'ils seront venus en quelque aage de discrétion pour choisir quelques mestiers et vocation pour gagner leur vie, seront mis ès maisons de quelques maistres ou maistresses pour être enseignez au mestier que ils voudront choisir » (1).

Plusieurs textes ont soin de noter que les villes ne sont tenues que subsidiairement et à défaut des parents. Dans le passage cité plus haut, l'avocat général de Saint-Fargeau, tout en chargeant le seigneur du soin provisoire de pourvoir, vu l'urgence à la sûreté et à la subsistance des enfants exposés, lui ménage cependant une série de recours contre les pères et mères, la famille, la communauté du lieu ou la paroisse. Les villes avaient donc un intérêt évident à retrouver l'origine des enfants. « On procédait à la constatation, dit M. Desnoyers, par proclamation et cri public en promenant l'enfant dans les rues et carrefours ; on encourageait cette constatation par des récompenses accordées à ceux qui faisaient connaître les parents des enfants délaissés (2). » On faisait alors reconduire les enfants dans leur ville natale, afin qu'ils soient rendus à leur famille. Lorsque les re-

(1) Bourdot de Richebourg, *Nouv. coutumes générales*, t. II, p. 394.

(2) *Bulletin du comité historique*, t. III.

cherches n'avaient pas donné de résultat, l'enfant restait définitivement à la charge de la ville : il était baptisé, puis confié à des nourrices ou gardes, le plus souvent envoyé à la campagne. La ville payait une pension dont le montant était variable, et fournissait de plus les berceaux, literie, couches, langes, etc. Quelques-uns de ces enfants devaient être envoyés aux écoles, apprendre un métier. La municipalité supportait les frais de maladie et d'enterrement.

L'âge jusqu'auquel les enfants exposés devaient être nourris, soit par les seigneurs, soit par les communautés, n'était soumis à aucune règle. Un arrêt du conseil d'Artois du 12 octobre 1775 fixe le terme de seize ans.

François I^{er} crée, en 1536, les Enfants-Rouges, destinés à recevoir les orphelins de parents étrangers décédés dans la capitale (1).

Beaucoup d'établissements hospitaliers finirent par relâcher de la rigueur primitive de leurs règlements. A Lyon notamment, les enfants trouvés étaient reçus à l'Hôtel-Dieu, et, sitôt qu'ils pouvaient s'habiller seuls, étaient versés à l'aumône générale.

Il est à remarquer qu'à cette époque l'adoption n'était pas admise dans notre ancien droit, la charité ou aumône générale adoptait, au sens technique et juridique du mot,

(1) L'hôpital des Enfants-Rouges a été précédé de celui des Enfants-Bleus (ou Enfants-Dieu). La déclaration de François I^{er} du 22 juin 1541 (*Recueil d'édits*), porte en effet « permission de recevoir à l'Hôpital des Enfants Dieu, à présent nommés Rouges, des enfants orphelins, pauvres et indigents de la banlieue de Paris ».

ses orphelins, comme l'assistance publique de nos jours : les recteurs exerçaient sur les enfants la puissance paternelle. L'établissement jouissait de l'usufruit des biens des orphelins, aussi longtemps qu'il en avait la garde, il recueillait aussi leur succession (1).

Enfin, depuis la fin du XII^e siècle, l'ordre du Saint-Esprit, fondé par Guy de Montpellier, avait pour objet spécial le soulagement des pauvres et l'assistance des enfants délaissés. Les frères du Saint-Esprit fondèrent en France un grand nombre d'hôpitaux sur la demande le plus souvent ou avec le concours des seigneurs et des municipalités. Ces hôpitaux étaient ouverts indistinctement aux enfants d'indigents, aux orphelins et aux enfants trouvés dans la ville ou exposés devant les églises et les hôpitaux

Le règlement de l'hôpital de Dijon donne une idée générale de la situation des enfants reçus par les hôpitaux du Saint-Esprit. Voici un extrait des instructions adressées aux « trois religieuses qui ont charge de la nourricerie » : « Quand donc un enfant aura esté trouvé soit dans la fenestre ou autre parl. ou qu'enfin il aura esté envoyé à l'hospice par l'ordre qui a esté dit (envoyé par le maire), elles le mettront entre les mains d'une nourrice après néanmoins avoir reconnu s'il est net...

Au regard des trouvés elles doivent tascher doucement de découvrir d'où ils peuvent avoir esté appor-

(1) Henry, *Œuvres*, t. III.

tés et par qui ; et si elles en découvrent quelque chose (le tenant secret à tout autre), le déclarer en particulier à MM. les intendants, pour les faire prendre aux mères si elles ont de quoy ; ou les obliger à les venir nourrir si elles sont pauvres ; et afin de convenir ceux qui les auraient exposés pour l'indemnité de l'hospital... S'il conste que ces enfans ne soient pas baptisés, il faut les baptiser...

« Elles tiendront la main que dans un livre soient escrits les noms de tous les enfans, avec le lieu, jour, heure, mois et année qu'ils auront esté trouvés ou envoyés et baptisés ; et l'age que probablement ils peuvent avoir ; et si aucun billet ou marque s'est rencontré sur eux, en registrer la teneur... Auparavant que d'employer les nourrices, elles les feront visiter par l'un des chirurgiens qui seront en service, pour reconnaître si elles sont nettes et si elles ont suffisamment du laict. Que si, après avoir été reconnues nettes, elles venoient à prendre mal en allaitant quelque enfant de l'hospital, on les doit faire traiter et guérir aux frais de l'hospital même.

« Quelles veillent à ce que les nourrices ayent soin qu'il faut des enfans qui leur sont commis...

« Elles ne leur permettront pas de donner du laict à d'autres enfans, soit dedans ou dehors l'hospital qu'à ceux de l'hospital mesme...

« Quand les dits enfans auront esté sevrés de la mamelle, elles auront soin de leur bailler à manger, les habiller, les tenir nettement, et quand ils seront grandets,

de leur donner telle impression de vertu et de piété que leur petit aage pourra permettre, les faisant prier Dieu matin et soir tous ensemble.

« Lorsqu'ils seront en l'aage de six à sept ans, ils seront renvoyés au département des enfermés sous la charge de l'ecclésiastique qui en a le soin. »

A l'hôpital du Saint-Esprit de Marseille, chaque nourrice avait son compte à part, sur lequel on mettait son nom et sa demeure, le nom et le sexe du nouveau-né, le jour où il était remis, enfin toutes les circonstances jugées utiles pour la bonne administration de l'établissement et la sauvegarde du petit abandonné. Mal soigné, l'enfant était retiré et confié à une autre femme.

A leur sortie des hôpitaux, les enfants étaient placés par les soins des recteurs ; les paroisses, les municipalités, les seigneurs leur venaient en aide.

En résumé, si nous embrassons du regard les anciennes institutions de la France du Nord et de la France du Midi, si d'autre part nous combinons par la pensée tous les efforts tentés par les paroisses, les municipalités et les établissements hospitaliers, nous trouvons en fait, avec le témoignage bien évident de la sollicitude publique pour les pauvres petits abandonnés, le germe des dispositions actuellement en vigueur.

Dans les circonstances décrites, l'Eglise, la première, s'était montrée plus que bienveillante en étendant sa protection aux enfants malheureux. Ses premiers évêques avaient jeté les bases des institutions charitables et

avaient développé systématiquement le principe évangélique de l'aide mutuelle. L'un de ses plus illustres enfants allait faire connaître à son pays et au monde catholique tout entier les résultats prodigieux que l'on pouvait en tirer.

CHAPITRE V

LA MONARCHIE, DE SAINT VINCENT DE PAUL JUSQU'À LA RÉVOLUTION.

I. — Saint Vincent de Paul.

Comme nous avons pu le constater, jusqu'ici la condition des enfants trouvés et abandonnés avait été souvent très précaire. A chaque instant les ressources manquaient. Saint Vincent de Paul allait, en soulevant en faveur de ces infortunés un admirable élan de charité, leur procurer de nouvelles ressources et leur ouvrir de nouveaux refuges.

« Monsieur Vincent », nom que lui donnait familièrement le peuple, n'était ni un génie ni un seigneur, c'était tout simplement la Charité faite homme, le plus humble parmi les humbles, toujours en quête de souffrances à soulager, de plaies sociales à guérir. Pour tout bagage son bréviaire et son bâton (1), il s'en va par les rues et par les chemins, à l'image du Christ son maître, prêchant la charité, exhortant partout les hommes et en particulier les riches à la pitié et au soulagement des déshérités de ce monde.

(1) Chateaubriand, *Génie du christianisme*, p. 309.

L'éloge du grand apôtre de la charité n'est plus à faire. Son œuvre a été continuée par des générations de philanthropes sans distinction de religion, ni d'opinion. Ce magnifique exemple de désintéressement et de dévouement à ses semblables reste toujours le modèle à suivre pour ceux qui veulent se sacrifier au bonheur social.

Saint Vincent de Paul n'a point fait de découvertes, il n'a point écrit d'œuvres littéraires ou scientifiques destinées à créer des systèmes ; mais par l'essor qu'il a su donner à la charité, il s'est placé au premier rang des moralistes français. Aussi la France qui a produit tant d'hommes illustres, doit-elle placer Vincent de Paul au nombre des grands hommes qu'elle honore.

Le chapitre de Notre-Dame, nous l'avons vu, s'occupait, comme toutes les paroisses en général, des enfants trouvés. L'arrêt du 11 août 1552 avait obligé les seigneurs justiciers à payer de ce chef une redevance à l'Hôtel Dieu de la Trinité, à charge pour cet établissement de commettre une femme pour recevoir les enfants exposés tant à l'église Notre Dame que dans les rues de Paris. La levée se faisait par le commissaire du quartier, ou si celui-ci s'y refusait, « craignant la dérision et soupçon l'enfant estre de son fait », par la dame des enfants trouvés qu'on envoyait chercher (Edit de 1671). Ces enfants étaient fort mal soignés : les servantes leur donnaient des narcotiques pour les faire dormir et avoir la paix, et les vendaient même moyennant vingt sols, à des men-

dians, des bateleurs, à des gens qui les faisaient servir à des opérations magiques (1), etc...

Saint Vincent de Paul, pris d'une ardente pitié, fit en faveur de ces infortunés enfants d'admirables plaidoyers. Qui ne se rappelle cet épisode si connu de sa vie, devenu classique dans les annales de la charité : « La délibération est ouverte ; il expose à l'assemblée qu'elle n'a pris aucun engagement ; il montre cependant le bien réalisé, les résultats plus consolants à obtenir encore, et enfin s'écrie, avec l'abondance de ce zèle qui a déjà fait tant de merveilles : Or sus, Mesdames, la compassion et la charité vous ont fait adopter ces petites créatures pour vos enfants ; vous avez été leurs mères selon la grâce, depuis que leurs mères selon la nature les ont abandonnés ; voyez maintenant si vous voulez aussi les abandonner. Cessez d'être leurs mères pour devenir à présent leurs juges ; leur vie et leur mort sont entre vos mains ; je m'en vais prendre les voix et les suffrages ; il est temps de prononcer leur arrêt et de scavoir si vous ne voulez plus avoir de miséricorde pour eux. Ils vivront si vous continuez d'en prendre un charitable soin, et au contraire ils mourront et périront infailliblement si vous les abandonnez ; l'expérience ne vous permet pas d'en douter. »

L'assemblée répond par son acquiescement unanime, et la maison des enfants trouvés de Paris peut être considérée comme fondée (2).

(1) Lettres patentes de juillet 1642.

(2) Léon Lallemand, *Hist. des enfants abandonnés*, p. 136.

Une maison fut louée en 1638 et placée sous la direction des Filles de la Charité. Grâce aux subventions royales, à la générosité constante des dames fondatrices et à la contribution des seigneurs haut-justiciers condamnés par le Parlement (3 mars et 3 septembre 1667, 23 juin 1668) à payer annuellement 15.000 livres, la maison de la Couche, un instant menacée, fut définitivement fondée. Cette œuvre, dont l'administration avait été tout d'abord laissée à l'initiative privée, fut fondue en 1670 dans le vaste rouage de l'Hôpital général, créé par Louis XIV en 1656. Il était, en effet, de tradition que les rois avaient dans la direction des hôpitaux du royaume un pouvoir souverain. Ils pouvaient les établir, les supprimer, les réunir, les transférer, en confier « l'administration à différentes sortes de personnes selon les circonstances » (1).

L'asile des enfants trouvés puisait ses principaux revenus dans les subventions royales, dans des concessions de droits d'octroi et de loteries, dans les dons et legs (2), dans les quêtes. A partir de 1670, des troncs furent placés avec cette affectation dans les principales églises. De tout temps il y avait eu dans l'église Notre-Dame un berceau où l'on mettait quelques enfants trouvés, destinés par leur gentillesse à provoquer la charité des fidèles. Ils trouvaient parfois des gens de bien qui,

(1) Denisart, *v^o Hôpitaux*.

(2) M. Léon Lallemand donne dans son bel ouvrage, p. 146 et suiv., une liste de ces libéralités.

n'ayant pas d'enfants, se chargeaient « de les nourrir et élever comme leurs propres enfants » (1). L'asile possédait aussi quelques revenus fonciers. Il était, en effet, propriétaire de l'hôtel de Bourgogne, loué en 1716 à la « Nouvelle troupe des comédiens italiens de Monseigneur le duc d'Orléans » : il avait là, au point de vue du recouvrement des loyers, d'assez tristes locataires. Toujours à bout de ressources, l'établissement alla jusqu'à louer ses enfants pour figurer dans les enterrements. Cette coutume était générale. Un administrateur, M. Ravault, obtint, en 1754, la suppression de l'envoi des Enfants-Rouges. « Nonobstant les soins et les attentions des maîtres, dit-il (Délib. 12 sept. 1754), les enfants n'apprennent que très imparfaitement à lire et à écrire, vu qu'ils sont continuellement dissipés soit par les convois, soit par les récréations. » De même, parmi les enfants reçus au sanitat de Nantes, « les uns portaient des torches et des armoiries aux convois funèbres, les autres se tenaient aux portes de la ville avec une écuelle pour recueillir les charités des passants, quand la détresse de la maison était pressante ».

Malgré tout cela, l'Hôpital général était obligé de contribuer pour une grande part des dépenses, en recevant les enfants au retour des placements ou en fournissant directement les sommes dues pour des mois de nourrices.

Les admissions se faisaient, nous l'avons vu, sur les

(1) Banchel, *Trésor du droit français*, v^o *Enf. trouv.*

procès-verbaux des commissaires qui, prévenus de l'abandon d'un enfant, devaient se transporter de leur personne pour procéder à la levée. Toutefois, les abandons s'étant multipliés au point qu'il y en avait parfois, comme en 1762, 20 et même 30 dans une nuit, à partir du xviii^e siècle, les commissaires prennent l'habitude de déléguer un agent à cet effet. D'un autre côté, on envoyait également aux Enfants-Trouvés les enfants nés à l'Hôtel-Dieu ou dans les lieux de force de la Salpêtrière. Très souvent les enfants exposés portaient un billet destiné à faciliter leur reconnaissance ultérieure par leurs parents. La rédaction de ces billets offre une variété curieuse : 14 janvier 1671 : « Mon Dieu ee pitiez de ce pauvre enfant ; je prie Dieu qu'il échoit dans les mains de quelques bonnes personet e Dieu les récompancera ; l'anfant e batisée e sapel Nicolast ; il est né la veil de la Saint-Michel du mois de septembre » — ; 9 février 1726 : « Nous aurons, messieurs les administrateurs, non seulement l'honneur de vous remercier, mais de dédommager l'hôpital de toutes les dépenses qu'il aura fait ; nous vous demandons en grâce qu'on en ait un très grand soin et qu'on prenne garde de ne le point confondre avec d'autres. »

M. Léon Lallemand, dans son livre, pages 154 et 155, nous révèle un très curieux document du xviii^e siècle. Ce document est le plus ancien procès-verbal conservé dans les archives de l'hospice des Enfants-Trouvés ; le voici reproduit : « L'an mil-six cent trente-neuf, le lundy septiesme jour de novembre, dix heures du matin, Nous

Jacques Autruy, commissaire et examinateur au Chastelet de Paris, sur l'avis à nous donné par Pierre Auger, marchand de bled, demeurant rue Mortellerie, somme transporté en sa maison scise rue Mortellerie, dans l'allée de laquelle aurions trouvé un petit enfant nouveau nay exposé dans ses langes et linceux que nous aurions faict lever par Catherine Pasquier et développer dans la maison dudit Auger ; aurions trouvé dans son lange un billet cy attaché contenant ces mots : à la requeste de Berthelemye Jolly, fille à marier, soit offert à Pierre Auger, marchand de bled, l'enfant procrée de ses œuvres et de ladite Jolly, baptisé du nom de Nicolle Auger sur les fondz de l'église Saint-Paul, comme appert de l'extrait du baptistaire du vingtiesme jour d'octobre dernier, et y celle faire instruire et élever en la foix catholique, apostolique et romaine ; et ouïe ledit Auger sur ce que dessus, après serment par lui faict, en tel cas requis et acoustumé, a dit que ladicte Berthélémye Jolly a cy devant esté à son service et qu'il y a quatre mois qu'il l'a mis hors de sa maison sur ce qu'il découvrait qu'elle était de mauvaise vie, laquelle depuis l'a calomnieusement accusé par devant M. le lieutenant criminel d'avoir eu affaire à elle et d'estre enceinte de son fait et œuvre, et pour cet effet, fait instance par devant ledit sieur lieutenant criminel ou ledit Auger auroit été ouy et fait ses poursuites à l'encontre d'elle pour avoir la réparation ; ce qu'il proteste d'abondant pour l'affront et le scandal que ladite Jolly lui a fait d'avoir envoyé exposé ledit enfant dans l'allée

de sa maison pendant son absence. Lequel enfant, qui est une petite fille, avons à l'instant fait porter à la Couche jusqu'à ce qu'il soit par nous plus amplement informé, et ordonné par M. le lieutenant criminel de ladite exposition. Et a signé en notre minute. »

Pendant longtemps donc, tous les enfants, sauf ceux abandonnés chez les sages-femmes, provenant de l'Hôtel-Dieu, de l'Hôpital général ou envoyés par le lieutenant criminel, étaient réellement exposés. Mais au XVIII^e siècle, la coutume se généralisa de recevoir les enfants directement des mains des nourrices, sages-femmes ou parents. On apportait les enfants à l'hôtel du commissaire du quartier ou bien on les abandonnait entre les mains des procureurs fiscaux. Le délaissement dans les rues ne fut plus qu'une exception : toutefois, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, un enfant ne pouvait être reçu des mains d'un particulier sans un procès-verbal dressé par l'autorité compétente et à partir de 1795, on n'exigea plus qu'un acte de naissance. Comme on le voit, le tour était donc encore absolument inconnu (1).

Les très grandes facilités accordées aux admissions devaient naturellement en augmenter considérablement le nombre. Aussi, lorsque de 1640 à 1649 leur nombre n'était que de 3.053, de 1770 à 1779 il atteignait le chiffre fabuleux de 67.033 (2). On apportait des enfants des provinces les plus éloignées. Une délibération du bureau

(1) Remacle.

(2) En France.

de l'Hôpital général du 14 décembre 1772 dit à ce sujet : « On en charge des commissionnaires qui ne sont autorisés par aucuns juges, qui la plupart ne savent pas lire ; en sorte que, ou ils n'ont pas d'extraits baptistaires, ou ceux qu'ils rapportent ne s'accordent ni avec l'âge ni avec le sexe de l'enfant ; que pendant ces longues routes qu'on leur fait faire dans des paniers ou dans des voitures ouvertes à toutes les injures de l'air, ils n'ont point de nourrices qui les allaitent, et ce n'est souvent qu'avec du vin qu'on les nourrit ; que cette barbarie en fait périr un grand nombre dans le chemin, et que les autres, épuisés par les fatigues du voyage, n'arrivent que languissants, et nous avons la douleur de voir qu'ils meurent en beaucoup plus grand nombre que ceux qui sont à Paris ; en sorte qu'outre la surcharge des hôpitaux de Paris et le dépeuplement des provinces que ce désordre entraîne, l'ordre public et l'humanité en souffrent également (1). »

Un arrêt du Parlement du 2 février 1663 et un arrêt du Conseil du roi du 10 janvier 1779 défendaient aux voituriers de se rendre complices des abandons en se prêtant moyennant salaire au transport des enfants à Paris. Malgré ces défenses, les envois n'en continuèrent pas moins, non seulement de la part des parents, mais aussi des hauts justiciers et des hôpitaux des provinces, qui trouvaient commode de se décharger ainsi sur Paris de l'entretien auquel ils étaient tenus. « Ces enfants, disait l'ar-

(1) Code, p. 353.

rêt de 1779, que les soins paternels pourraient à peine défendre contre les dangers d'un âge si tendre, sont remis sans précaution et dans toutes les saisons à des voituriers publics distraits par d'autres intérêts et obligés d'être longtemps en route, de manière que les malheureuses créatures, victimes de l'insensibilité de leurs parents, souffrent tellement d'un pareil transport que près des neuf dixièmes périssent avant l'âge de trois mois. »

La maison de la Couche n'avait été établie à l'origine que pour les enfants nouveau-nés et privés de secours. Par une délibération du 22 février 1675, le bureau avait décidé de ne recevoir que les enfants tétant encore (1). Mais en 1757, vu l'effrayante mortalité qui frappait les enfants envoyés à la Salpêtrière, le bureau revint sur son ancienne délibération et décida le 21 juin « qu'à l'avenir les enfants exposés, de l'âge de deux ans jusqu'à quatre ans, seraient envoyés en sevrage jusqu'à l'âge de cinq à six ans dans les mêmes provinces où l'on envoyait les autres enfants..., qu'ils seraient confiés à des femmes de bonnes vie et mœurs, que les mois de leur nourriture seraient payés,... et qu'il leur serait fourni une robe chaque année, suivant l'usage ». Quant aux enfants exposés audessus de cinq ans, les garçons étaient conduits à la Pitié et les filles à la Salpêtrière (2).

Il y avait, dans l'établissement, des nourrices séden-

(1) « Les enfants exposés âgés de plus d'un an estant apparemment légitimes. »

(2) Code, p. 360.

lares chargées d'allaiter les enfants en attendant l'arrivée des femmes de province. Celles-ci étaient d'un recrutement difficile. On dut avoir recours à des intermédiaires désignés sous le nom de meneurs et meneuses. Ces agents dirigeaient également des bureaux de recommandation destinés à procurer des bonnes aux maisons bourgeoises de la capitale. Ces sortes de bureaux de placement laissaient beaucoup à désirer : ils pressuraient les femmes, trompaient les administrateurs, exploitaient et volaient de toutes parts. C'est en vain que par des règlements multiples (2 mai 1713, 24 septembre 1765, 28 mars 1774, 10 avril 1776, etc...) on obligea les meneurs à donner caution, à fournir un certificat de bonnes vie et mœurs, à ne prendre qu'un salaire bien déterminé, à remettre aux nourrices l'argent qui leur était dû, etc... Malgré toutes ces précautions, les fraudes n'en continuèrent pas moins jusqu'en 1821, où l'on eut l'idée d'avoir des employés spéciaux en province et placés chacun à la tête d'une circonscription. Lorsque les meneurs ne suffisaient pas, on recourait à l'envoi des enfants par commission. Les nourrices amenées par les meneurs devaient fournir un certificat de leur curé « attestant leur vie, mœurs et religion, qu'elles étaient en état d'élever l'enfant qui leur serait confié et l'âge de leur dernier enfant ou de leur dernier nourrisson ». Elles étaient visitées par le chirurgien et une des sœurs de l'établissement, et si leur lait était reconnu bon, elles partaient avec un enfant. Des précautions spéciales étaient prises afin d'éviter toute

substitution. Les mois payés aux nourrices furent peu à peu augmentés. Par une délibération du 28 mai 1788, on leur accorda des gratifications successives à mesure que l'enfant atteignait l'âge de trois, puis de neuf mois.

A côté des primes décernées aux bonnes nourrices, il y avait tout un système d'inspections destiné à surveiller les mauvaises. Les sœurs de la maison de la Couche allaient visiter les pupilles dans leurs placements. Ces tournées devaient se faire chaque année. D'après le règlement de 1774, les sœurs, en arrivant dans une paroisse, devaient se transporter d'abord chez le curé, afin de recevoir ses avis ou les plaintes qu'on pourrait avoir à faire contre les nourrices et le meneur. « Elles profiteront de cette occasion pour prier MM. les curés, de la part de l'administration, de vouloir bien étendre leurs soins charitables sur les enfants trouvés qui, étant abandonnés par leurs auteurs, n'en sont que plus dignes de la protection de l'Etat et de l'assistance de tous ses sujets (1). »

Les sœurs se faisaient représenter les enfants, retiraient ceux qui étaient mal placés, en requérant au besoin l'aide des juges et autres officiers de justice et de police.

Le nombre des enfants augmentant toujours, les sœurs ne pouvaient plus suffire à effectuer les tournées. Les administrateurs de l'Hôpital général firent alors appel

(1) Règlement de 1773.

aux inspecteurs préposés pour la surveillance des nourrissons enfants des bourgeois de Paris, « qui pouvoient, sans déranger leurs marches, visiter en même temps les enfants trouvés, qui sont, pour la plupart, ou dans les mêmes paroisses de la campagne que les enfants bourgeois, ou du moins dans les paroisses voisines (1) ».

Mais, dès l'année suivante, on revint à l'ancien système. Le concours des inspecteurs avait été peu actif. Le règlement du 28 mars 1774 chargea à nouveau les sœurs de reprendre leurs anciennes tournées, qui avaient, paraît-il, l'avantage d'être plus économiques.

Les enfants devaient être ramenés de nourrice, d'abord à trois ans, puis, à partir de 1696, à cinq ans : ils étaient alors placés dans les maisons de l'Hôpital général, au faubourg Antoine, à la Pitié ou à la Salpêtrière. En 1761, on renonça à ce système. « Ces enfants, dit le rapporteur, passant les premières années de leur enfance dans les campagnes, ne connaissent d'autre patrie que les lieux où ils ont été élevés, c'est les expatrier que de les retirer à l'âge de cinq à six ans. L'expérience prouve que le changement d'air en fait périr un grand nombre ;.. le moyen le plus certain de procurer leur conservation et de les rendre utiles à la patrie, c'est de les laisser dans les lieux où ils sont élevés depuis leur naissance et de destiner les garçons, soit au labourage, soit à des métiers, ou à devenir soldats, et d'employer les filles à

(1) Délibération et règlement du 7 juin 1773.

des ouvrages convenables à leur sexe. La destination proposée pour les garçons est d'autant plus nécessaire que les campagnes sont désertes et la plupart des terres incultes, faute de cultivateurs (1). Le feu roi Louis XIV, en fondant l'hôpital des Enfants-Trouvés, les destinait à être soldats, à servir dans les troupes et à former des ouvriers et des habitants des colonies. »

Le règlement du 7 janvier 1761 s'inspira de ses idées. Les personnes qui demandaient à se charger d'un ou de plusieurs enfants devaient justifier par un certificat de leur curé : « de leurs bonnes vie et mœurs, et qu'ils étaient en état de loger, nourrir et entretenir les dits enfants, de leur apprendre ou faire apprendre un métier ou de les occuper à des ouvrages de campagne, convenables à leur sexe, et de leur donner une bonne éducation. » A ceux qui se chargeaient ainsi de l'éducation des pupilles depuis l'âge de six ans, on donnait quarante livres par an pour chaque garçon jusqu'à douze ans et trente livres depuis douze ans jusqu'à quatorze ans ; on payait pour les filles quarante livres par an jusqu'à seize ans. On présumait que, parvenus à cet âge, filles et garçons pouvaient se rendre utiles à ceux qui en étaient chargés. Le recueillant avait le droit de présenter pour le tirage à la milice l'enfant trouvé mâle qu'il avait élevé, en remplacement de celui de ses enfants, frères ou neveux vivant dans sa maison ou à sa charge qu'il voulait faire

(1) Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. A notre époque, le même phénomène social se reproduit.

exonérer. Primitivement ces enfants devaient rester chez leurs patrons jusqu'à vingt-cinq ans ; mais en 1772 on décida que l'engagement des enfants se bornerait à vingt ans accomplis ; passé ce temps, ils devaient être gagés « suivant l'usage du pays », tout en restant sous l'autorité du bureau jusqu'à vingt-cinq ans. Par contre, la pension des garçons comme des filles fut uniformément portée à quarante livres par an.

Ce système donna d'excellents résultats. « Presque tous ces enfants, dit La Rochefoucauld-Liancourt, conservés par les nourrices par delà le premier terme fixé, sont gardés dans leur maison jusqu'à ce qu'ils se marient, y sont traités comme les propres enfants ; le plus grand nombre tourne bien et ils deviennent de bons habitants de campagnes (1). »

Avant d'arriver à ce dernier système, on avait eu l'idée de constituer avec ces enfants des recrues pour la population ouvrière des cités. L'asile du faubourg Saint-Antoine où passaient les enfants qui revenaient de nourrice avant d'être envoyés dans les maisons de l'hôpital général, contenait au XVIII^e siècle de huit à neuf cents personnes. Les enfants devaient y recevoir une bonne instruction et être placés ensuite en apprentissage. En 1677, le chapelain faisait l'école tous les jours « depuis 7 heures 1/2 du matin jusqu'à 10 heures, et depuis 2 heures jusqu'à 5 heures du soir ». Des maîtres spéciaux furent

(1) Rapport fait au nom du comité de mendicité à l'Assemblée nationale, 1790, p. 24.

successivement adjoints, et le nombre des classes augmenté. Quant à l'éducation professionnelle, les enfants n'apprirent jamais « qu'à tricoter des bas et des bonnets pour leur entretien et celui des enfants en sevrage ». Les sœurs, qui entendent parfaitement l'économie, et que le mouvement et la dissipation inquiètent, ont imaginé, pour tirer parti de ces enfants au profit de la maison et pour pouvoir les contenir plus facilement, de les occuper à tricoter dans l'intervalle des leçons ; industrie louable sans doute par son motif, mais on peut dire peu éclairée : 1^o parce qu'une telle occupation s'oppose au développement dont la jeunesse a un besoin si urgent ; 2^o parce qu'elle ôte à ces enfants un temps qu'ils pourraient employer plus utilement, soit à l'avantage de l'âme, soit à celui du corps » (1).

Les résultats furent médiocres. La plupart des enfants mis plus tard en apprentissage étaient renvoyés par leurs maîtres qui ne trouvaient « dans les uns ni goût, ni amour du travail et dans les autres ni force, ni courage ».

Les règlements des 19 août 1733, 10 novembre 1742, 28 septembre 1751, 26 avril 1752, 16 mars 1762 essayèrent de faire pour la mise en apprentissage ce que le règlement de 1761 fit si heureusement pour les placements à la campagne. Des inspecteurs devaient aller tous les mois chez les maîtres « s'informer de leurs mœurs, de leur conduite, de leur travail, de la manière

(1) Délib. du 17 décembre 1788.

dont ils étaient traités, etc. », pour ceux qui furent placés dans les manufactures. On leur donnait un trousseau en leur assurant l'entretien et la nourriture jusqu'à vingt-cinq ans et à partir de vingt ans des gages éventuels.

Jusqu'à vingt-cinq ans, les enfants étaient sous la tutelle des administrateurs. A leur majorité, ils étaient livrés à eux-mêmes. Sauf ceux placés à la campagne, ils se trouvaient très souvent « sans profession et sans aucune utilité ». « La misère les rend vagabonds et libertins, dit un administrateur dans la séance du 7 janvier 1761 ; abandonnés à eux-mêmes, ils se livrent à toutes sortes de vices et souvent leur fin est tragique. »

Quelquefois les enfants étaient, avant leur majorité, soit confiés à des bienfaiteurs (les administrateurs se réservaient leurs droits de tutelle dans ce cas), soit rendus à leur famille. Des personnes sans enfants venaient parfois en choisir un aux Enfants-Trouvés « pour prendre soin de son éducation et de son instruction, le nourrir, le loger, lui faire apprendre un mestier et en descharger l'hospital ».

Des nourriciers de la campagne viennent réclamer un pupille que le règlement leur a enlevé à sept ans. « N'ayant pas d'enfants et ayant conçu pour celui cy beaucoup de tendresse et d'amitié », ils s'engagent à verser sur sa tête 150 livres et à lui donner « à leurs frais et dépens une éducation convenable, à l'envoyer aux écoles pour y apprendre à lire et à écrire, et à lui faire apprendre un métier lorsqu'il sera en âge, afin qu'il

puisse gagner sa vie par lui-même ». A partir de 1674, les parents qui réclamaient leur enfant durent produire un certificat de leur curé et, suivant les circonstances, rembourser tout ou partie des frais d'entretien. Acte de la remise était passé devant notaire (1).

Relativement à la mortalité, elle était énorme. D'après une délibération du 11 mars 1784, un tiers mourait immédiatement à l'hôpital de la phtisie ou du muguet ; un autre tiers mourait, en moins de deux mois, de ceux qui, envoyés à la campagne, avaient contracté le germe de ces maladies. Puis la mortalité va en décroissant : elle n'est plus que d'un dixième pour le surplus de la première année et d'un autre dixième depuis le commencement de la seconde année jusqu'à la fin de la septième. A cet âge, il ne restait plus qu'un septième de la totalité des enfants, alors que pour les enfants élevés chez leurs parents il en survivait la moitié.

La mortalité qui, en 1690, était déjà de 46 0/0, monta en 1751 à 68 0/0 et en l'an V à plus de 92 0/0 (2). Cette effrayante proportion tenait, il faut croire, à la mauvaise constitution des enfants, « soit qu'ils proviennent de pères et de mères malsains ou indigents, soit que la contrainte et la gêne auxquelles leurs mères se sont assujetties pour cacher leur grossesse, ou même les tentatives que quelques-unes ont pu faire pour détruire leurs germes, aient influé sur leur constitution (3) ».

(1) Délibér. du 22 mars 1752-26 septembre 1758.

(2) A notre époque, elle ne dépasse pas 38 0/0.

(3) Délib. du 11 mai 1784.

Cette mortalité pouvait encore tenir aux souffrances qu'ils avaient endurées avant leur admission, aux maladies qu'ils avaient déjà contractées : le manque de nourrices, le transport en province fait dans de mauvaises conditions matérielles, enfin l'agglomération des enfants et les ressources insuffisantes du service concouraient pour une très large part à ce triste résultat. A la suite d'une visite faite le 9 avril 1767 au faubourg Saint-Antoine et aux Enfants-Rouges, les membres du bureau déclarent qu'il y a mélange dans les classes d'élèves sains et malades, que les poêles allumés l'hiver vicient l'air, etc... Les enfants malades qu'on envoyait à l'Hôtel-Dieu pour éviter la contagion y mouraient presque tous ; les autres « en rapportaient la galle ou la teigne » et mouraient peu après. A partir de 1768, on envoya les convalescents se remettre à la campagne. Des médecins étaient attachés aux maisons de Paris, mais aucun n'était commis pour surveiller en province les enfants mis en nourrice.

Dès le ^{xvii}e siècle, on avait pris des mesures pour empêcher les enfants atteints de maladie vénérienne de communiquer leur contagion aux autres enfants ou aux nourrices qui les soignaient. Après un essai tenté par M. Lenoir, lieutenant de police, et avec les ressources créées par l'annexion de l'hôpital Saint-Jacques aux Enfants-Trouvés (lettres patentes de mai 1781), on créa l'hospice de Vaugirard, qui jusqu'à la création en 1792 de l'hôpital du Midi, regut les « enfants gastez ». « Les enfants infectés, dit La Rochefoucauld (p. 28), sont

donnés à des nourrices malades de la même maladie ; la nourrice est traitée et son lait apporte à l'enfant assez de contrepoison pour détruire en lui le vice qu'il faut combattre... Aussi dans les avantages de cet établissement, il faut compter celui de guérir les nourrices. » Le même auteur ajoute que, tandis qu'avant ce mode de traitement aucun enfant vicié n'échappait à la mort, la proportion des guérisons devint depuis, de 22 0/0.

II. — Tendances à l'uniformité par suite de la fondation des hôpitaux généraux en province.

La fondation de l'Hôpital général, à Paris, avait considérablement allégé les hôpitaux de province, les municipalités et les seigneurs, chargés jadis, comme nous l'avons vu, de subvenir à l'entretien des enfants trouvés. D'autre part, les intendants prirent l'habitude de désigner un établissement Hôtel-Dieu, hôpital général ou fondation spéciale pour recevoir les trouvés d'un bailliage ou d'une province. Louis XIV, par un édit de juin 1662, avait ordonné qu'en toutes les villes et gros bourgs du royaume où il n'y avait pas encore d'hôpital général établi, on en établirait incessamment, « pour y loger, enfermer et nourrir les pauvres mendiants invalides, natifs des lieux, ou qui y auront demeuré pendant un an ; comme aussi les enfants orphelins ou nés de parents mendiants », pour y être « instruits à la piété chrétienne et aux métiers dont ils pourront se rendre capables ». S'il n'y avait pas d'hôpital désigné, le juge de police, après une publi-

cation, adjugeait la nourriture de l'enfant au rabais, et pour le paiement délivrait son exécutoire sur le domaine du seigneur haut-justicier. Sinon cette dépense se prenait sur les revenus de la communauté ou par un rôle de contribution sur tous les habitants (1).

Par suite de ce qui vient d'être exposé, on peut donc en conclure qu'une tendance à l'uniformité se produisit en province comme elle s'était déjà produite à Paris.

Mais tandis qu'à Paris les pères et mères finirent par faire admettre directement et librement leurs enfants par l'intermédiaire des commissaires du Châtelet, dans tout le royaume les hospices continuaient à rechercher les parents pour exercer contre eux leur recours. Ceux qui exposent leurs enfants à Paris, dit Denisart, « sont d'autant plus répréhensibles que personne ne demande ni d'où viennent, ni à qui appartiennent ces enfants qu'on porte aux commissaires de police et à l'hôpital des Enfants-Trouvés ».

Le fait d'avoir abandonné un enfant était considéré comme un délit civil, et, par suite de la dette qui en résultait, les parents étaient contraignables même par corps. Sur la dénonciation de la mère ou du premier venu, le père, même naturel, devait reprendre son enfant ou payer à l'hôpital pour son entretien une certaine somme. S'il était insolvable, l'hôpital attaquait comme responsable, en Provence, la communauté où l'enfant avait été conçu,

(1) Duchesne, *Code de police*, tit. XII, § 3.

en Languedoc et en Bretagne, le lieu de sa naissance (1).

Les pupilles, en sortant de nourrice, étaient presque toujours ramenés dans les hospices ou hôpitaux généraux et ne se distinguaient plus alors des orphelins ou autres enfants reçus dans ces établissements. Nous lisons, en effet, dans la déclaration du 25 juillet 1700 contre les mendiants valides et vagabonds : « Voulons que les enfants qui n'ont ni père ni mère, ni aucuns parents qui en veuillent prendre soin, qui n'auront aucuns biens et qui ne sont pas en âge de gagner leur vie par aucune sorte de travail, soient reçus dans les hôpitaux généraux, pour y être élevés et instruits jusqu'à ce qu'ils soient en état de gagner leur vie suivant leurs forces. » On leur faisait alors choisir un métier, puis on les mettait en apprentissage. A Arras et à Nantes, les enfants étaient maintenus chez leurs parents nourriciers qui, à partir de quinze ans, profitaient de leur travail sans autre rétribution. Dans les pays maritimes, quelques enfants étaient embarqués comme mousses sur les navires au long cours, concurremment avec les jeunes vagabonds arrêtés et enfermés dans les hôpitaux (Ordonnance royale du 15 août 1732). On proposa même de les employer aux colonies, notamment à la Louisiane (2).

(1) Fabre, *Hôpital de Marseille*, t. I, p. 428, 435.

(2) De Chamousset, *Œuvres*, t. I, p. 236.

III. — L'état civil des enfants trouvés et abandonnés
sous l'ancien droit.

Pour terminer cette étude sur l'ancien droit, il nous reste à répondre à la question suivante : quel était l'état civil des enfants exposés ? Cette question qui, de nos jours, n'a pas grande importance, puisque le seul intérêt qu'il y a à distinguer les enfants illégitimes des autres, la différence de capacité successorale, ne touche pas les enfants trouvés, réputés sans famille, avait au contraire au moyen-âge une grande importance, puisqu'au point de vue du droit les bâtards occupaient dans la société un rang inférieur.

Le droit canonique tendait à ranger les enfants trouvés parmi les bâtards, ce qui entraînait pour eux de nombreuses incapacités et mettait notamment obstacle à leur admission dans les ordres sacrés (1). Cependant les opinions étaient partagées et un grand nombre de théologiens et de canonistes soutenaient l'avis opposé (2). Ils faisaient valoir qu'en cas de doute l'interprétation favorable doit l'emporter et que d'ailleurs le décret de Grégoire IX, qui privait de l'exercice de la puissance paternelle les pères qui exposaient leurs enfants, prouvait bien par là même que, malgré la présomption générale, il se trouvait aussi parmi les enfants exposés des enfants légitimes : ce qui

(1) Ludovic Engel, *Traité du droit canon.*, 1760, liv. I, tit. XVII, § 5.

(2) Cardinal Paleoti, Sairus, Barbosa.

arrivait non seulement chez les païens, mais même chez les nations chrétiennes d'alors.

Ce dernier système finit par prévaloir, principalement parmi les auteurs civils, et Denisart (1) admet que les enfants trouvés sont légitimes et qu'ils jouissent de tous les avantages attachés à la légitimité.

Reste également à savoir comment était recueilli l'état civil des enfants trouvés. A défaut d'acte de baptême ou toute pièce en tenant lieu, les procès-verbaux des commissaires du Châtelet mentionnaient approximativement l'âge de l'enfant. Le règlement du 18 octobre 1690 nous donne quelques détails curieux à ce sujet. « Aussitôt qu'un enfant est admis, dit ce règlement, la sœur préposée à cet office « luy mettra le collier à l'instant et fermera le sachet qui y est attaché le procez-verbal du commissaire avant que de le porter dans la chambre des nourrices auxquelles elle aura soin de défendre de changer les colliers ; et lorsqu'on portera l'enfant sur les fonds baptismaux, Monsieur le chapelain retirera le procez-verbal de chacun pour y escrire le nom à l'instant, sans déplacer et le remettra ensuite dans le sachet pour éviter confusion ; certifiant en même temps le baptême de l'enfant sur le billet que l'on donne aux nourrices, lequel sera retiré par la sœur qui doit estre présente au baptesme ».

« Lorsque l'on baptisera les enfants, le comis qui

(1) V^o *Enfants*, 16.

réside en la Couche, se mettra à l'œuvre à costés des fonds pour y escrire les billetz contenant le nom et l'âge de l'enfant qu'il mettra à l'instant dans le sachet en la place des procez-verbaux, qu'il aura soin de retirer avec le billet que l'on donne aux nourrisse après que le baptisme y aura été certifié par Monsieur le chapelain ; lequel petit billet il fera recoudre bien soigneusement dans les sachets, faisant bien comprendre aux nourrisse qu'il ne les faut pas changer et pour la conservation de ces billets, il serait nécessaire de les inscrire sur le parchemin en gros caractère ; ledit comis résident ayant retiré ces billets imprimez, il y écrira le nom de l'enfant suivant qu'il aura esté certifié par Monsieur le chapelain, comme aussi le nom de la nourrisse qui en aura esté chargée, le nom de sa paroisse, de son diocèze et celui de son mary. »

CHAPITRE VI

LA RÉVOLUTION ET LE XIX^e SIÈCLE.

I. — La Convention et le Directoire.

Depuis le commencement du XVIII^e siècle, une réelle tendance à l'uniformité s'était produite; mais le traitement des enfants trouvés présentait encore à la fin de l'ancien régime assez de diversité pour fournir aux cahiers de 1789 la matière des vœux les plus disparates.

Par suite d'un rapport fait au nom du comité de mendicité par La Rochefoucauld-Liancourt, l'Assemblée nationale (19 sept. 1790) supprima les secours accordés par le trésor public aux établissements hospitaliers, notamment aux hôpitaux d'enfants trouvés, qu'elle mettait à la charge des municipalités et des départements. Le 29 novembre, elle déchargeait de toute obligation de ce chef les seigneurs hauts-justiciers, dont elle avait aboli les privilèges.

Malgré le décret du 10 décembre 1790, les Assemblées nationale et législative continuèrent à rembourser aux hôpitaux, dont elles avaient supprimé les anciens revenus, les dépenses faites pour les enfants trouvés (décret du 29 mars 1791, 28 juin 1791). La Convention fit de même (9 janvier, 15 février, 5 mai 1773, 7 germinal an II).

La déclaration des droits de l'homme (3 sept. 1791) mettait d'ailleurs à la charge de l'Etat l'organisation d'un établissement général de secours publics pour élever les enfants abandonnés, soulager les pauvres infirmes et fournir du travail aux pauvres valides qui n'auraient pas pu s'en procurer. Un décret du 19 mars 1793 plaça également au nombre des dettes nationales l'assistance des pauvres et des enfants abandonnés. Enfin le titre I^{er} du décret du 28 juin 1793, s'inspirant des mêmes principes, ébaucha un règlement qui ne fut jamais exécuté.

Il faut arriver au 27 frimaire an V pour trouver une véritable organisation. Les enfants abandonnés, d'après ce règlement, devaient être reçus gratuitement dans tous les hôpitaux ; si ces établissements n'avaient pas de fondation spéciale, le trésor public subvenait à la dépense. L'article 5 de la loi du 27 frimaire punissait d'une détention de trois décades celui qui portait ou faisait porter un enfant abandonné ailleurs qu'à l'hospice le plus voisin. La Cour de cassation trouva dans cet article le moyen juridique d'atteindre le fait d'exposition (arrêt du 27 janvier 1809). En effet, le Code pénal du 25 septembre 1791 étant muet sur l'exposition de part, et les peines arbitraires ayant été supprimées, la Cour de cassation avait décidé (28 germinal an V) que ce délit n'était pas compris au Code pénal, l'article 32 de la 1^{re} section du titre 2 de la 2^e partie du Code pénal, qui punit de 15 années de fers la destruction volontaire de l'état civil d'une personne, ne pouvant s'entendre que de « la destruction

matérielle d'un corps constatant cet état et non de l'exposition d'un enfant, la perte de son état civil dût-elle en être la suite ».

Les enfants étaient jusqu'à leur majorité ou leur émancipation sous la tutelle du président de l'administration municipale de l'arrondissement ; les membres de l'administration formaient le conseil de tutelle.

Le décret du 28 juin 1793 permit à toutes les filles enceintes de venir faire leurs couches dans les maisons établies à cet effet dans chaque district, l'Etat se chargeant d'élever les enfants.

Par un règlement additionnel du 30 ventôse an V, le Directoire décida que les enfants seraient élevés à la campagne, qu'ils ne pourraient pas, en principe, être ramenés dans les hospices dépositaires et que, conformément à un décret du 19 août 1793, la pension serait payée aux nourriciers jusqu'à l'âge de douze ans seulement, les nourriciers étant tenus d'envoyer les enfants aux écoles et de les représenter tous les trois mois à l'agent de la commune chargé de certifier « qu'ils ont été traités avec humanité et qu'ils sont instruits et élevés conformément aux dispositions du règlement ».

Pour satisfaire à des plaintes nombreuses, l'Assemblée nationale mit en liberté, le 15 septembre 1791, les prisonniers détenus à Paris pour dettes de mois de nourrice. En outre, l'Assemblée législative abolit, le 25 août 1792, la contrainte par corps pour cette dernière cause et ordonna, le 2 septembre suivant, la mise en liberté des

détenus. Dans son arrêté du 5 messidor an IV, le Directoire se préoccupa, d'autre part, « de remédier à l'insuffisance des salaires des nourrices, réduits par les variations successives du signe monétaire à un taux trop disproportionné au prix des denrées..., d'assurer la régularité de ce paiement et de le proportionner aux cours des denrées conformément au vœu de la justice et aux vues de la bienfaisance nationale ».

Malheureusement les ressources faisaient défaut aux hôpitaux : les anciens revenus avaient été, pour la plus grande part, supprimés, sans être remplacés par d'autres. Le 26 fructidor an VI, le 6 vendémiaire an VIII, les conseils des Anciens et des Cinq-Cents s'efforcèrent d'affecter des fonds à cette nature de dépenses. Mais lorsque à Paris, on essayait des nourrices en utilisant pour l'allaitement des enfants trouvés les filles et femmes indigentes qui venaient faire leurs couches au Val-de-Grâce (1), en province, les femmes des campagnes, ne recevant plus rien des hospices, rapportaient presque toutes leurs nourrissons, qui vinrent encore augmenter l'encombrement et les charges des asiles hospitaliers. Aussi, en 1797, la proportion réelle des décès atteignit 97 0/0.

Devant de pareils résultats, une réforme était urgente. Après un nouvel effort tenté le 25 floréal an VIII, pour affecter de nouveaux fonds au paiement des mois de

(1) Décret de la Convention du 7 ventôse an II.

nourrice, la loi du 15 pluviôse an XIII vint jeter les bases de l'organisation actuelle.

II. — Le décret-loi du 19 janvier 1811.

L'assistance publique a deux écueils à éviter : 1^o Ne pas pousser à bout les parents que l'extrême misère empêche absolument de nourrir leurs enfants et ne pas les réduire aux funestes impulsions du désespoir; 2^o Ne pas trop encourager les parents égoïstes ou coupables, pour ne pas les autoriser à se décharger sur la charité publique d'un fardeau dont, avec un peu d'assistance peut-être, ils pourraient venir à bout. L'infanticide comme nécessité dernière, l'abandon comme ressource habituelle : telles sont les deux extrémités dont il faut se garder.

Pendant la période révolutionnaire, l'acte de naissance étant seul exigé, le nombre des admissions s'était considérablement augmenté. Aussi M. Chaptal, ministre de l'intérieur, prescrivit-il aux administrateurs des hôpitaux « de ne conserver à la charge de la nation que les enfants de parents inconnus..., la bienfaisance des administrations locales devant prendre soin de tous les autres » (circul. du 23 ventôse an IX).

Le décret-loi du 19 janvier 1811 ne maintint pas cette restriction. En même temps qu'il décidait l'établissement de tours dans les hospices dépositaires (un au plus par arrondissement), il déterminait ainsi les pupilles dont l'éducation était confiée à la charité publique :

1° Les enfants trouvés, c'est-à-dire ceux qui, nés de pères et mères inconnus, ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque ou portés dans les hospices destinés à les recevoir.

2° Les enfants abandonnés, c'est-à-dire ceux qui, nés de pères et mères connus et d'abord élevés par eux ou par d'autres personnes à leur décharge, en ont été délaissés sans qu'on sache ce que les père et mère sont devenus ou sans qu'on puisse recourir à eux ;

3° Les orphelins, c'est-à-dire ceux qui, n'ayant plus ni père ni mère, n'ont aucun moyen d'existence. Malgré les termes très nets de ce décret, l'administration, effrayée par le chiffre croissant des admissions, chercha à se décharger sur les communes ou les départements des dépenses des orphelins pauvres.

Le règlement du 8 février 1823 (IV^e partie, chap. I) assimila aux enfants abandonnés les enfants des détenus, prévenus, accusés ou condamnés ; mais il décidait d'autre part que les enfants de parents indigents ou orphelins ne devaient pas être rangés parmi les enfants abandonnés, qu'ils ne pouvaient être classés que « parmi les enfants pauvres et les enfants de familles indigentes à la charge exclusive des hospices ou secourus à domicile ». Ce même règlement, fidèle à son but, compliquait les formalités d'admission, fixait pour les enfants la limite de douze ans, et recommandait d'appliquer les articles 348 à 353 du Code pénal... avec « la réserve nécessaire toutefois pour ne pas s'exposer à amener des infanticides

en voulant prévenir les expositions ». La jurisprudence fut unanime pour ne pas appliquer ces articles du Code pénal aux parents qui portaient leur enfant au tour (1).

Ce règlement était illégal et un avis du Conseil d'Etat (20 juillet 1842) vint ultérieurement mettre à néant la distinction arbitraire faite entre les abandonnés et les orphelins.

D'ailleurs, malgré la suppression graduelle ou la surveillance des tours, le nombre des admissions ne diminua pas. Neuf tours furent supprimés de 1813 à 1823, 35 de 1823 à 1834, 25 en 1835, 32 en 1836, 16 en 1837. Il n'en restait plus au moment de l'enquête de 1860 que 25, dont 13 soumis à une surveillance permanente. C'est alors que pour obtenir « une réduction considérable dans le nombre et dans la dépense des enfants trouvés », une circulaire ministérielle du 21 juillet 1827 ordonna la mutation en masse de tous les enfants placés en nourrice. « Si les enfants sont encore dans le premier âge, dit à ce sujet M. Remacle dans son *Etude sur les hospices d'enfants trouvés en Europe* (p. 268), on les enlève à des nourrices éprouvées pour les donner à d'autres dont le lait leur conviendra moins ou ne leur conviendra pas du tout. S'ils sont entrés dans la seconde, dans la troisième période de l'enfance, on brise des liens d'affection, des habitudes prises, une éducation commencée. On soumet indistinctement au hasard d'un voyage et d'un change-

(1) Dalloz, 1844, I, 87, etc...

ment de climat et de genre de vie des êtres faibles, pour qui toute fatigue est mortelle... On a fait le calcul de la diminution de dépense amenée par l'emploi de cette mesure. Si l'on supputait les décès qu'elle a entraînés, on verrait ce que coûtent en hommes ces économies d'argent. » L'opinion publique s'émut, Lamartine parla, et la mesure barbare fut rapportée.

Depuis un arrêté du 25 janvier 1837, les enfants, malgré les tours, n'étaient reçus à Paris que sur le vu d'un procès-verbal d'un commissaire de police visé par le préfet de police, constatant l'exposition ou le délaissement (1). Depuis 1860, le conseil général de la Seine n'ayant cessé de déclarer qu'il faut, avant toute considération budgétaire, sauver la vie des enfants, ceux-ci sont admis, soit directement à l'hospice, soit par l'intermédiaire des commissaires de police : cet intermédiaire est exigé aujourd'hui toutes les fois que l'abandon est fait par une sage-femme.

La seule pièce à fournir est le bulletin de naissance de l'enfant : les parents qui veulent garder l'anonyme ont soin de faire inscrire à l'état civil le nouveau-né, comme issu de père et mère non dénommés. L'admission à bureau ouvert, telle qu'elle fonctionne à Paris, ne peut soulever de critique : suivant la belle expression de Lamartine, la charité y a des bras pour recevoir, mais non des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.

(1) V. l'arrêté du 6 août 1845.

En province, comme les conseils généraux auxquels la loi du 18 juillet 1866 (art. 1, § 16), confirmée par la loi du 10 avril 1871 (art. 46), a conféré le pouvoir de « statuer définitivement sur le service des enfants assistés » ont des ressources restreintes et des besoins à satisfaire multiples, ils se préoccupent surtout de diminuer les dépenses en restreignant les admissions. Les préfets décident après une enquête poursuivie par les inspecteurs départementaux avec un zèle parfois excessif. En effet, plusieurs conseils généraux auraient voulu qu'on donnât aux commissions administratives le droit de rechercher les mères des enfants déposés. La plupart des auteurs pensent que ce droit existe même en l'absence d'une disposition expresse, mais que les commissions font bien de ne pas en user (1).

Les enfants trouvés ou abandonnés doivent rester à la charge du département où l'enfant a son domicile de secours, en principe au département dans lequel la mère a, au moment de la naissance, son domicile habituel. Mais la jurisprudence ministérielle décide que du moment qu'une femme enceinte est venue dans une localité avant son accouchement en témoignant l'intention de s'y fixer, qu'elle s'est livrée au travail et qu'elle continue effectivement à y séjourner après la naissance de son enfant, elle acquiert pour lui le domicile de secours, et alors le rapatriement sur le département d'origine de la mère n'est pas admis.

(1) Durieu, V^o *Enfants exposés*.

Une fois admis, les enfants sont immatriculés, puis ils reçoivent un nom et sont présentés par les administrateurs,— à Paris par les commissaires de police,— au bureau de l'état civil ; le délai ordinaire de trois jours est pour eux porté à dix jours. Ils ne doivent séjourner à l'hospice dépositaire que le temps strictement nécessaire ; en attendant qu'ils soient emportés par des femmes de la campagne, ils sont confiés à des nourrices sédentaires ou, à défaut, nourris au biberon.

De nos jours les nourrices sont fournies et le placement des enfants à la campagne assuré, non plus par des meneurs, mais, depuis 1821, par des préposés domiciliés en province et chargés d'une circonscription déterminée. Les instructions exigent que les nourrices élèvent les enfants au sein, qu'elles aient un berceau et une habitation saine ; elles doivent d'ailleurs fournir les certificats d'usage (Circul. min., 12 mars 1841).

Les enfants mis en nourrice ne doivent rentrer à l'hospice qu'en cas d'infirmités ou de maladies leur rendant tout travail impossible (arr. 30 vent. an V, art. 5 ; Circ. min., 3 août 1869). Un arrêté préfectoral, pris de concert avec le conseil général, fixe le tarif des pensions. Ces pensions, en vertu du décret de 1811 et des instructions de 1823, cessaient à douze ans révolus. La loi du 28 mars 1882 a forcé la plupart des conseils généraux à les continuer jusqu'à la treizième année accomplie. Outre la pension et à titre d'encouragement, les nourriciers reçoivent des indemnités dites réglementaires (arr. 30 ventôse

an V, loi du 5 mai 1869), la première payable par tiers de trois mois en trois mois ; la deuxième accordée au nourricier qui a élevé un pupille jusqu'à douze ans ; la troisième donnée à titre de frais de trousseau aux personnes chez qui sont placés les enfants de douze ans (1).

Ces indemnités sont destinées à favoriser le placement définitif des enfants « chez les cultivateurs, artistes ou manufacturiers » où ils resteront jusqu'à leur majorité pour y apprendre un métier ou profession conforme à leurs goûts et à leurs facultés. L'article 14 du décret du 30 ventôse an V ajoutait que les nourrices et autres habitants qui avaient élevé les enfants pourraient naturellement les conserver de préférence à tous autres.

Le décret du 9 janvier 1811 portait que les enfants resteraient en nourrice ou en sevrage jusqu'à six ans, qu'à cet âge ils seraient, autant que possible, mis en pension chez des cultivateurs ou des artisans, le prix de la pension devrait décroître chaque année jusqu'à l'âge de douze ans. A cette époque, les enfants mâles seraient mis à la disposition du ministre de la marine (art. 16). Il ne paraît pas que le ministre ait jamais usé du droit qu'on lui conférait. Cet article 16 a été abrogé tacitement par les lois sur le recrutement et par le principe d'égalité posé dans nos chartes et constitutions (2). Le même décret décidait que les enfants dont l'Etat n'aurait pas autrement disposé seraient autant que possible mis en apprentis-

(1) La première prime est de 18 francs, les 2^e et 3^e de 50 francs.

(2) Dalloz, *Répert.*, *Minorité*, *Tutelle*, n° 717.

sage, les garçons chez des laboureurs ou des artisans, les filles chez des ménagères, des couturières ou autres ouvrières, ou dans des fabriques et manufactures. Les contrats d'apprentissage ne devaient stipuler aucune somme en faveur ni du maître, ni de l'apprenti ; ils garantissaient seulement au maître les services gratuits de l'apprenti jusqu'à un âge ne pouvant excéder vingt-cinq ans et à l'apprenti la nourriture, l'entretien et le logement. Cette dernière mesure compromettait les intérêts des pupilles. On revint bientôt à l'ancien système (règlement de 1797), c'est-à-dire à maintenir les enfants à la campagne après la cessation de la pension et à faire des transactions particulières avec ceux qui se chargeaient des enfants, en assurant autant que possible les intérêts des pupilles.

Les maîtres ou patrons qui prenaient les enfants en apprentissage s'engageaient à les soigner et à leur donner l'éducation conforme à leur état. Les contrats d'apprentissage étaient soumis à l'approbation du préfet ; ils n'engageaient l'enfant que jusqu'à seize ans. A l'expiration de cet engagement, il en était contracté un nouveau qui stipulait en faveur de l'enfant des avantages proportionnés aux services qu'il pouvait rendre. Mais ces engagements étaient en réalité illégaux, puisque le décret de 1811 n'avait pas été abrogé.

Des efforts plus ou moins infructueux avaient donc été tentés par les assemblées révolutionnaires pour affecter des fonds au service des enfants assistés. Un arrêté du

25 floréal an VIII avait affecté au paiement des mois de nourrice les portions d'amendes et confiscations attribuées antérieurement aux hôpitaux, aux maisons de secours et aux pauvres.

Par le décret du 19 janvier 1811 (tit. 5, art. 11) les hospices dépositaires avaient la charge de la fourniture des layettes et de toutes les dépenses dites intérieures. Une somme annuelle de quatre millions était inscrite au budget de l'Etat pour contribuer au paiement des mois de nourrice et des pensions. L'article 12 ajoutait « que s'il arrivait après la répartition de cette somme qu'il y eût insuffisance, il y serait pourvu par les hospices au moyen de leurs revenus ou d'allocations sur le fonds des communes ».

Cet article 12 fut abrogé par les lois de finances des 25 mars 1817, 15 mai 1818 et 19 juillet 1819, qui mirent les dépenses dites extérieures à la charge des départements, avec le concours éventuel des communes, et firent ainsi retomber sur eux les charges jadis supportées par l'Etat. Rien n'étant changé à la situation des hospices, les établissements hospitaliers qui n'étaient pas chargés de la réception des enfants ne contribuaient en rien aux dépenses. Une instruction ministérielle du 15 juillet 1811 avait bien essayé, mais en vain, de réagir contre cette inégalité choquante. Un arrêt du Conseil d'Etat du 7 avril 1859 confirma la jurisprudence qui exemptait les hospices non dépositaires.

La loi du 5 mai 1869 eut pour objet de décharger les

hospices dépositaires, dont plusieurs ployaient sous le faix, et d'établir le principe de la contribution de l'Etat aux dépenses. Cette dernière loi divise les dépenses en dépenses intérieures, dépenses extérieures et dépenses d'inspection et de surveillance.

Les dépenses intérieures comprennent : 1^o les frais occasionnés par le séjour des enfants à l'hospice ; 2^o les dépenses de nourrices sédentaires ; 3^o les layettes.

Les dépenses extérieures comprennent : 1^o les secours temporaires destinés à prévenir ou à faire cesser l'abandon ; 2^o les prix de pension et allocations réglementaires ou exceptionnelles, les primes aux nourriciers, les frais d'école et fournitures scolaires ; 3^o les frais de vêtements ; 4^o les frais de déplacement des nourrices et de transport des enfants ; 5^o les frais de maladie et d'inhumation.

Les dépenses d'inspection comprennent les traitements et frais de tournées des inspecteurs et sous-inspecteurs, et généralement les frais occasionnés par la surveillance du service.

Les frais d'inspection et de surveillance sont mis à la charge de l'Etat ; ce qui a pour conséquence de permettre au ministre de l'intérieur de centraliser entre ses mains les attributions des inspecteurs départementaux (décret du 21 juillet 1870).

Les hospices sont exemptés de toute contribution. « Les hospices ayant des destinations spéciales et des circonscriptions territoriales restreintes, disait le rapporteur, toute dépense qu'on leur impose avec une affec-

tation générale contrevient au but de leur fondation et aux intentions de ceux qui les ont dotés. »

Les dépenses intérieures et extérieures sont payées dans chaque département sur :

1^o Le produit des fondations, dons et legs spéciaux faits à tous les hospices du département au profit des enfants assistés ;

2^o Le produit des amendes de police correctionnelle abandonné en partie par l'Etat au service des enfants assistés (cette portion est du tiers du produit des amendes de police correctionnelle) (Arrêté du 25 floréal an VIII ; circul. du 30 décembre 1823, art. 5), le tiers des amendes pour le transport illégal des lettres et la totalité des amendes pour exercice illégal de la médecine (Lois des 19 vent. et 21 germ. an XI ; arrêté du ministre des finances du 16 décembre 1863 ; circul. du ministre de l'intérieur du 24 février 1875).

Après que les produits des fondations et legs et des amendes correctionnelles ont été répartis proportionnellement entre les dépenses extérieures et les dépenses intérieures, si ces produits sont insuffisants pour couvrir le montant des dépenses, le département est tenu de fournir le surplus tant sur ses ressources propres qu'au moyen du contingent des communes et de la subvention de l'Etat.

Le contingent des communes, d'après la loi de finances du 25 mars 1817, n'est qu'un concours accessoire. « Il est destiné seulement, disent les circulaires et instructions des 27 mars 1817, 1^{er} juin 1818 et 20 juillet 1819,

à remédier à l'insuffisance que pourraient présenter les revenus des hospices appelés à recueillir les enfants et les fonds départementaux, après avoir réuni à l'allocation que permettent ces fonds la portion du produit des amendes et confiscations attribuée au même service. »

L'instruction du 8 février 1823 invita les conseils généraux à émettre chaque année leur avis sur la somme pouvant être mise à la charge des communes et sur les bases de sa répartition. Plus tard le ministre recommanda comme base de répartition « le revenu ordinaire de chaque commune combiné avec le chiffre de la population ». Mais les conseils généraux sont libres de choisir le mode de fixation qu'il leur plaît. Toutes les communes doivent en principe fournir leur part du contingent. Les circulaires des 21 août 1839 et 3 août 1840 fixèrent au cinquième des dépenses extérieures la limite extrême du concours des budgets communaux. La loi du 5 mai 1869 a reproduit ces diverses dispositions.

Le contingent de l'Etat est fixé au cinquième des dépenses intérieures. Ici une grosse difficulté. La circulaire ministérielle du 3 août 1869 déclarait que les communes supporteraient un cinquième des dépenses extérieures, et l'Etat un cinquième des dépenses intérieures, déduction faite du produit des legs spéciaux et des amendes de police correctionnelle.

Les rares départements, dont les hospices avaient des fondations particulières, étaient intéressés à prétendre que le cinquième représentant le contingent de l'Etat

devait être calculé sur le montant exact des dépenses intérieures de l'exercice clos.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 24 février 1882, lu en séance publique le 3 mars 1882, donna raison au département du Doubs qui, bien que possédant des revenus supérieurs à 53.000 francs provenant d'anciennes fondations faites en faveur des enfants trouvés, alors que ses dépenses intérieures ne montent qu'à 12.000 francs, réclamait cependant à l'Etat le remboursement du cinquième des dépenses intérieures. Cet arrêt déclarait qu'« en fixant la subvention de l'Etat au cinquième des dépenses intérieures, le législateur a entendu déterminer la quotité de cette subvention, mais non mettre seulement à la charge de l'Etat le cinquième des dépenses intérieures dans le cas où le montant de ces dépenses ne serait pas couvert par le produit des legs spéciaux et des amendes de police correctionnelle ». C'était l'affirmation pure et simple de ce qui était en question.

Fort de son droit, en 1883, le ministère pria le Conseil d'Etat d'étudier à nouveau, et d'une manière générale, la question du contingent ; et les 21 juin et 5 juillet, revenant sur sa première opinion, le Conseil émit l'avis « que les contingents dus par l'Etat et les communes ne doivent être calculés qu'après déduction faite sur la dépense des deux services auxquels ils s'appliquent, du produit des fondations, dons, legs et amendes de police correctionnelle ».

En effet c'est le budget départemental qui a en prin-

cipe la charge des dépenses intérieures et extérieures des enfants assistés. Mais le département ne prend sur ses ressources propres que si les produits des fondations et legs et des amendes correctionnelles sont insuffisants. C'est alors que, pour aider le département, l'Etat lui accorde une subvention égale au cinquième des dépenses intérieures restant à sa charge. Si cette subvention était calculée sur le montant total des dépenses intérieures, dans le cas où la part de l'Etat, jointe au produit des fondations et amendes de police correctionnelle, suffirait à couvrir la dépense, le département serait complètement exonéré et l'Etat deviendrait débiteur principal et direct, ce qui serait contraire au texte et à l'esprit de la loi.

III. — La tutelle.

D'après la loi du 15 pluviôse an XIII et le décret du 19 janvier 1811, les enfants admis dans les hospices sont placés sous la tutelle des commissions administratives de ces établissements. Si les enfants ont encore leur père ou leur mère ou des ascendants, ni les uns ni les autres ne peuvent prétendre à aucun droit sur le gouvernement de la personne et l'administration des biens (1). Les commissions administratives des hospices désignent chacune un de leurs membres pour remplir les fonctions de tuteur, les autres formant le conseil de famille.

A Paris, la loi du 10 janvier 1849 conféra cette tutelle au directeur de l'assistance publique. Le conseil de sur-

(1) Tribunal civil du Puy, 29 juillet 1861, D. 61.3.14.

veillance de l'assistance publique n'est pas chargé de remplir les fonctions de conseil de tutelle, de sorte que le directeur de l'assistance, tuteur légal sans conseil de famille, a les pouvoirs du père pendant le mariage. Cependant la loi du 27 février 1880, en ce qui touche l'aliénation des valeurs mobilières, a confié au conseil de surveillance de l'assistance publique les fonctions attribuées au conseil de famille. C'est bien par inadvertance.

Cette tutelle dure jusqu'à la majorité des enfants ou à leur émancipation par le mariage ou autrement; elle cesse par la réclamation des parents légitimes ou naturels. En cas de placement la commission pourra, par acte visé par le préfet, déférer la tutelle à la commission de l'hospice le plus voisin du lieu de la résidence actuelle de l'enfant. En aucun cas la tutelle ne peut être déférée soit à une association, soit à un bienfaiteur, sauf au patron de l'apprenti. Cette tutelle a les mêmes effets que la tutelle ordinaire en ce qui concerne le domicile (C. de Colmar, 10 nov. 1831).

Relativement au caractère de cette tutelle, le rapporteur, Regnauld de Saint-Jean d'Angély, le précisait en disant : « Le gouvernement a dû s'occuper d'assurer le sort des enfants abandonnés, de créer pour eux, à la place des parents qu'ils ne connurent jamais ou qu'ils ont perdus, une paternité sociale qui exerçât tous les droits, toute la puissance de la paternité naturelle, et qui en suppléât les soins, la vigilance et la protection. »

La commission administrative est donc investie, à la

place de la famille, des droits attribués aux pères et mères par le Code civil : 1^o Droit de garde. Les commissions hospitalières placent leurs pupilles de préférence à la campagne, mais aussi chez des industriels ou des personnes charitables, bien que ces derniers ne soient pas substitués à la commission administrative dans la qualité de tuteur (Bordeaux, 28 nov. 1833).

Elles peuvent les confier à un tuteur officieux qui exercera sur eux les droits de garde et d'éducation. Quant au droit de correction, dans cette hypothèse, nous croyons que la commission le conserve à l'instar du père (1) ; en fait, elle l'abandonnera au tuteur en qui elle a mis sa confiance. La commission conserve également le droit de consentir à l'émancipation et au mariage. La Cour d'Angers (26 juin 1844) a décidé que le décès du tuteur officieux survenu pendant la minorité du pupille ne faisait pas retomber ce dernier sous la tutelle de l'administration hospitalière. M. Léon Béquet (2) critique cette jurisprudence et pense, avec raison, que la tutelle de l'administration dérivant d'une sorte de paternité fictive, la tutelle officieuse a pu l'exonérer, mais non l'anéantir.

2^o Droit de correction. La commission hospitalière, en cas d'inconduite persistante d'un pupille, peut requérir du président du tribunal son envoi dans un établissement pénitentiaire, à titre de correction paternelle

(1) Proudhon, Duranton, Demolombe, Aubry et Rau.

(2) *Régime et législation de l'assistance en France.*

(art. 376, 377 C. civ.). Les colonies agricoles, spécialement la colonie de Mettray, sont surtout désignées pour recevoir les enfants indisciplinés.

3^e Droit de consentir :

A l'émancipation des pupilles âgés de 15 ans (fait extrêmement rare) ;

A l'engagement militaire ;

A l'engagement décennal dans l'instruction ;

Au mariage et au contrat de mariage. Le consentement des commissions hospitalières n'a été exigé par aucune loi. Mais la doctrine et la jurisprudence en ont décidé ainsi en raison des pouvoirs généraux conférés par la loi aux commissions et à cause des nécessités de la pratique. La commission exerçant tous les droits de la paternité naturelle, les garçons avant 25 ans et les filles avant 21 ans ne peuvent se passer d'autorisation. M. Demolombe (*Minorité*, t. II, n^o 396) pense que la limite doit être uniformément ramenée à vingt et un ans, par exemple lorsque les ascendants font défaut. Une loi du 21 juin 1907 a d'ailleurs donné raison à M. Demolombe en fixant la majorité matrimoniale à 21 ans pour les deux sexes. En fait les enfants trouvés se mariaient déjà librement à partir de cet âge. La commission pourra, au même titre que le père, faire opposition au mariage.

4^e Les biens des enfants admis dans les hospices sont administrés par le receveur de l'hospice et sous sa responsabilité (1). C'est lui qui doit remplir les formalités

(1) Loi du 15 pluviôse an XIII.

pour la mise en possession des héritages, presser les débiteurs en retard, empêcher les prescriptions, veiller à ce que locataires et fermiers satisfassent à leurs obligations, assurer les réparations, toucher les intérêts et les arrérages. Mais c'est la commission qui décide du sort des biens. Elle doit être assimilée alors à un conseil de famille et n'est pas soumise à la nécessité de l'autorisation supérieure (Loi du 7 août 1851, art. 8, 9 et 10 ; Loi du 28 pluv. an VIII, art. 4). Elle statue souverainement, sauf homologation du tribunal pour les cas où le Code civil l'exige. Les capitaux, depuis la loi du 20 février 1880, doivent être employés dans le délai de trois mois. Les revenus sont perçus jusqu'à la sortie de l'hospice à titre d'indemnité des frais d'entretien (Loi du 15 pluv.). L'enfant n'est réputé sorti de l'hospice qu'à l'époque de son émancipation, de sa majorité ou de la reconnaissance par ses parents, suivie de retrait, et non par le fait de son placement en apprentissage (Bordeaux, 11 mars 1840). La Cour de Bordeaux a jugé que les revenus excédant les dépenses occasionnées par le pupille devaient profiter aux autres enfants et aux hospices chargés de l'entretien du service. On invoque en faveur de l'opinion contraire un arrêt de cassation du 21 mai 1849 et une considération d'équité; qu'on fait également valoir pour faire mettre en réserve au profit des enfants, les intérêts des économies amassées par eux (1).

(1) En fait toutes ces théories recevront rarement leur application, car il est rare qu'un enfant trouvé ait des biens personnels. La for-

Si l'enfant décède sans héritiers, ses biens appartiennent à l'hospice (Loi du 15 pluv.), qui est affranchi des droits de mutation (Décis. min. du 23 juin 1859). S'il a des héritiers, ils doivent, pour recueillir la succession de l'enfant, indemniser l'hospice de ses déboursés, déduction faite des revenus qu'il aurait perçus.

Depuis la loi du 5 mai 1869 qui a exonéré les hospices, les revenus et successions dont nous venons de parler sont encaissés par les budgets départementaux. Si l'enfant décède en majorité, sa succession est régie d'après les principes généraux de la matière. S'il meurt *ab intestat*, comme il n'a ni ascendants ni collatéraux, il ne peut avoir comme héritier que ses descendants légitimes ou naturels et, à leur défaut, son conjoint ou le fisc. Il peut disposer librement de ses biens au profit de toute personne, ne devant une réserve qu'à ses descendants légitimes ou naturels et non à ses père et mère, à moins qu'ils ne réclament dans le délai prescrit par l'article 329.

N'ayant ni père ni mère aux yeux de la loi, l'enfant abandonné est habile à recueillir tous les legs qui lui sont destinés. Tant qu'il n'est pas reconnu, que sa filiation n'est pas établie, on ne peut lui opposer aucune incapacité. Les héritiers du père, pour justifier l'incapacité de l'enfant légataire ou donataire, ne sont pas plus admis à prouver les liaisons illicites et criminelles du défunt

tune, quelque modeste qu'elle soit, n'est point le lot de ces pauvres déshérités du sort.

avec la mère que l'enfant ne serait admis à établir sa filiation contrairement aux règles du Code.

5° Les parents qui veulent reconnaître et réclamer leurs enfants doivent se conformer aux règles ordinaires.

Pour faciliter leurs recherches, l'article 58 du Code civil dit que sur le procès-verbal constatant la trouvaille d'un enfant exposé et la description des vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant, il sera fait mention de l'âge apparent de l'enfant, de son sexe, des noms à lui donnés et de l'autorité civile à laquelle il sera remis. Mais avant d'exercer aucun droit, les parents devront, s'ils en ont les moyens, rembourser toutes les dépenses faites par l'administration ou par les hospices ; l'enfant est par là soumis à un véritable droit de rétention (Déc. du 19 janv. 1811 ; arrêt. min. du 26 octob. 1813).

Si les parents sont honorables et animés de bons sentiments, ils peuvent être exonérés de tout remboursement. A l'origine, le ministre s'était réservé de statuer sur les remises gratuites. D'après le décret de 1811, ce serait la commission hospitalière qui devrait statuer sur la remise et le préfet sur la question de remboursement ou de non-remboursement. En fait, les inspecteurs en province et le directeur de l'assistance publique à Paris ont centralisé tout le service. L'administration pourra refuser ou ajourner la remise des enfants, si les parents ne lui semblent pas présenter les garanties suffisantes. Si les parents insistent, les tribunaux prononceront après un débat contradictoire. Le plus souvent les parents n'in-

sisteront pas. Mais comme il n'y a pas eu déchéance de la puissance paternelle, la tutelle hospitalière ne pourra pas juridiquement faire échec au droit des parents (1). Si en dehors du père ou de la mère, d'autres parents réclament un enfant, la tutelle hospitalière ne cessera que si ce sont des ascendants, tuteurs légitimes de leurs descendants et tenus envers eux à une obligation alimentaire (2).

Les enfants peuvent de leur côté intenter une action en réclamation d'état, suivant les règles du Code civil. S'ils réclament l'état d'enfants légitimes, ils devront fournir les titres et les preuves indiqués (Code, liv. I, tit. VII, ch. II) : acte de naissance, possession d'état, commencement de preuve par écrit, papiers domestiques. S'ils n'aspirent qu'à l'état d'enfants naturels, ils ne pourront administrer d'autre preuve, vis-à-vis de leur père, qu'une reconnaissance authentique ; à l'égard de leur mère, il leur suffira de faire constater leur identité, s'ils ont un commencement de preuve par écrit. Enfin s'ils tiennent à faire établir une filiation adultérine ou incestueuse, ils devront justifier de leur origine par une preuve judiciaire indirecte.

6° Les commissions hospitalières auxquelles la loi de pluviôse et le décret de 1811 avaient conféré la tutelle des pupilles étaient dans l'impossibilité de remplir la mission qu'on leur avait confiée. Comme l'expliquait

(1) Demolombe, liv. II, n° 397.

(2) Durieu et Roche, *Répert. des enfants trouvés*.

l'enquête de 1860, les membres de ces commissions, choisis parmi la population active du pays, ayant à remplir des fonctions importantes, à satisfaire aux exigences de leur profession, à surveiller la gestion de leurs intérêts privés, ne pouvaient surveiller personnellement les pupilles disséminés dans la campagne. Aussi, dans son rapport de 1849, M. de Watteville constatait les tristes résultats de ce défaut de surveillance sur des adolescents ayant dépassé leur douzième année.

M. de Bondy, préfet de la Seine, d'autre part, disait dans un rapport que parmi les vagabonds qui se présentent pour obtenir des secours de route, c'est-à-dire « le moyen d'errer en France sans but et sans espoir déterminé », un grand nombre sont « des enfants trouvés dont se débarrassent ou s'inquiètent peu leurs hospices respectifs, parce qu'ils ont atteint l'âge passé lequel les pensions cessent d'être payées ».

M. de Watteville disait encore : « Très peu d'enfants trouvés savent lire, encore moins savent écrire. Les filles sont plus difficiles à placer que les garçons, la grande majorité d'entre elles se livrent à la prostitution. »

« L'instruction à donner aux enfants, dit M. Remacle, est une obligation pour la société comme pour les familles pauvres ; si celles-ci la négligent, la société doit-elle la négliger à leur exemple ?... Où est pour la société la garantie que chez les cultivateurs où ils sont placés les enfants apprendront à chercher dans la vie autre chose que leur bien-être personnel, à ne pas se venger sur elle

de la pénurie à laquelle plusieurs d'entre eux sont condamnés ; en un mot à puiser dans de saines doctrines la conscience de leurs devoirs ? L'idée du devoir n'existe pas pour leur intelligence ; ils ont les moyens de vivre, mais ils n'ont pas ceux d'hommes de bien ; et si la société n'a pas à nourrir en eux des vagabonds et des mendiants, elle aura à surveiller leurs fraudes et peut-être punir leurs forfaits... Il y a longtemps que les adversaires des établissements d'enfants trouvés ont reproché à la société de s'épuiser d'efforts en leur faveur pour n'arriver en définitive qu'à peupler les lieux de prostitution et les bagnes... Le but de l'institution est-il rempli ? »

Le décret de 1811 prescrivait bien que les enfants assistés fussent visités deux fois par an par un commissaire spécial ou par les médecins vaccinateurs, mais les commissions hospitalières déjà surchargées ne pouvaient en outre solder des inspecteurs, et les départements, qui depuis la loi de finances de 1817 restaient chargés du paiement des mois de nourrices et pensions, se contentaient de charger des médecins de faire des visites à des époques indéterminées.

La circulaire ministérielle du 12 mars 1839 encouragea la création de nouveaux inspecteurs et demanda qu'en outre de l'inspection des enfants trouvés et abandonnés « ils fussent également chargés, sous le rapport de l'administration et de la comptabilité, de l'inspection des hospices, des bureaux de bienfaisance, des maisons de

secours et de tous les établissements charitables du département ».

« L'inspecteur, ajoutait l'instruction, se rendra souvent dans les lieux où les enfants trouvés ou abandonnés ont été placés, il s'assurera de leur existence et de leur identité ; il vérifiera si les nourrices ne remettent pas à d'autres femmes les nourrissons qu'elles ont obtenus... Il veillera à ce que les enfants reçoivent toujours les soins convenables, à ce qu'ils soient vaccinés, à ce qu'ils soient élevés, autant que possible, dans des principes de religion et de morale, et à ce qu'ils n'aient que de bons exemples sous les yeux. Lorsque les enfants seront plus grands, l'inspecteur devra encore continuer d'exercer sur eux une exacte surveillance et s'assurer que les commissions administratives remplissent à leur égard et jusqu'à leur majorité les devoirs que leur imposent les lois. »

Ainsi donc les inspecteurs, au lieu d'être les agents directs des commissions hospitalières, sont chargés au contraire, pour le compte de l'Etat, de l'inspection générale et de la surveillance des commissions.

La circulaire du 30 avril 1856 s'engagea plus résolument encore dans cette voie. « En dehors des commissions hospitalières et sous votre autorité, écrivait-on aux préfets, l'administration supérieure a pris soin de placer un agent responsable... L'inspecteur départemental est, auprès des commissions administratives, le représentant de votre autorité. Non seulement il doit vous

éclairer sur l'ensemble et les détails du service, mais il doit veiller aussi à ce que ces commissions remplissent, dans toute leur étendue, les obligations que la loi leur impose. Dans le cas où, malgré vos recommandations, la tutelle laisserait encore à désirer, vous devriez prendre des mesures pour lui en déléguer personnellement l'exercice. »

Nous n'avons pas besoin de rappeler cependant que la tutelle avait été conférée par la loi aux commissions hospitalières et non aux préfets, qui n'auraient par conséquent pas dû pouvoir déléguer l'exercice d'un droit qu'ils ne possédaient nullement.

La loi de 1869, en mettant à la charge de l'Etat les frais d'inspection, favorisa la politique envahissante du gouvernement. La circulaire du 3 août 1869 s'en expliquait nettement :

« Le personnel de l'inspection, disait-elle aux préfets, devra, sous votre autorité, prendre plus activement encore la direction du service. Les tournées seront plus fréquentes. C'est l'inspecteur départemental qui vous proposera l'admission aux secours temporaires ; c'est à lui que seront confiés la recherche et l'engagement des nourrices, la préparation et la signature des contrats d'apprentissage, la réalisation des placements de fonds à la caisse d'épargne ; il devra enfin ne demeurer étranger à aucun détail de la tutelle administrative. »

Enfin le décret du 31 juillet 1870 consacra l'exclusion, presque complète, des commissions hospitalières de la

tutelle des enfants assistés. « La mission de l'inspecteur, y est-il dit, ne cesse qu'à la majorité de ses pupilles, etc. »

Les inspecteurs départementaux nommés par le ministre, payés par l'Etat, sont donc les maîtres : ils sont à la fois administrateurs et surveillants, et c'est sur leurs rapports annuels que les conseils généraux règlent le service.

Seul, le conseil général de la Seine résista aux prétentions des inspecteurs nommés en 1875 et sut faire respecter les dispositions de la loi du 10 janvier 1849. Le rapport de 1878 contenait déjà cet avertissement significatif : « Que l'administration administre et que l'inspection inspecte. » Le rapport de 1880 fut encore plus catégorique : « Si l'inspection donnait un avis dans les différentes affaires de l'administration de nos services, elle irait inspecter en province les avis qu'elle aurait donnés à Paris et trouverait naturellement tout pour le mieux dans les actes inspirés par elle ; c'est ce que le conseil général ne veut pas. »

IV. — Les secours aux filles-mères.

La loi de 1869 (art. 5) rangeait parmi les dépenses extérieures les secours temporaires destinés à prévenir ou à faire cesser l'abandon, secours désignés dans le langage administratif sous le nom de secours aux filles-mères. « S'il est de l'intérêt du souverain d'adopter tous les enfants abandonnés, disait Loiseau (1), il lui importe

(1) *Traité des enfants naturels*, 2^e part., liv. II, tit. III.

encore davantage que cet abandon n'ait pas lieu, parce qu'alors il aurait ces enfants pour sujets, sans être obligé de les élever. »

M. de Gasparin, dans un rapport adressé au roi en 1837, s'exprimait dans les mêmes termes : « La débauche peuple sans doute les hospices d'enfants trouvés ; mais la misère est aussi l'une des causes les plus fréquentes des abandons. Si la mère pouvait nourrir son enfant, si, au moment de la naissance, elle n'était pas souvent dépourvue du plus strict nécessaire, elle se déterminerait difficilement à l'abandonner ; si la femme véritablement indigente avait l'espoir d'obtenir un secours alimentaire qui lui permettrait d'élever son enfant pendant les premiers temps, elle le garderait et ne s'en séparerait plus. Il s'agirait donc de remplacer par un bon système de secours à domicile pour la mère les secours que l'on donne aujourd'hui à l'enfant dans l'hospice ; il s'agirait de payer à la mère les mois de nourrice que l'on paye actuellement à une nourrice étrangère. »

La Convention avait déjà distribué des secours de cette nature. « Considérant, disait-elle, qu'il importe à la génération des mœurs, à la propagation des vertus et à l'intérêt public d'encourager les mères à remplir elles-mêmes le devoir sacré d'allaiter et de soigner leurs enfants, etc... » Domat (*Lois civiles*) avait déjà préconisé le système des secours à domicile.

Malgré les encouragements de l'administration supérieure, qui résumait en ces termes (Circ. minist. 27 mai

1856) les avantages de cette mesure : « morale dans son but, efficace dans ses résultats, source d'économie pour le département dont elle diminue les charges en rendant les expositions moins fréquentes, de bien-être pour l'enfant à qui elle assure une affection et des soins que rien ne sauraient remplacer » les secours temporaires n'avaient pas rencontré grande faveur.

« Le sein d'une mère, s'écriait l'inspecteur du département de l'Orne (1), est supérieur au biberon, le cœur d'une mère est plus affectueux que celui d'une nourrice, d'une nourrice qui a du cœur. »

A ce sentimentalisme on peut, d'autre part, opposer les paroles prononcées par M. A. Nicolas dans la commission de 1849 (t. I, p. 366) : « Ce n'est pas le lait seulement que la mère donne à l'enfant, c'est aussi et en même temps son âme, ses vices ou ses vertus. A quelle école mettez-vous l'enfant ? A quels exemples ses yeux, ses oreilles, tous ses sens vont-ils s'ouvrir, s'éveiller, se développer ? Pouvez-vous ne pas en avoir souci au nom de l'intérêt moral de l'enfant, au nom des mœurs publiques, au nom de l'ordre social ?.. En transformant des enfants trouvés en enfants naturels, vous transformez pour la plupart des hommes honnêtes, des hommes utiles, en scélérats... Je repousse votre projet, ajoutait-il, comme fatal à l'enfant, parce qu'il le livre sans retour à la fille-mère, quelle que soit la dépravation de celle-ci, et

(1) Rapport de 1881.

qu'il commet à son égard la pire de toutes les positions, le pire de tous les infanticides, l'exposition à la perversité et l'infanticide moral. »

L'enquête de 1859 et la loi de 1869, en venant appuyer les efforts des inspecteurs départementaux, firent augmenter les admissions aux secours temporaires dans une proportion considérable. Les départements, désireux d'éviter les dépenses d'entretien depuis la naissance jusqu'à la majorité, imposent les secours temporaires à toutes les filles qui veulent abandonner leur enfant. La raison d'être de ces subventions étant d'éviter les abandons et les filles-mères étant principalement celles qui apportent dans les hospices le fruit de leurs fautes, les mères légitimes devaient être à l'origine exclues de ces secours. Mais une tendance vint bientôt les favoriser, par suite de la complaisance des maires et des conseils généraux, les enfants légitimes furent admis au bénéfice de ces allocations, converties pour les besoins de la cause en secours d'assistance. Les inspecteurs, se sentant débordés, commencèrent à réagir contre cette idée que « toute fille pauvre qui a fait un enfant a droit aux secours temporaires ». Mais c'est en vain qu'ils rapelèrent que « l'institution des secours temporaires ne devait ni ne pouvait être complémentaire ni annexe des bureaux de bienfaisance », l'institution a donc dévié de son but primitif.

M. Lafabrègue (1) prétendait que c'était un mauvais

(1) *Des enfants assistés en France*, p. 38.

marché. Les dépenses augmentent rapidement par l'accroissement du nombre des solliciteuses qui savent bien « qu'à la simple menace d'abandon, on subira toutes les exigences », si bien que la dépense de ces secours atteint presque les frais des mois de nourrices et pensions des enfants immatriculés.

CHAPITRE VII

LA LOI DU 27 JUIN 1904.

I. — Genèse de la loi.

Les anciennes législations des enfants trouvés et abandonnés manquaient d'uniformité.

La Révolution avait vainement essayé de généraliser. Elle s'était contentée de poser des principes qui en pratique ne donnèrent aucun résultat sérieux.

La législation du ^{xix}^e siècle, sur le sujet qui nous occupe, n'était point non plus groupée dans un texte précis. Des décrets, des règlements, quelques articles de lois différentes, se contredisant plus ou moins, en constituaient l'ensemble. Depuis la suppression des tours, la façon de recueillir les enfants variait suivant la contrée. Deux départements voisins opéraient de manière différente.

Le législateur de notre époque continuant le mouvement de centralisation issu de l'Empire ne pouvait que se montrer favorable à une loi d'unification.

Une première tentative avait eu lieu en 1849, alors que M. Dufaure était ministre de l'intérieur. Une deuxième tentative fut faite en 1860. Le Conseil d'Etat fit une enquête dans le but d'élaborer une loi générale. La loi

du 5 mai 1869 en sortit ; mais elle ne réglementait que la partie financière.

Des projets de loi vinrent ensuite ; mais sans aucun succès. Entre autres la proposition de loi de M. Béranger de 1877, tendant au rétablissement des tours.

M. Caze demandait également, en 1880, la création d'un orphelinat national. La proposition de Lacretelle, du 3 décembre 1881, tendait à la fondation d'asiles d'enfants trouvés. C'est le 28 janvier 1889 que commença le mouvement législatif qui finit par le vote de la loi du 27 juin 1904.

M. Bruyère fit un rapport remarquable en 1890-1891 au Conseil supérieur de l'assistance publique. Ce rapport, examiné au Sénat, fut remis à M. Théophile Roussel, l'éminent philanthrope auteur de la loi du 7 décembre 1874, sur la protection de l'enfance. Malheureusement la mort vint frapper M. Roussel, ne lui laissant pas le temps de défendre son projet devant la Haute Assemblée. Son œuvre fut reprise et continuée par M. Strauss. Au mois de février 1904, ce sénateur remettait le projet de M. Roussel sur le bureau du Sénat, reproduit en entier avec quelques légères modifications seulement. Voté par le Sénat, il le fut ensuite par la Chambre des députés le 16 juin 1904 et devint, en conséquence, la loi du 27 juin 1904.

Une loi organique venait donc donner l'homogénéité à cette institution des enfants assistés, en voie d'évolution depuis de longs siècles. L'Etat allait imposer son auto-

rité à tous les départements. Son contrôle devenait général. Il n'avait plus à craindre les échecs si souvent renouvelés et nés de la lutte des législations antérieures contre des règlements locaux. La loi ordonne l'application générale du bureau ouvert. En outre elle adopte les tarifs minima quant aux secours temporaires, prix et pensions aux nourriciers. C'est que l'idée qui a guidé le législateur est l'intérêt de l'enfant. L'augmentation considérable de dépenses qui allait en résulter en est une preuve bien certaine.

Il n'y aura plus désormais que des enfants assistés. En fait toutes les catégories d'enfants assistés se résument déjà avant la loi en une seule ; mais la loi nouvelle a donné la consécration définitive et officielle à cet état de choses.

M. l'abbé Lemire avait demandé qu'on distingua entre les enfants assistés proprement dits et les mêmes secours après leur majorité. Cette opinion était partagée par les rédacteurs du projet primitif. La commission du Sénat rejeta cette combinaison pour ne pas rendre les règles de la loi trop étroites. Les enfants de plus de seize ans ne seront pas forcément à la charge de l'assistance publique. Celle-ci bien souvent exercera sur eux une assistance toute morale et tutélaire. Nous en trouvons une application dans la classe si nombreuse hélas ! des enfants soustraits à l'autorité des parents par application des lois de 1889 et de 1898. La tutelle de ces enfants est en effet exercée par l'assistance publique.

La loi de 1904 divise les enfants en deux grandes catégories :

1° Les enfants placés sous la protection de l'autorité publique : enfants secourus, enfants en dépôt, enfants en garde ;

2° Les pupilles de l'assistance soumis à la tutelle. Cette distinction existait en fait, mais n'était nullement précisée par les lois antérieures.

Les premiers, malgré leur situation si différente, étaient confondus avec les enfants abandonnés, bien que la tutelle resta en droit à leurs parents, lesquels étaient d'ailleurs incapables de l'exercer pratiquement par suite de leur incarcération ou de leur hospitalisation.

La loi se préoccupe des situations nécessitueuses, elle cherche à prévenir l'abandon, et pour l'éviter elle va jusqu'à accorder des secours aux parents qui consentiraient à se charger de l'enfant (1).

La rédaction de l'article 6 avait soulevé des discussions lors du vote de la loi à la Chambre des députés. M. de Castelnau fit observer que cet article avait une portée trop générale et prêtait à l'assistance publique le droit d'exercer la tutelle exclusivement en éloignant de cette dernière les sociétés charitables.

Cette interprétation est, en effet, très critiquable car elle arrête les initiatives privées et jette le découragement chez les personnes charitables.

(1) Dans ce cas, les parents gardent la tutelle de l'enfant.

Cependant M. Bienvenu-Martin, rapporteur, et M. Monod, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, vinrent affirmer que là n'était pas le but de la loi. Souhaitons que dans l'avenir cette interprétation soit toujours respectée par l'autorité publique (1).

*
..

Dans un but préventif, la loi de 1904 multiplie les secours temporaires. L'étroitesse des règlements antérieurs n'avait pas permis de donner à cette institution tout le développement désirable. Désormais les femmes délaissées seront encouragées à garder leurs enfants. Un capital important leur sera réservé. Les conseils généraux seront tenus de respecter le chiffre minimum fixé par la loi (art. 55). Le système des secours temporaires est en effet plus économique que le système de l'adoption complète de l'enfant par l'administration. Le premier ne reçoit qu'une aide assez légère et limitée par quelques années, tandis que le second est à charge de l'assistance jusqu'à 14 ans.

L'intérêt des départements est donc d'accorder des secours élevés. Le secours doit profiter à l'enfant et non à la mère. Pour que ce but soit atteint, une surveillance active et rigoureuse devra être constamment exercée.

(1) La collaboration de l'assistance publique et de l'assistance privée est indispensable pour donner de bons résultats. Ce système est d'ailleurs pratiqué dans tous les pays civilisés.

En principe c'est la mère qui recevra le secours en argent ; mais si elle se conduit mal, ces secours seront payés directement à la nourrice, dans le cas où la mère n'allaiterait pas. Toutefois ce point est très délicat ; car il faut éviter de créer l'indifférence de la mère pour l'enfant. Alors le but poursuivi par la loi serait absolument manqué.

Nous avons vu que les législations antérieures, en matière de secours, donnaient souvent la préférence aux enfants illégitimes. Ce n'est qu'assez tard que les femmes mariées ou veuves ont pu recevoir des secours. L'article 7 de la loi a ajouté les femmes divorcées. Le divorce est en effet l'agent destructeur le plus redoutable de l'unité de la famille, que beaucoup d'auteurs distingués estiment comme nécessaire pour éviter un mal qu'ils considèrent comme plus redoutable encore. Ce serait sortir de notre sujet que de critiquer une institution qui lui est apparemment étrangère ; mais qu'il nous soit cependant permis de constater que beaucoup de femmes divorcées, de la classe ouvrière, se voient dans l'obligation impérieuse de demander des secours pour élever les enfants qui leur ont été confiés par le tribunal ayant prononcé leur divorce. Au terme de la loi, le père sera bien tenu de contribuer aux charges ; mais n'étant plus rattaché à la mère par aucun lien, il s'en ira de son côté, se remariera sans doute, et en fait sa contribution aux charges des enfants ne sera plus qu'un leurre. D'autre part la mère, elle aussi, peut se remarier et alors les pau-

vres petits seront quasi abandonnés. Il va sans dire que ces cas seront rares sans doute. Ils n'en existeront pas moins pour la honte de notre société.

Si, dans les classes aisées, les effets du divorce sont nuisibles au développement normal de la famille, dans les classes pauvres ils conduisent quelquefois à un véritable désastre moral.

L'article 7 doit être interprété largement et l'assistance publique doit intervenir chaque fois qu'un enfant est menacé d'abandon. Par extension on doit aussi l'appliquer aux enfants recueillis par des personnes charitables sans fortune et même à des parents de l'enfant.

Toutes ces applications sont logiques et peuvent donner de bons résultats. Si l'État y trouve son avantage par suite des économies qu'il réalise par ce mode de placement, les enfants aussi sont favorisés. Ils auront une famille dès leur plus jeune âge et, plus tard, ils se souviendront moins de leur situation primitive. Combien cet avantage doit être apprécié, si l'on songe à la malheureuse situation de ceux que l'administration a recueillis à leur naissance. Confiés à des personnes honorables, sans doute, mais qui après tout ne sont que des salariés de l'État, on ne trouvera que rarement chez eux l'affection naturelle d'une mère ou d'une personne désintéressée.

La loi de 1904 a une portée générale. Le changement de département est sans effet sur l'allocation des secours. Il n'en était pas ainsi antérieurement à cette loi, le taux et la durée des secours variaient avec chaque départe-

ment, Les conseils généraux étaient maîtres en cette matière (1).

Les dispositions de la loi de 1904 auront certainement pour effet d'améliorer la condition des enfants malheureux dans le pays tout entier à condition toutefois que leurs applications ne soient pas trop étroites. Il est indispensable de leur donner la portée la plus large. Les pouvoirs publics ont d'ailleurs adopté ce principe à l'origine. Une circulaire du 15 juillet 1904 s'exprime en effet ainsi : « L'administration aura-t-elle fait tout son devoir à l'égard de l'enfant lorsqu'elle sera arrivée par l'allocation d'un secours de premier besoin, d'une layette et d'un large subside mensuel, à déterminer la mère à renoncer à l'abandon ? Non, il lui restera encore, et ceci est très important, à prêter son appui moral et ses conseils à la mère, soit directement en l'aidant à trouver du travail, en lui donnant des conseils au sujet de l'hygiène et de l'alimentation de l'enfant, soit indirectement en la mettant en relations avec des œuvres qui la prendront sous

(1) Une circulaire du ministre de l'intérieur du 25 avril 1906 a fixé cette interprétation :

« Il est donc bien entendu, dit la circulaire, qu'un enfant peut recevoir le secours préventif d'abandon si son père et sa mère sont encore vivants et même s'ils ne sont pas séparés. Il n'y a aucun enfant auquel le secours puisse être refusé sous prétexte qu'il ne rentre pas dans certaines catégories déterminées, prévues par la loi... Doivent être considérés comme remplissant les conditions prescrites pour être secourus, les pauvres petits dont les parents repoussent avec énergie toute pensée d'abandon et qui, cependant, si un secours leur était refusé, se trouveraient exposés à périr de misère. »

leur protection et l'assisteront matériellement et moralement. »

L'organisation du service des enfants assistés dans le département de la Seine pourra donner des idées et même servir de modèle aux conseils généraux des autres départements. Bien avant la loi de 1904, la ville de Paris avait accordé et même prodigué les secours temporaires bien au delà des limites réglementaires.

L'histoire nous a laissé de grands exemples de charité accomplis à Paris. Si la richesse abonde dans notre capitale, la misère par contre, y étale ses horribles plaies bien plus qu'ailleurs. C'est du contact de ces deux choses si profondément différentes que jaillit la sublime étincelle qu'on nomme la charité.

*
* *

Les abandons ont lieu désormais sans enquête dans toute la France. Il n'y a plus de formalités gênantes à accomplir par le déposant, pas même la production d'un bulletin de naissance, malgré tous les inconvénients qui pourraient en résulter par la suite pour l'enfant. On ne connaîtra pas exactement son âge ; sa filiation, son origine, tout cela restera ignoré. Par crainte de l'infanticide, le législateur a été jusqu'à sacrifier l'état de la personne. Si la suppression de l'état civil est grave, la suppression de l'enfant est bien plus grave encore. Entre deux maux dont l'un est impossible à éviter, on cherche toujours le moindre.

Lors de l'abandon de l'enfant par le tour, le résultat était le même. Ce dernier procédé avait cependant un avantage sur l'autre ; le tour était muet par définition. Peut-on affirmer ce mutisme dans le dépôt à bureau ouvert ?

L'abandon ne suit pas toujours la naissance de l'enfant. Ce cas est assez rare. La mère luttera de tout son pouvoir contre l'idée de se séparer de son enfant. Ce n'est que vaincue par la misère qu'elle prendra cette grave détermination. Par suite l'état civil de l'enfant sera déjà établi, lorsqu'il sera confié à l'assistance publique.

La loi de 1904, en ce qui concerne le bureau ouvert, fixe à 7 mois la limite de l'âge de l'enfant. Après cet âge les conseils généraux seront libres d'enquêter comme par le passé.

La procédure de l'abandon est toute simple. L'article 9 de la loi prescrit trois questions :

- 1° Le nom de l'enfant ;
- 2° La date de sa naissance ;
- 3° Le lieu de sa naissance.

Le préposé est tenu de faire observer avec ménagement les conséquences presque toujours irrémédiables de l'acte d'abandon, cherchant à décider la mère à reprendre son enfant. Ces formalités sont utiles sans doute, mais superflues. Si le système d'abandon par le tour avait des défauts, il était certainement supérieur au système actuel sur ce dernier point.

II. — Tutelle. — Placement. — Surveillance.

Les législations antérieures à la loi de 1904 confiaient la tutelle des pupilles de l'assistance publique à des commissions hospitalières. En fait elle était exercée par les inspecteurs rétribués par l'Etat. Cette pratique ne donnait que des résultats médiocres, vu le trop grand nombre de pupilles. La loi nouvelle a confié cette tutelle aux préfets avec faculté de déléguer leurs fonctions de tuteurs (1). Il fallait aussi réorganiser le conseil de famille. M. Bruyère proposait au Conseil supérieur de l'assistance de choisir les personnes suivantes :

1° Deux conseillers généraux élus par le conseil général ;

2° Un des juges de paix du chef-lieu départemental ;

3° Un membre de la commission administrative des hospices du chef-lieu élu par ses collègues ;

4° Un membre de la commission administrative du bureau de bienfaisance du chef-lieu ;

5° Deux membres élus par les personnes désignées ci-dessus et choisis parmi les gens s'occupant d'œuvres de bienfaisance. On prétendait, et à juste titre, qu'un semblable conseil de famille serait difficile à réunir. On songea un moment à revenir aux commissions hospitalières ; mais on objecta que ces dernières avaient trop souvent fait preuve d'incapacité en matière de tutelle.

(1) En fait le préfet délègue toujours la tutelle aux inspecteurs et sous-inspecteurs.

Enfin l'article 12 dispose que le conseil de famille sera formé par une commission de sept membres élus par le conseil général et renouvelés tous les quatre ans. On a ici appliqué l'article 407 du Code civil juge de paix compris, quant au nombre de membres.

La convocation du conseil de famille est faite par le préfet. Le juge de paix n'a pas à intervenir. Il n'y a pas de subrogé-tuteur. Ce dernier ne servirait à rien attendu que la divergence d'intérêts ne peut pas se produire, le préfet n'ayant jamais de fonds à sa disposition. Si le pupille possède des biens, ce qui est très rare, ces biens sont administrés par le trésorier-payeur général dont le cautionnement répond de la bonne gestion (1). Dans le département de la Seine, la tutelle est, comme par le passé, attribuée au directeur de l'assistance publique et les biens du pupille, s'il en a, sont gérés par le receveur de cette administration.

Il arrive quelquefois que les parents de l'enfant se font connaître et demandent à le reprendre. De graves conflits se sont produits sur ce point entre des particuliers et l'assistance publique, conflits qui ont donné lieu à des polémiques violentes de la part de certains journaux. Ce point est bien délicat. L'administration assistante ne peut pas bénévolement se dessaisir de l'enfant pour le confier à ceux qui l'ont abandonné. Il est vrai que cet

(1) A l'heure actuelle, il n'a pas encore été fait d'application de ce système. On attend, depuis le vote de la loi, un décret pour en faire l'application.

abandon est bien souvent le résultat d'un cas de force majeure et ceux qui le réclament peuvent être innocents. Exemple : les grands-parents, la mère elle-même revenue à meilleure fortune. Le préfet est juge de la situation, et avant de se prononcer en faveur de la remise, il aura à se rendre compte de la force des liens qui peuvent relier l'enfant à ses nourriciers. L'intérêt de l'enfant seul doit être envisagé. Cet intérêt peut être moral ou pécuniaire. En brisant le lien d'affection qui l'attache à sa famille adoptive, on risque de le pousser au désespoir ; s'il a déjà l'âge de raison, il comprendra facilement que ceux qui le réclament ont eu le tort de l'abandonner. Rien que cette pensée suffira pour empêcher tout sentiment affectueux de naître. Tout cela ne s'apprécie point en quelques jours. Aussi le législateur de 1904 a-t-il agi sagement en permettant des remises à l'essai. Pendant ce temps l'administration surveillera les parents. L'expérience ne peut durer plus d'un an ; mais ce temps sera suffisant pour se former une opinion sur la situation de l'enfant. La décision viendra ensuite pour la négative ou pour l'affirmative. Lorsque l'enfant est déjà grand, il doit être consulté ; toutefois cette consultation reste souvent lettre-morte.

En voici un exemple : la première chambre civile de la Seine par jugement en date du 17 février 1905, a refusé de ratifier la décision du conseil de famille de l'assistance publique, déclarant « qu'on ne saurait faire grief à la mère d'avoir abandonné son enfant, y ayant été contrainte par

une force indépendante de sa volonté, la misère, et qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux sentiments de répulsion exprimés par un enfant de dix ans, sentiments que le tribunal ne saurait encourager ».

Les parents qui sont autorisés à reprendre leur enfant doivent rembourser à l'assistance publique les dépenses qu'elle a faites. Cela paraît juste au fond et cependant ce sera souvent un obstacle à la reprise de l'enfant, pour des raisons multiples qu'il serait trop long de traiter ici.

L'article 7 de la loi permet de répartir la somme en versements mensuels portant sur une ou plusieurs années. L'indigence des parents ne doit pas être un obstacle, leur bonne volonté constatée suffit. Dans tous ces cas l'administration doit agir avec une grande circonspection. Nous l'avons déjà dit, l'intérêt de l'enfant doit être son seul guide. Son rôle sera toujours très délicat attendu qu'il ne faut pas aggraver une situation déjà très précaire par des maladresses ou par des erreurs qui pourraient être irréparables.

En ce qui concerne le placement des enfants, la loi de 1904 n'a rien innové, elle s'est bornée à confirmer la législation antérieure. Le séjour de l'enfant à l'hospice dépositaire est le plus court possible. La précarité de son état de santé doit être la seule cause de son maintien dans l'établissement.

C'est le préfet qui doit désigner l'hospice dépositaire avec avis conforme du conseil général et du conseil d'hygiène départemental.

Pourquoi un hospice ? N'aurait-on pas pu créer un établissement *ad hoc* ? C'est ainsi que le projet de loi réclamait cette création (1), seulement ici encore, des considérations d'ordre financier ne permirent pas cette innovation. On craignait de grever outre mesure le budget départemental. Les commissions hospitalières n'ont à ce sujet aucune voix au chapitre. On les consulte pour la forme. Il est à craindre qu'elles n'accueillent avec mauvaise grâce cette désignation qui leur imposera le sacrifice de deniers qu'elles désireraient affecter à d'autres œuvres. Puisque la loi permet d'éluder complètement leurs conseils et leur ingérence, il eût été juste de ne rien leur demander.

Les frais de séjour de l'enfant dans l'établissement en question sont remboursés par le département, mais les dépenses occasionnées par l'installation du bureau et son fonctionnement sont à charge de l'hospice. Quand les dépenses sont très grandes, le département y participe en fait, mais il n'y est pas forcé.

Il en est résulté ceci : C'est que pour éviter les contestations qui pourraient naître de part et d'autre, dans beaucoup de départements les dispositions de l'article 19 sont restées lettre morte et ce qui ne devait être que

(1) « Par elle seule, l'on obtiendra tout le degré utile de spécialisation, l'agencement le plus hygiénique des locaux, le recrutement du personnel le plus apte, et le maximum d'entraînement de ce personnel ; maître chez lui, le département ne serait pas arrêté dans l'œuvre de réforme comme il l'est aujourd'hui par les objections financières des commissions administratives. »

provisoire tend à devenir définitif. Tout cela est fort regrettable, car avec tout le confort que donne la science moderne, il eût été facile de créer des installations en rapport avec le but à atteindre. La population diminue de plus en plus dans notre pays, la protection de l'enfance doit être le souci constant du législateur et de l'administration. Si l'on tient à assurer, non seulement l'avenir de la France, mais encore son indépendance, il ne faut reculer devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agit de ses forces vives et sa plus grande force est assurément son capital humain. Toute économie mesquine, toute négligence quelconque à ce sujet est à l'heure présente une faute grave contre la Patrie.

Le département du Nord seul s'est conformé aux desiderata du projet de loi. Un vaste établissement y a été édifié, constituant non seulement le bureau ouvert, mais encore de vastes salles, cours, jardins, etc., où les enfants peuvent séjourner plusieurs mois avant leur placement à la campagne. Les enfants faibles et débiles y reçoivent des soins spéciaux à leur état sanitaire.

Cette belle installation a nécessité une dépense de neuf millions au département. C'est là un exemple à suivre; mais il faut considérer que la plupart des départements sont à l'heure actuelle bien incapables d'un pareil effort, leur budget laissant trop à désirer.

Comme par le passé, on placera l'enfant de préférence à la campagne. Ici encore le meilleur guide sera l'intérêt de l'enfant.

On devra s'inspirer de ses aptitudes et de ses goûts et le diriger vers une profession en rapport. Lorsqu'il s'agit des pupilles de l'assistance publique, cela ne présentera pas trop de difficultés, mais pour les enfants moralement abandonnés, il n'en sera plus de même. On aura souvent à compter avec la mauvaise éducation première de l'enfant, avec les vices contractés dans l'abandon moral qui a précédé la tutelle de l'assistance. Il faudra donner une nouvelle orientation à sa jeune intelligence. S'il est encore dans la première enfance, il y aura chance de réussite immédiate, mais s'il a dépassé cet âge, il est à craindre qu'il ne persiste dans ses mauvais penchants et ne tombe plus tard dans le déclassement.

Là encore l'administration de l'assistance publique fera bien, si elle en a l'occasion, de confier ces enfants à des mains charitables. A des associations de bienfaisance qui, par leur désintéressement, par leur sage organisation, par leur désir ardent de faire le bien, seront plus aptes qu'elle à choisir des familles ou des milieux capables de ramener dans la bonne voie ces pauvres déshérités parfois aussi bien doués que les enfants nés dans l'opulence et qui ne demandent avec le pain quotidien, qu'un bon guide pour diriger leurs débuts dans l'âpre lutte de la vie.

Il existe en France de nombreuses sociétés qui s'occupent, à divers titres, de l'enfance délaissée. Leur nombre est d'ailleurs trop grand pour que nous puissions le

citer toutes ; qu'il nous soit permis d'en citer seulement une qui, en raison de l'extension qu'elle a prise depuis quelques années et vu son importance actuelle, mérite une place toute spéciale dans cette étude. Nous voulons parler de l'œuvre fondée après la guerre de 1870, par M. Georges Bonjean et transformée plus tard (1883) en société. Cette œuvre admirable, toujours dirigée par son généreux et infatigable fondateur, a déjà rendu et est appelée à rendre par la suite les plus grands services, non seulement aux enfants abandonnés, mais encore à ceux qui ont leur famille.

Chez la créature humaine la plus perverse, la plus rebelle à l'honneur et à la vertu, voire même la plus dépravée, il reste toujours une fibre pour le bien et la saine raison. Le mal, le vice même, n'arrive point à submerger ce germe bienfaisant que le Créateur a mis dans la conscience de sa créature : c'est ce que M. Bonjean, en psychologue émérite, a su découvrir et mettre à profit.

Toute sa méthode repose sur cette généreuse idée : traiter les enfants révoltés et incorrigibles par la confiance, jusqu'au point de leur faire oublier à eux-mêmes leurs propres fautes et leurs propres vices. Leur faire croire qu'ils n'ont été que des égarés et non des coupables, que la société ne les a nullement rejetés de son sein, mais au contraire qu'elle leur tend les bras pour leur tout pardonner.

C'est l'oubli du passé, c'est l'envolée de ces jeunes âmes vers une vie nouvelle et honnête.

Des milliers d'enfants sortis incorrigés des prisons de la Petite Roquette et des colonies correctionnelles sont devenus ainsi par la suite de braves et honnêtes gens.

Ces moyens sont simples en somme, faciles à appliquer, mais il faut avoir le zèle et la patience du généreux philanthrope qu'est M. Bonjean pour atteindre le but proposé.

Ces moyens ne donneraient aucun résultat appréciable entre les mains de l'assistance publique, attendu qu'il faut pour appliquer cette méthode un personnel absolument dévoué à l'œuvre, ayant hautement conscience de sa tâche et capable de préférer les services rendus à la société à son salaire journalier. Un pareil dévouement ne saurait exister que rarement chez les fonctionnaires publics.

Parmi les enfants placés, ils s'en trouvent de plus favorisés les uns que les autres. Certains tomberont dans des familles presque aisées, aux mœurs irréprochables. Ceux-là n'auront que le bon exemple sous les yeux. D'autres, moins avantagés, iront dans les familles apparemment aussi respectables que les premières, mais présentant cependant l'exemple de la désunion et du relâchement moral. A moins d'être des natures d'élite, ces enfants subiront l'influence inévitable du milieu dans lequel ils sont appelés à vivre et naturellement leur avenir s'en ressentira. A cela, il n'y a rien à faire. Même les enfants qui ont une famille n'échappent pas à cette loi naturelle inéluctable qui oblige tout être humain à accepter sa con-

dition et sa classe sociale en naissant. La vie est un lot plus ou moins avantageux.

L'assistance publique, au moyen de ses inspecteurs, les associations charitables même, malgré leur zèle, n'arriveront pas à vaincre ces difficultés qui cependant peuvent être corrigées en partie par la sollicitude de l'assistance privée ou des deux assistances agissant de concert.

Il y a lieu de surveiller étroitement le placement de l'enfant. Autrefois l'inspecteur se contentait de se faire présenter l'enfant de temps à autre par ses nourriciers, la loi de 1904 lui ordonne de se rendre au domicile de l'enfant pour l'interroger, voire même le surprendre, afin d'éviter toute réponse suggérée par les nourriciers. C'est là une sage mesure, mais qui ne suffira pas, attendu que les visites seront rares (1).

Il faudra assurer la continuité du placement, pour cela on maintiendra autant que possible l'enfant chez ses nourriciers. C'est le meilleur moyen de lui créer une famille adoptive.

Le projet de la loi de 1904, dans son exposé des motifs, dit en substance ceci : « Toutes les fois que l'on peut laisser le pupille à celui auquel il avait été confié, toutes les fois que le nourricier peut devenir aussi le patron, il convient d'adopter ce parti ; c'est l'application même de la méthode, ce n'est que grâce à la permanence du pla-

(1) Le règlement prescrit une visite au moins par année et en fait il n'y en a guère plus d'une.

cement qu'on a la chance de créer à l'enfant une famille d'adoption. »

L'article 26 dit que le pupille restera chez son gardien à moins que son intérêt ne s'y oppose.

L'intérêt de l'enfant ne sera pas toujours le gain ; l'affection et autres garanties d'ordre moral lui seront plus précieuses qu'une situation lucrative. Presque toujours il saura le comprendre. La loi recommande avec raison le placement à la campagne.

C'est en effet dans les professions agricoles que l'enfant trouvera le plus de garanties morales. La vie familiale y est plus accentuée, les vieilles mœurs patriarcales y subsistent toujours. La communion d'idées et d'intérêts y facilite les relations et donnent à l'aide mutuel une vigueur que la grande ville ignore. Loin des agglomérations d'individus imprégnées de vice et de misère par le contact des richesses et du luxe, la vie des champs coule plus paisible et plus calme. Elle a bien ses tares, elle aussi ; mais elles sont insignifiantes à côté de celles de la grande ville.

La surveillance des pupilles d'assistance publique est exercée, dans chaque département, par des inspecteurs, sous-inspecteurs et commis d'inspection. Cette surveillance a lieu sous l'autorité directe du préfet. Le conseil général peut y faire adjoindre des dames visiteuses. Tout ce personnel est assez largement rétribué.

Lors de la discussion de la loi au Sénat, M. de Carné voulait que ces fonctions fussent gratuites ; son amendement proposé en ce sens fut repoussé.

Il est surprenant que dans un pays comme le nôtre, qui a la réputation de posséder au plus haut degré l'esprit de générosité et l'esprit de sacrifice, on soit dans l'obligation de rétribuer des personnes pour exercer cette surveillance, lorsqu'il y a tant de philanthropes qui ne demanderaient pas mieux que de le faire gratuitement.

On a objecté que ce système donnait de médiocres résultats, que les personnes préposées à ces occupations sur leur demande, pleines de zèle au début de leur mission, se fatiguaient vite, que d'ailleurs c'était une porte ouverte aux abus et aux intrigues confessionnelles.

On a été jusqu'à dire que les opinions politiques jouaient un rôle considérable dans ce mode d'assistance. Toutes ces raisons sont-elles bien sérieuses ? A t-on fait un loyal et persistant essai de ce système ? A vrai dire il faudrait, pour le pratiquer utilement, que l'assistance publique fût décentralisée.

Il y a en France des familles entières qui ont pris pour règles le soulagement des malheureux et qui de génération en génération s'y sont consacrées. Les membres de ces familles seraient tous désignés pour exercer ces délicates fonctions.

Le législateur a objecté qu'il fallait exiger du personnel d'inspection des connaissances spéciales et une bonne instruction. Ces exigences ont bien leur raison d'être ; mais ce qu'il faut surtout c'est du tact, du zèle et la volonté ferme et persistante de faire le bien.

Les personnes placées à la tête des sociétés de bien-

faisance, ou celles qui, favorisées par la fortune, désirent pratiquer la charité, sont les plus aptes à ces fonctions si délicates.

On a souvent critiqué et on critique encore tous les jours dans le public notre système d'assistance. On prétend que sur les sommes destinées au soulagement des malheureux, une grosse partie est distraite de sa destination primitive pour être affectée aux rétributions d'un personnel exagéré. Il y a là assurément matière à critique et pour éviter cette dernière, le meilleur moyen de réforme serait la création d'un système mixte qui consisterait à rendre gratuites toutes les fonctions qui n'exigent pas une occupation absolument quotidienne (1) telles que l'exigent les fonctions de comptable, d'infirmier ou d'infirmière. Il est indiscutable qu'on arriverait ainsi à augmenter considérablement la part des assistés (2).

Au point de vue financier, les dispositions de la loi de 1869 sont abrogées. Il n'y a plus de distinction entre les dépenses intérieures et les dépenses extérieures. Les dépenses d'inspection et de surveillance sont complètement à charge de l'Etat.

(1) Ce sont précisément les rétributions, en général très élevées, de ces fonctions qui grèvent le plus le budget des pauvres.

(2) En France les membres des bureaux de bienfaisance ne sont pas rétribués. Dans les pays suivants : Allemagne (Système d'Elberfeld). Angleterre, Suède et Norvège, la direction et l'inspection de l'assistance publique est gratuite. Dans le système d'Elberfeld, on ne peut devenir fonctionnaire ou représentant de la cité qu'à condition d'avoir été curateur des pauvres (Congrès international de 1900, assistance publique, 1^{er} volume, p. 200 et 201).

La répartition des dépenses du service est ainsi fixée :
Deux cinquièmes à l'Etat.

Deux » au département.

Un » aux communes.

Comme on peut le voir, la contribution de l'Etat aux dépenses des enfants assistés a été considérablement augmentée par les dispositions de la nouvelle loi. Ce n'est pas sans difficultés que ce résultat fut obtenu lors du vote de la loi. Il fallait en effet demander ce supplément de dépenses aux contribuables. M. Strauss insista énergiquement en faisant remarquer que la loi avait une portée générale et la nation tout entière devait contribuer au surcroît de dépenses qu'elle allait occasionner.

En fait, d'après les prescriptions de la loi de 1869 les départements et les communes supportaient presque en entier les dépenses, les capitaux exigés pour ces dernières n'en sortaient pas moins de la bourse des contribuables ; car payer l'impôt au département, à la commune ou à l'Etat, il n'en faut pas moins le payer et le résultat est le même pour le contribuable. Cependant il faut bien reconnaître que le service d'inspection ayant été réorganisé et par suite beaucoup augmenté, la contribution de l'Etat a dû, elle aussi, suivre cette proportion. En appliquant l'amendement de Carné on eût réduit les dépenses, et les sommes économisées ainsi auraient pu être employées partie à l'établissement de bureaux d'admission, partie à l'augmentation de bien-être des enfants placés.

En sus de la contribution de l'Etat, des départements et des communes, le budget des enfants assistés reçoit encore une partie du produit des amendes de police correctionnelle. Ce produit est de un quart.

Il faut aussi y ajouter le revenu des dons et legs. Ces deux dernières ressources existaient déjà sous l'ancienne législation.

M. Roussel, dans son rapport au Sénat, demandait que le montant des libéralités faites aux enfants assistés fut entièrement affecté à constituer des dots de mariage à ces derniers. Les articles 41 et 51 décident que les biens du pupille décédé sans héritiers, ainsi que les dons et legs sans affectation spéciale, réalisent ce vœu malgré le texte de l'article 45 semblant les contredire et qui en réalité ne fait qu'indiquer le mode de calcul et de répartition des dépenses.

Ces deux articles créent un principe nouveau. On n'avait, en effet, jamais songé à faire des dots aux pupilles de l'assistance publique. L'idée est excellente à condition de ne pas rester lettre-morte. Ces pauvres enfants pourront ainsi, comme ceux qui sont nés et élevés dans leur famille, se trouver en possession d'une petite somme lorsqu'ils désireront fonder une famille et leur condition leur semblera d'autant moins dure qu'elle se rapprochera ainsi de la condition des autres enfants.

Sous l'empire des anciennes législations c'était l'hospice qui héritait des enfants assistés morts sans laisser de postérité. En fait les enfants trouvés recevaient bien

une part de cet héritage puisqu'ils participaient pour leur entretien aux recettes de l'hospice. Mais c'était indirectement et pour une part extrêmement minime. Le système créé par la loi de 1904 est simple en lui même et conforme à l'évolution ; mais quand donnera-t-il des résultats sérieux ? (1)

III. — Les articles 349 à 353 du Code pénal.

En terminant cette étude, il nous reste à citer une loi sur la protection de l'enfance qui, elle aussi, a bien son importance. C'est la loi du 19 avril 1898 incorporée au Code pénal dans les articles 349, 350, 351, 352 et 353. Bien que cette loi ne rentre pas directement dans notre sujet, nous ne pouvons cependant la passer sous silence, attendu qu'elle vise particulièrement les délits contre l'enfance abandonnée physiquement et moralement.

Le législateur, ému des cas si nombreux de délaissement et d'exposition d'enfants, en faisant cette loi, a tenu à préciser les cas d'exposition déjà prévus par le Code pénal, et à rendre plus rigoureuses les peines qui les répriment.

La loi tient surtout compte des liens qui rattachent l'enfant au délinquant et aggrave le délit en conséquence jusqu'au point d'en faire un véritable crime réprimé par la peine de mort.

Toute la pénalité de la loi est basée sur quatre points

(1) Il n'a encore été fait aucune application de ces idées.

principaux : 1° Abandon dans un lieu solitaire ; 2° Abandon dans un lieu non solitaire ; 3° L'abandon a-t-il déterminé la mort de l'enfant ou une incapacité ? 4° L'abandon n'a-t-il produit aucune incapacité ?

Cette législation, dont le but est de faire cesser les abandons, est très louable ; cependant il est à craindre qu'elle ne conduise parfois à l'infanticide. Il faut aussi tenir compte de ceci, c'est que l'enfant sera presque toujours abandonné dans un lieu solitaire pour la raison bien simple que celui qui veut s'en débarrasser ne tient pas à être vu. En ce qui concerne les nouveau-nés, si le tour existait encore, beaucoup de ces abandons seraient évités.

CONCLUSION

Dans les sociétés primitives les enfants trouvés et abandonnés ne peuvent attendre aucun secours de leurs semblables.

Aucune organisation sociale, aucune institution n'existe pour leur venir en aide ; ils s'élèvent comme ils peuvent, toujours au caprice du hasard. La plupart décèdent dans les premiers mois qui suivent leur naissance quand ils ne sont pas immédiatement mis à mort par leurs auteurs. Cela n'a rien de bien surprenant, si l'on songe que l'enfant né et élevé dans la famille est lui-même livré au bon plaisir de ses père et mère, sa vie est considérée comme leur chose et ils peuvent en disposer à leur gré.

Avec le temps des idées plus humaines se font jour. La protection de l'enfant dans la famille est rendue obligatoire par les lois.

Bientôt ces mêmes lois ne permettront plus au père de disposer, voire même par le châtiment, de la vie de son enfant. L'infanticide, tout comme l'homicide, deviendra un crime réprimé par la peine capitale. Cette évolution marquant une étape de la civilisation réfléchira sur la condition des enfants sans famille. Ceux-ci seront par

contrecoup directement protégés par la société. Reste à savoir comment ils seront protégés.

La civilisation n'est point l'œuvre d'une époque. Elle a dû franchir lentement, échelon par échelon, les obstacles qui lui barraient la route. C'est ainsi que le principe d'assistance et de protection sociale une fois admis pour les enfants abandonnés, le douloureux problème n'a pas été résolu pour cela. Il fallait des institutions, une organisation greffée sur ce principe pour lui faire produire des effets avantageux. Le christianisme naissant apporta avec lui ces institutions en conformité absolue avec sa sublime doctrine. La création de ces institutions était certes un grand pas vers le progrès, mais ce n'était pas suffisant, il restait à organiser et à généraliser. Cela était bien plutôt l'œuvre du pouvoir laïque que la sienne. L'Église pouvait sur ce point être influente, mais elle n'était nullement toute puissante (1). C'était au pouvoir central à organiser. Malheureusement ce dernier ne fut qu'un mythe pendant de longs siècles. La féodalité envahissant la France de tous les côtés n'avait su apporter avec elle que l'anarchie, aussi les institutions de bienfaisance ne revêtirent-elles qu'un caractère purement local pendant cette longue période de désordre et d'obscurité.

Il faut donc attendre la reconstitution de la puissance royale pour arriver aux premiers germes de l'unité législative. Si cette unité se fit sentir dans les anciennes lois,

(1) Glasson, *Hist. du droit et des institutions de la France*.

ce ne fut pas dans celles ayant trait aux enfants assistés ; car il faut arriver jusqu'au règne de Louis XIV pour en trouver des vestiges appréciables (1). La Révolution française, voire même l'Empire dans sa rage de tout concentrer, n'étaient pas cependant arrivés à briser ce caractère local de l'assistance publique des enfants. Ce n'est que de nos jours, en 1904, que l'institution s'est vraiment généralisée.

Dans cette longue évolution, les enfants abandonnés se sont vus tour à tour confiés aux seigneurs hauts-justiciers, aux hospices, aux provinces qui les rejettent vers la capitale, aux communes, aux départements. Sous l'ancien droit, c'est à qui éludera cette charge malgré le noble effort tenté en leur faveur par de généreux philanthropes, dont Saint Vincent de Paul est le grand précurseur.

L'Eglise, fidèle à ses principes, ne s'est pas cependant relâchée un moment de son rôle charitable. Ses asiles, ses hospices, ses couvents se sont ouverts devant le faible enfant dénué de ressources et de protection. Tout cela n'a pas suffi néanmoins à donner aux enfants abandonnés tous les secours physiques et moraux que la société leur doit.

La législation nouvelle les leur donnera-t-elle ? Il faut l'espérer. L'esprit de cette législation est excellent en lui-même et conforme aux idées humanitaires de notre

(1) Edit de juin 1662.

époque, mais il faut aussi tenir compte des moyens dont dispose la société actuelle et de l'interprétation de cette législation. Son application, dans certains cas, peut conduire à des résultats contraires à ceux que le législateur avait espéré, dans d'autres cas, cette application restera sans résultats appréciables. Ce n'est pas la première fois que l'on constate ces contre-sens dans nos lois.

La législation moderne a supprimé le tour. Beaucoup de personnes ont cru que l'usage de cet instrument était barbare. Assurément ce système de dépôt, tel qu'on le pratiquait, était loin de réaliser la perfection. Dans beaucoup de villes les tours n'étaient pas surveillés, on y déposait parfois des enfants morts. De plus on reprochait au tour de rompre à jamais le lien existant entre l'enfant et ses auteurs.

Il n'est pas permis d'oublier que s'il avait des inconvénients, il avait aussi des avantages et le plus grand de tous était son mutisme parfait, la preuve vivante de la faute commise disparaissait avec le mouvement de rotation de l'instrument. L'infanticide était évité.

Il ne suffit pas de protéger l'enfant après qu'il est né, mais encore il faut songer à cette protection avant sa naissance, car l'égarement d'une femme qui craint le déshonneur peut la conduire aux pires extrémités.

Si le tour a subsisté de si longs siècles (1), c'est qu'on

(1) L'installation des premiers tours remonte au *xv^e* siècle à Trèves et dans quelques villes de l'Italie.

avait reconnu son utilité. Avec les merveilleux éléments que la science nous a révélés depuis vingt-cinq ans, il serait possible de perfectionner ce mode de dépôt dont la parfaite discrétion éviterait bien des infanticides.

Par l'admission à bureau ouvert le moyen est moins radical. Pour la mère à bout de ressources qui n'a aucune raison de cacher sa maternité, il vaut mieux que le tour. En s'adressant au bureau de dépôt, elle trouvera quelqu'un à qui parler, qui l'encouragera, lui faisant entrevoir le jour où, revenue à meilleure fortune, elle pourra reprendre son enfant, lui indiquant discrètement les moyens de le suivre par la pensée jusque-là. Cette mère s'en ira le cœur meurtri de douleur, mais aussi débordant d'espérance pour le jour où elle pourra revendiquer ses droits de mère sur le pauvre petit être.

Pour la femme qui veut cacher sa maternité à tout prix, qui rejette par avance le fruit de ses entrailles, le tour sera la suprême délivrance. Pas une voix humaine ne sera là pour la blâmer ou l'encourager. Tout contact avec les représentants de l'administration publique sera évité. Cette femme aussi quittera le tour avec le cœur plein d'espérance, mais de faire oublier sa faute en se faisant une vie nouvelle. Etrange sentiment pour une mère que celui de se débarrasser en toute hâte de son propre enfant ; mais bien humain cependant si l'on songe qu'elle n'a point conçu pour élever. Prise au piège d'un séducteur, ou bien encore poussée à la faute par le vice, par une passion aveugle et passagère, elle n'a qu'un but : faire disparaître le fruit de ses méfaits.

On objectera que le tour provoque à l'abandon, cette objection est malheureusement admissible ; mais réflexion faite, l'abandon de plusieurs enfants, ou même d'une grande quantité, est préférable à la mort d'un seul. De plus il y a limite à tout. L'amour maternel et crainte d'une rupture irrémédiable du lien qui relie la mère à l'enfant seront de précieux correctifs.

Il y aurait lieu d'adjoindre le tour à l'établissement de dépôt à bureau ouvert. De cette façon, chacun des déposants userait du moyen qui lui convient le mieux et la mère coupable du crime d'infanticide n'aurait plus aucune excuse à faire valoir devant la cour d'assises. Toutes ces installations exigeraient évidemment un surcroît de dépenses ; mais nous l'avons déjà dit, il ne faut rien négliger pour maintenir et même augmenter si possible notre population. Si nous voyons la chose à un point de vue moins rationnel, il ne faut pas qu'il soit dit qu'à une époque de progrès comme celle où nous vivons, à une époque où à tout propos, dans les discours politiques, philosophiques aussi bien que religieux, on affiche et on proclame sans réticence des idées nettement humanitaires, la société se désintéresse un seul instant de ces pauvres petits êtres abandonnés. Ils n'ont point demandé à naître. En entrant dans la société dans le dénuement, il ne faut pas qu'ils rencontrent l'indifférence de ses membres. Toute personne raisonnable qui rencontre sur le chemin de la vie l'un de ces infortunés lui doit aide et protection dans la mesure de ses moyens.

Dans l'empire des Indes on vénère et on traite avec beaucoup de considération les êtres estropiés et difformes (1). On se figure que dans le corps de chacun de ces malheureux réside un dieu qui s'y est incarné. Notre civilisation ne nous permet pas semblables croyances ; mais que les Indous nous servent d'exemple pour le reste, quant à nos enfants abandonnés.

La société doit toute sa sollicitude à ces pauvres petits dont elle s'est déclarée la mère nourricière. Elle manque gravement à ses devoirs les plus sacrés, lorsqu'elle n'a pas fait tout ce qui lui était humainement possible de faire pour élever et maintenir dans le devoir et dans l'honnêteté, ces jeunes créatures qui n'ont pas trouvé en naissant un berceau tout préparé.

Combien de fois avons-nous entendu devant nos tribunaux le coupable reprocher publiquement à la société sa dureté et son indifférence pour le malheureux jeté dès son jeune âge sur le pavé des villes, sans guide et sans protection, frappant vainement à toutes les portes qui se ferment devant lui. A-t-on songé au désespoir de cette pauvre épave humaine, aux mille souffrances endurées dans le silence des froides nuits d'hiver sous un pont de la capitale ? Est-il possible d'admettre que cet accusé soit le seul coupable ?

Oh non, à moins d'exceptions tout à fait rares, c'est la société qui aura la plus grande part de responsabilité.

(1) *Annales de la propagation de la foi*, t. XVIII.

Mais si l'on songe que la société n'est en somme qu'un agrégat d'individus, chacun des membres qui la composent aura sa part de responsabilité.

Vu :

Paris, 28 janvier 1909,
Le Président de la Thèse,
E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	4
CHAPITRE PREMIER. — La condition des enfants trouvés et abandonnés au Bas-Empire	
I. — Constantin	14
II. — Modifications ultérieures dans la condition des en- fants.	21
CHAPITRE II. — La période franque	29
CHAPITRE III. — Le Moyen-Age	38
CHAPITRE IV. — La monarchie jusqu'à Saint Vincent de Paul.	46
CHAPITRE V. — La monarchie, de Saint Vincent de Paul jusqu'à la Révolution	58
I. — Saint Vincent de Paul.	58
II. — Tendance à l'uniformité par suite de la fondation des hôpitaux généraux en province.	77
III. — Etat civil des enfants trouvés et abandonnés sous l'ancien droit.	80
CHAPITRE VI. — La Révolution et le XIX^e siècle . . .	83

I. — La Convention et le Directoire.	83
II. — Le décret-loi du 19 janvier 1811	87
III. — La tutelle.	100
IV. — Les secours aux filles-mères.	112
 CHAPITRE VII. — La loi du 27 juin 1904	 117
I. — Genèse de la loi.	117
II. — Tutelle. — Placement. — Surveillance	127
III. — Les articles 349 à 353 du Code pénal.	142
 CONCLUSION	 145

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
